

VOLUME

2 Comptes publics

2001 › 2002

Revenus, crédits et dépenses du fonds consolidé du
revenu et informations financières sur les fonds spéciaux
du gouvernement du Québec

Année financière terminée le 31 mars 2002



COMPTES PUBLICS 2001-2002

VOLUME 2

REVENUS, CRÉDITS ET DÉPENSES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET INFORMATIONS

FINANCIÈRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 2002

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)

*Finances, Économie
et Recherche*

Québec 

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-39965-X

Dépôt légal – 4^e trimestre 2002
Bibliothèque nationale du Québec

TABLE DES MATIÈRES

SECTION**NOTES EXPLICATIVES**

Contenu du volume

Liste et définitions des supercatégories et catégories de dépenses et autres coûts

Sommaires des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts,
rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits
et état de l'emploi des crédits

1

Détail des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts

2

Informations financières sommaires sur les fonds spéciaux

3

Note aux lecteurs

Il est à noter que le nom du ministère et le titre de la ministre demeurent inchangés pour l'année financière se terminant le 31 mars 2002 dans le document des *Comptes publics 2001-2002*. En fonction du décret numéro 1109-2002 du 25 septembre 2002 et conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif, le ministère des Finances est désormais désigné sous le nom de ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche. En vertu de ce décret, le titre de la ministre, M^{me} Pauline Marois, est dorénavant vice-première ministre et ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

NOTES EXPLICATIVES

CONTENU DU VOLUME

Le **volume 2 est publié en trois sections**. Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement provenant de ces fonds. Ces entités sont les ministères, les organismes budgétaires, l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne ainsi que les autres portefeuilles. La troisième section présente des informations financières sommaires sur les fonds spéciaux.

Dans la présente publication, pour des fins de présentation, le terme «portefeuille» est utilisé pour représenter l'Assemblée nationale, les personnes qu'elle désigne et chacun des autres portefeuilles.

La **section 1** comprend des informations sommaires concernant les revenus, les crédits, les dépenses et les autres coûts ainsi que le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et l'état de l'emploi des crédits.

La **section 2** présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, des dépenses, des autres coûts et des crédits autorisés, ajustés dans le cas des crédits permanents des dépenses et des coûts en investissement effectués en plus des montants inscrits aux crédits initiaux et supplémentaires.

On y retrouve plus particulièrement:

- . les revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- . les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts par programmes, éléments, supercatégories et catégories;
- . les transferts par objets d'aide et genres de bénéficiaires.

Les modalités de comptabilisation des revenus, des dépenses et des autres coûts sont conformes aux conventions comptables énoncées aux États financiers consolidés du gouvernement (Volume 1).

La **section 3** présente des informations financières sommaires pour chacun des fonds spéciaux: revenus et dépenses, actif et passif, et, solde du fonds.

Dans le présent volume, les données étant arrondies, les montants inscrits en milliers de dollars peuvent varier de 1 millier de dollars à la hausse ou à la baisse dans différents tableaux par rapport à une présentation au dollar.

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, les bénéficiaires de transferts et les fonds spéciaux ayant bénéficié d'affectations, seront dorénavant disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche, mission Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS

SUPERCATÉGORIES

- ö *Rémunération*
Cette supercatégorie comprend les dépenses d'opération encourues pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, tels que les étudiants et les saisonniers du secteur public. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec, et finalement, elle comprend les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur;
- ö *Fonctionnement*
Cette supercatégorie comprend, à l'exclusion des dépenses de rémunération, les dépenses d'opération encourues pour l'acquisition, la location-exploitation et l'utilisation de biens et de services. Les dépenses de fonctionnement incluent également l'amortissement des immobilisations;
- ö *Service de la dette*
Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, les intérêts sur le compte des régimes de retraite, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et les frais associés à la gestion de la dette;
- ö *Affectation à un fonds spécial*
Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues par un ministère ou un organisme pour assumer la totalité ou une partie des dépenses imputées sur un fonds spécial qu'il administre, afin notamment d'en assurer l'équilibre financier;
- ö *Transfert*
Cette supercatégorie comprend les dépenses qui ne constituent pas pour le gouvernement des acquisitions directes de biens ou de services et dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes;

NOTES EXPLICATIVES (suite)

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS (suite)

SUPERCATÉGORIES (suite)

- ö *Créances douteuses et autres provisions*
Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant de la variation de la «Provision pour créances douteuses» et de la «Provision pour pertes sur interventions financières garanties par le gouvernement»;
- ö *Immobilisations*
Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les frais encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations. Elle inclut également les coûts de la nature de ceux identifiés aux supercatégories «Rémunération», «Fonctionnement» et «Service de la dette», lorsqu'ils sont encourus pour la réalisation d'investissements en immobilisations;
- ö *Prêts, placements, avances et autres*
Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle regroupe entre autres les paiements à effectuer en vue d'acquiescer certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et entreprises du gouvernement, ainsi que l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes sans but lucratif ou à des personnes physiques ou morales. Elle comprend également les déboursés qui n'entraînent pas de dépenses, les engagements étant portés à la dette nette et au déficit cumulé.

CATÉGORIES

Les **catégories** «Rémunération», «Fonctionnement», «Service de la dette», «Créances douteuses et autres provisions», «Immobilisations» et «Prêts, placements, avances et autres» sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories «Transfert» et «Affectation à un fonds spécial» se subdivisent selon les catégories suivantes:

- ö Transfert - *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes et d'entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux;
- ö Transfert - *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autres que pour la rémunération, des organismes et entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux;
- ö Transfert - *Capital* qui comprend les transferts pour des dépenses en capital subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations;
- ö Transfert - *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une entreprise, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement;
- ö Transfert - *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories «Transfert - rémunération», «Transfert - fonctionnement», «Transfert - capital» et «Transfert - intérêt»;
- ö Affectation à un fonds spécial - *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel affecté à un fonds spécial;
- ö Affectation à un fonds spécial - *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial;
- ö Affectation à un fonds spécial - *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial;
- ö Affectation à un fonds spécial - *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial;
- ö Affectation à un fonds spécial - *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes.

SECTION 1**SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS**

TABLE DES MATIÈRES**PAGE**

- Sommaire des revenus par catégories	1-2
- Sommaire des revenus divers et des revenus de transfert du gouvernement du Canada	1-2
- Sommaire du budget de dépenses et des crédits autorisés de dépenses	1-4
- Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits	1-6
- Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par portefeuilles	1-8
- Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par missions	1-10
- Sommaire des crédits autorisés et des dépenses par portefeuilles, ministères et organismes et par supercatégories de dépenses	1-28
- Sommaire des dépenses de transfert	1-36
- Sommaire des dépenses d'affectation à un fonds spécial	1-38
- Sommaire de la rémunération par supercatégories	1-39

SOMMAIRE DES REVENUS PAR CATÉGORIES**Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

	Détail page		Impôt sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1	2-3	Assemblée nationale			
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
3	2-19	Affaires municipales et Métropole			3 863
4	2-32	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			9 685
5	2-43	Conseil du trésor, Administration et Fonction publique			
6	2-55	Conseil exécutif			
7	2-65	Culture et Communications			
8	2-75	Éducation			
9	2-87	Emploi et Solidarité sociale			
10	2-96	Environnement			1 451
11	2-107	Famille, Enfance et Condition féminine			22
12	2-117	Faune et Parcs			27 727
13	2-124	Finances	4 290 792		43 222
14	2-141	Industrie et Commerce			728
15	2-151	Justice			489
16	2-161	Recherche, Science et Technologie			
17	2-169	Régions			
18	2-177	Relations avec les citoyens et Immigration			26 749
19	2-187	Relations internationales			
20	2-195	Ressources naturelles			182 099
21	2-208	Revenu	19 904 413	9 745 556	133 390
22	2-217	Santé et Services sociaux			1 471
23	2-226	Sécurité publique			31 300
24	2-237	Tourisme, Loisir et Sport			59
25	2-244	Transports			662 076
26	2-255	Travail			42 709
			24 195 205	9 745 556	1 167 040

(1) Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2002.

SOMMAIRE DES REVENUS DIVERS ET DES REVENUS DE TRANSFERT DU GOUVERNEMENT DU CANADA**Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

			Revenus divers et autres reentrées	-	Comptes à fin déterminée
1	2-3	Assemblée nationale	2 150		2 150
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	1 404		32
3	2-19	Affaires municipales et Métropole	1 551		
4	2-32	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	42 649		32 177
5	2-43	Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	6 609		
6	2-55	Conseil exécutif	17		
7	2-65	Culture et Communications	2 572		720
8	2-75	Éducation	45 443		5
9	2-87	Emploi et Solidarité sociale	121 002		
10	2-96	Environnement	4 457		1 739
11	2-107	Famille, Enfance et Condition féminine	4 380		
12	2-117	Faune et Parcs	1 045		34
13	2-124	Finances	258 201		24 016
14	2-141	Industrie et Commerce	4 393		1 102
15	2-151	Justice	125 938		
16	2-161	Recherche, Science et Technologie	399		
17	2-169	Régions	344		
18	2-177	Relations avec les citoyens et Immigration	29 773		32
19	2-187	Relations internationales	477		
20	2-195	Ressources naturelles	14 673		755
21	2-208	Revenu	575 236		107 718
22	2-217	Santé et Services sociaux	132 465		48 049
23	2-226	Sécurité publique	11 696		3 080
24	2-237	Tourisme, Loisir et Sport	604		604
25	2-244	Transports	14 299		1 534
26	2-255	Travail	5 170		5 014
			1 406 947		228 761

Revenus divers	Revenus provenant des entreprises du gouvernement	Total des revenus autonomes	Transferts du gouvernement du Canada	Total des revenus		
				2002 (1)	2001	
					6	1
1 372		1 372		1 372	452	2
1 551		5 414		5 414	5 348	3
10 472		20 157	672	20 829	15 515	4
6 609		6 609		6 609	3 791	5
17		17		17	37	6
1 852		1 852		1 852	8 060	7
45 438		45 438	89 575	135 013	122 342	8
121 002		121 002	653 448	774 450	753 939	9
2 718		4 169	1 603	5 772	6 158	10
4 380		4 402		4 402	703	11
1 011		28 738	425	29 163	29 858	12
234 185	2 730 800	7 298 999	7 921 134	15 220 133	15 197 602	13
3 291		4 019		4 019	9 775	14
125 938		126 427	25 909	152 336	108 427	15
399		399		399	1 135	16
344		344		344	82	17
29 741		56 490	111 723	168 213	127 827	18
477		477		477	321	19
13 918		196 017		196 017	263 623	20
467 518		30 250 877		30 250 877	31 293 935	21
84 416		85 887	79 197	165 084	206 585	22
8 616		39 916	1 182	41 098	39 390	23
		59		59	1 284	24
12 765		674 841	(146)	674 695	662 077	25
156		42 865		42 865	42 573	26
1 178 186	2 730 800	39 016 787	8 884 722	47 901 509	48 900 845	

Revenus divers	Total des transferts du gouvernement du Canada	Comptes à fin déterminée	Transferts du gouvernement du Canada	
1 372				1
1 551	17 042	17 042		2
10 472	166 880	166 208	672	3
6 609				4
17				5
1 852				6
45 438	185 154	95 579	89 575	7
121 002	660 348	6 900	653 448	8
2 718	1 603		1 603	9
4 380	50	50		10
1 011	425		425	11
234 185	7 921 134		7 921 134	12
3 291				13
125 938	26 511	602	25 909	14
399				15
344				16
29 741	111 768	45	111 723	17
477				18
13 918	663	663		19
467 518				20
84 416	80 386	1 189	79 197	21
8 616	41 151	39 969	1 182	22
				23
12 765	5 798	5 944	(146)	24
156				25
1 178 186	9 218 913	334 191	8 884 722	26

SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS AUTORISÉS DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

		Budget de dépenses	Amortissement	Crédits initiaux
			(-)	=
1	Assemblée nationale	84 020	3 850	80 170
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	43 575	2 036	41 539
3	Affaires municipales et Métropole	1 445 863	2 069	1 443 794
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	627 152	5 145	622 007
5	Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	558 103	161	557 942
6	Conseil exécutif	71 091	673	70 418
7	Culture et Communications	479 859	1 597	478 262
8	Éducation	10 634 797	3 988	10 630 809
9	Emploi et Solidarité sociale	3 913 597	1 142	3 912 455
10	Environnement	193 978	6 188	187 790
11	Famille, Enfance et Condition féminine	1 677 650	2 285	1 675 365
12	Faune et Parcs	113 990	6 822	107 168
13	Finances (excluant le service de la dette)	571 084	4 021	567 063
14	Industrie et Commerce	144 110	1 446	142 664
15	Justice	468 729	4 615	464 114
16	Recherche, Science et Technologie	221 539	400	221 139
17	Régions	194 327	528	193 799
18	Relations avec les citoyens et Immigration	180 106	5 251	174 855
19	Relations internationales	105 656	1 040	104 616
20	Ressources naturelles	310 447	16 647	293 800
21	Revenu	683 864	1 500	682 364
22	Santé et Services sociaux	16 715 817	1 424	16 714 393
23	Sécurité publique	745 585	17 016	728 569
24	Tourisme, Loisir et Sport	138 840	16	138 824
25	Transports	1 531 516	241 623	1 289 893
26	Travail	73 805	2 065	71 740
	Total des programmes	41 929 100	333 548	41 595 552
	Finances (service de la dette)	7 243 000		7 243 000
	Total	49 172 100	333 548	48 838 552

(1) Crédits supplémentaires, virements, transferts de juridiction et autres crédits permanents.

Variations de crédits (1)	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses excluant l'amortis- sement	Amortissement	Dépenses	
+,(-)	=		+	=	
3 876	84 046	83 608	4 453	88 061	1
5 906	47 445	47 443	2 481	49 924	2
136 265	1 580 059	1 578 202	1 769	1 579 971	3
24 720	646 727	643 195	8 089	651 284	4
(8 706)	549 236	464 857	160	465 017	5
6 887	77 305	73 413	885	74 298	6
10 438	488 700	488 463	1 770	490 233	7
54 740	10 685 549	10 544 834	3 839	10 548 673	8
188 933	4 101 388	4 066 295	547	4 066 842	9
10 790	198 580	196 033	11 841	207 874	10
4 634	1 679 999	1 651 954	1 973	1 653 927	11
8 442	115 610	115 555	6 913	122 468	12
(88 743)	478 320	437 336	3 743	441 079	13
62 539	205 203	205 158	1 421	206 579	14
45 830	509 944	505 153	3 825	508 978	15
8 550	229 689	229 688	393	230 081	16
(42 973)	150 826	143 311	516	143 827	17
34 195	209 050	207 552	5 148	212 700	18
5 367	109 983	109 964	1 041	111 005	19
39 008	332 808	329 565	12 393	341 958	20
7 089	689 453	611 907	1 027	612 934	21
662 204	17 376 597	17 196 243	1 669	17 197 912	22
58 290	786 859	786 721	13 228	799 949	23
20 722	159 546	159 541	30	159 571	24
13 982	1 303 875	1 300 486	111 718	1 412 204	25
14 078	85 818	85 678	2 038	87 716	26
1 287 063	42 882 615	42 262 155	202 910	42 465 065	
105 524	7 348 524	6 686 544		6 686 544	
1 392 587	50 231 139	48 948 699	202 910	49 151 609	

**RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS
Année financière terminée le 31 mars 2002**

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Le Parlement autorise le gouvernement par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois, à effectuer, à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations et des prêts, placements, avances et autres.

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés et le cas échéant de crédits permanents. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf dans la mesure prévue par la loi. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

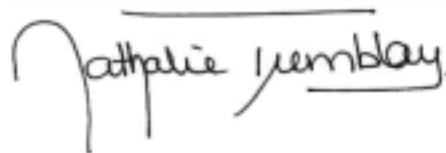
L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2002 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts du gouvernement portés aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière. Les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dépenses et des autres coûts contractés pour les biens et services acquis, les affectations et les transferts dus imputables sur ces crédits.

Le sous-ministre des Finances, de l'Économie et
de la Recherche,



Gilles Godbout

Le contrôleur des Finances,



Nathalie Tremblay, CA

Québec, le 25 novembre 2002

**RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS		
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Votés		
					Reports	Autres	Permanents
Assemblée nationale		94 886		93 581			1 305
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	22 377	27 222	22 375	27 222		2	
Affaires municipales et Métropole	1 588 003	1 772	1 585 066	1 460	1 412	1 525	312
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	656 524	1 555	652 074	1 233	2 040	2 410	322
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	169 912	379 380	155 454	309 459	1 757	12 701	69 921
Conseil exécutif	76 998	2 103	72 997	2 103	172	3 829	
Culture et Communications	490 611	2 123	490 368	2 123	236	7	
Éducation	10 216 522	648 694	10 049 892	630 112	3 222	163 408	18 582
Emploi et Solidarité sociale	4 066 883	34 862	4 057 379	9 010	9 015	489	25 852
Environnement	206 453	326	202 020	314	2 500	1 933	12
Famille, Enfance et Condition féminine	1 680 385	3 099	1 650 862	3 099	1 297	28 226	
Faune et Parcs	122 113	110	122 112	56		1	54
Finances (excluant le service de la dette)	471 865	11 573	430 447	9 433	3 048	38 370	2 140
Industrie et Commerce	207 207	1 038	207 162	1 038		45	
Justice	418 340	106 177	415 929	102 613	1 015	1 396	3 564
Recherche, Science et Technologie	230 193	9	230 123	8		70	1
Régions	171 876	10 327	161 290	10 327		10 586	
Relations avec les citoyens et Immigration	209 798	4 261	208 204	4 163	1 067	527	98
Relations internationales	110 546	923	110 528	923		18	
Ressources naturelles	343 814	8 648	334 960	8 616	1 149	7 705	32
Revenu	433 226	258 559	425 170	188 997	8 056		69 562
Santé et Services sociaux	10 275 471	7 102 710	10 275 471	6 922 355			180 355
Sécurité publique	805 239	8 918	805 064	8 883		175	35
Tourisme, Loisir et Sport	159 631	10	159 577	10		54	
Transports	1 337 761	19	1 326 059	13	2 405	9 297	6
Travail	86 449	2 479	86 133	2 455	316		24
	34 558 197	8 711 783	34 236 716	8 339 606	38 707	282 774	372 177
Finances (service de la dette)		7 348 523		6 686 544			661 979
	34 558 197	16 060 306 (1)	34 236 716	15 026 150	38 707	282 774	1 034 156
Dépenses *	34 184 369	16 046 606	33 935 359	15 013 340	31 553	217 457	1 033 266
Prêts, placements, avances et autres	199 132	931	154 908	931	77	44 147	
Immobilisations	174 696	12 769	146 449	11 879	7 077	21 170	890
	34 558 197	16 060 306 (1)	34 236 716	15 026 150	38 707	282 774	1 034 156
(1) Crédits permanents:							
Inclus dans les prévisions budgétaires		15 582 889		14 548 733			1 034 156
Non inclus dans les prévisions budgétaires		477 417		477 417			
		16 060 306		15 026 150			1 034 156

* Excluant l'amortissement des immobilisations qui ne requiert pas de crédits.

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PORTEFEUILLES**
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

Détail page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires		Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents
		Associés aux crédits au net	Autres		
	+	+	+	+,(-)	+
1 2-4 Assemblée nationale	85 249		9 637 (2)		
2 2-12 Personnes désignées par l'Assemblée nationale	42 239			80	7 280
3 2-20 Affaires municipales et Métropole	1 453 987		333 (3)	135 455	
4 2-34 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	632 591	421		23 590	1 477
5 2-44 Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	857 972			(401 279)	92 599
6 2-56 Conseil exécutif	70 790			7 284	1 027
7 2-66 Culture et Communications	480 416			12 318	
8 2-76 Éducation	10 814 687			1 674	48 855
9 2-88 Emploi et Solidarité sociale	3 913 731	323	194 472	(6 824)	43
10 2-98 Environnement	198 040	24		8 687	28
11 2-108 Famille, Enfance et Condition féminine	1 678 794			1 600	3 090
12 2-118 Faune et Parcs	115 020			7 168	35
13 2-128 Finances (excluant le service de la dette)	571 720			(89 593)	1 311
14 2-142 Industrie et Commerce	147 306			59 911	1 028
15 2-152 Justice	478 758			23 459	22 300
16 2-162 Recherche, Science et Technologie	221 660			8 542	
17 2-170 Régions	219 467			(42 420)	5 156
18 2-178 Relations avec les citoyens et Immigration	179 808	4 224	2 879 (4)	25 981	1 167
19 2-188 Relations internationales	106 046			4 610	813
20 2-198 Ressources naturelles	313 271			35 585	3 606
21 2-210 Revenu	686 129			5 448	208
22 2-218 Santé et Services sociaux	16 715 413 (1)		412 452	71 049	179 267
23 2-228 Sécurité publique	756 553			55 038	2 566
24 2-238 Tourisme, Loisir et Sport	138 854			20 787	
25 2-246 Transports	1 320 437			17 343	
26 2-256 Travail	74 383			14 507	38
Total des programmes	42 273 321	4 992	619 773		371 894
2-134 Finances (service de la dette)	7 243 000				105 523
Total	(*) 49 516 321	4 992	619 773		477 417 (5)
(*) Votés	34 115 281 (a)	4 992	437 924 (b)		
Permanents	15 401 040 (1)		181 849 (2 à 4)		477 417
Ne nécessitant pas de crédits					
(a) Crédits initiaux autorisés par des lois sur les crédits		du 31 mars 2001, 2001, c. 3, a. 1. du 31 mars 2001, 2001, c. 3, a. 2. du 18 mai 2001, 2001, c. 5.			9 293 418 405 400 24 416 463 34 115 281
(b) Crédits supplémentaires autorisés par une loi sur les crédits		du 18 décembre 2001, 2001, c. 50.			437 924

Crédits autorisés	Crédits non utilisés			INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES	
	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations			2002 (6)	2001
=	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	=	+	=	
94 886			1 305	119	9 854	83 608	4 453	88 061	80 004 1
49 599			2		2 154	47 443	2 481	49 924	41 825 2
1 589 775		1 412	1 837	4 241	4 083	1 578 202	1 769	1 579 971	1 387 777 3
658 079		2 040	2 732	4	10 108	643 195	8 089	651 284	713 840 4
549 292		1 757	82 622	5	51	464 857	160	465 017	433 922 5
79 101	92	172	3 737	9	1 678	73 413	885	74 298	61 273 6
492 734		236	7	10	4 018	488 463	1 770	490 233	542 076 7
10 865 216		3 222	181 990	122 287	12 883	10 544 834	3 839	10 548 673	10 130 115 8
4 101 745		9 015	26 341	34	60	4 066 295	547	4 066 842	4 089 506 9
206 779		2 500	1 945	23	6 278	196 033	11 841	207 874	201 272 10
1 683 484	646	1 297	27 580	16	1 991	1 651 954	1 973	1 653 927	1 524 086 11
122 223			55	58	6 555	115 555	6 913	122 468	147 762 12
483 438	1 455	3 048	39 055	3	2 541	437 336	3 743	441 079	418 654 13
208 245			45	20	3 022	205 158	1 421	206 579	276 594 14
524 517		1 015	4 960	6	13 383	505 153	3 825	508 978	468 097 15
230 202			71		443	229 688	393	230 081	245 964 16
182 203	4 300		6 286	27 476	830	143 311	516	143 827	127 040 17
214 059		1 067	625	23	4 792	207 552	5 148	212 700	178 582 18
111 469			18	228	1 259	109 964	1 041	111 005	103 918 19
352 462		1 149	7 737	816	13 195	329 565	12 393	341 958	362 857 20
691 785		8 056	69 562	80	2 180	611 907	1 027	612 934	715 528 21
17 378 181			180 355	13	1 570	17 196 243	1 669	17 197 912	16 103 782 22
814 157			210	350	26 876	786 721	13 228	799 949	744 293 23
159 641			54	1	45	159 541	30	159 571	151 860 24
1 337 780		2 405	9 303	14	25 572	1 300 486	111 718	1 412 204	1 506 671 25
88 928		316	24	3	2 907	85 678	2 038	87 716	78 696 26
43 269 980	6 493	38 707	648 458	155 839	158 328	42 262 155	202 910	42 465 065	40 835 994
7 348 523			661 979			6 686 544		6 686 544	6 971 583
50 618 503	6 493	38 707	1 310 437	155 839	158 328	48 948 699	202 910	49 151 609	47 807 577 (*)
34 558 197	6 493	38 707	276 281	154 908	146 449	33 935 359		33 935 359	32 477 299
16 060 306			1 034 156	931	11 879	15 013 340		15 013 340	14 995 818
							202 910	202 910	334 460

- (1) Incluant des crédits initiaux de 4 400 000 établis en fonction des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé et de 1 885 723 pour la contribution prévue selon l'évolution des besoins de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Les cotisations réelles ont été de 4 290 792 pour lesquelles les dépenses se répartissent également aux programmes «Fonctions régionales» et «Régie de l'assurance maladie du Québec» du ministère de la Santé et des Services sociaux et de 2 149 649 pour la contribution du gouvernement.
- (2) 94 886 de crédits permanents en vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1 alors qu'une prévision de 85 249 de crédits apparaissait au volume du Budget de dépenses déposé à l'Assemblée nationale.
- (3) 333 de crédits de 2000-2001 reportés en vertu du décret 1317-01 du 7 novembre 2001 tel que prévu à la Loi concernant la ville de Schefferville, L.Q., 1986, c. 51.
- (4) Incluant 2 879 de crédits permanents en vertu du décret 200-2001 du 7 mars 2001 tel que prévu à la Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).
- (5) Non inclus dans les prévisions budgétaires.
- (6) Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2002.

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS**
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires		Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents
			Associés aux crédits au net	Autres		
		+	+	+	+	+
MISSION: SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX						
Portefeuille: Santé et Services sociaux						
Fonctions nationales	2-218	230 856		3 500	(26 008)	
Permanents		438				1
Ne nécessitant pas de crédits						
Fonctions régionales	2-218	9 682 858		239 952	86 113	
Permanents		2 668 282				76 441
Office des personnes handicapées du Québec	2-220	47 256			10 944	
Permanents						
Ne nécessitant pas de crédits						
Régie de l'assurance maladie du Québec	2-220					
Permanents		4 085 723		169 000		102 825
Total du portefeuille		16 715 413		412 452	71 049	179 267
TOTAL DE LA MISSION		16 715 413		412 452	71 049	179 267
MISSION: ÉDUCATION ET CULTURE						
Portefeuille: Culture et Communications						
Gestion interne, institutions nationales						
et Commission des biens culturels	2-66	74 360			2 935	
Permanents		10				
Ne nécessitant pas de crédits						
Soutien à la culture, aux communications et						
aux sociétés d'État	2-66	380 005			10 217	
Permanents		2 113				
Charte de la langue française	2-68	23 928			(834)	
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		480 416			12 318	
Portefeuille: Éducation						
Administration et consultation	2-76	116 510			3 400	
Permanents		9				127
Ne nécessitant pas de crédits						
Formation en tourisme et hôtellerie	2-76	16 106				
Aide financière aux études	2-78	462 718			1 563	
Permanents		62 634				862
Ne nécessitant pas de crédits						
Éducation préscolaire et enseignement						
primaire et secondaire	2-78	6 397 263			84 790	
Enseignement supérieur	2-78	3 222 251			(88 079)	
Régimes de retraite	2-80					
Permanents		537 196				47 866
Total du portefeuille		10 814 687			1 674	48 855

(*) Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2002.

(1) La diminution s'explique principalement par la non-réurrence de subventions accordées, en 2000-2001, pour les programmes Soutien aux équipements culturels, Soutien à la mise en valeur du patrimoine, Lecture et livre ainsi qu'au Musée des Beaux-Arts de Montréal.

(2) La diminution résulte en partie de la réduction des taux d'intérêts et de la baisse du volume des prêts garantis. De plus, elle tient compte de la hausse du nombre de bourses et d'une augmentation de la bourse moyenne.

Crédits autorisés	Crédits non utilisés			INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant l'amortis- sement	Amortisse- ment	DÉPENSES	
	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobili- sations			2002 (*)	2001
=	+	(-)	(-)	(-)	(-)	=	+	=	
208 348				13	1 457	206 878		206 878	211 174
439			309			130		130	255
							1 513	1 513	1 213
10 008 923						10 008 923		10 008 923	9 232 125
2 744 723			117 544			2 627 179		2 627 179	2 663 719
58 200					113	58 087		58 087	56 233
							156	156	1
									137
4 357 548			62 502			4 295 046		4 295 046	3 938 925
17 378 181			180 355	13	1 570	17 196 243	1 669	17 197 912	16 103 782
17 378 181			180 355	13	1 570	17 196 243	1 669	17 197 912	16 103 782
77 295			2	7	3 601	73 685		73 685	70 499
10						10		10	(5)
							1 304	1 304	991
390 222			1			390 221		390 221 (1)	440 154
2 113						2 113		2 113	4 709
23 094		236	4	3	417	22 434		22 434	25 181
							466	466	547
492 734		236	7	10	4 018	488 463	1 770	490 233	542 076
119 910		2 560	16	2	6 811	110 521		110 521	106 032
136						136		136	84
							3 192	3 192	2 874
16 106			222			15 884		15 884	17 394
464 281		662	107 111	122 285	6 072	228 151		228 151 (2)	253 314
63 496						63 496		63 496	46 895
							647	647	302
6 482 053			1			6 482 052		6 482 052	6 134 551
3 134 172			56 058			3 078 114		3 078 114	3 048 827
585 062			18 582			566 480		566 480	519 842
10 865 216		3 222	181 990	122 287	12 883	10 544 834	3 839	10 548 673	10 130 115

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires		Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents
			Associés aux crédits au net	Autres		
		+	+	+	+	+
MISSION: ÉDUCATION ET CULTURE (suite)						
Portefeuille: Relations avec les citoyens et Immigration						
Immigration, intégration et régionalisation	2-178	103 721	4 224		18 490	
Permanents		10				90
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		103 731	4 224		18 490	90
Portefeuille: Tourisme, Loisir et Sport						
Développement du loisir et du sport	2-238	60 112			13 090	
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		60 112			13 090	
TOTAL DE LA MISSION		11 458 946	4 224		45 572	48 945
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT						
Portefeuille: Affaires municipales et Métropole						
Promotion et développement de la Métropole	2-20	80 758			28 005	
Permanents		1 429				
Réseaux d'aqueduc et d'égout, assainissement des eaux et infrastructures	2-20	628 914			(33 334)	
Habitation	2-24	249 258			150	
Total du portefeuille		960 359			(5 179)	
Portefeuille: Agriculture, Pêcheries et Alimentation						
Formation, recherche et développement technologique	2-34	36 899			950	
Financière agricole du Québec	2-34	300 000			5 000	
Permanents						
Ne nécessitant pas de crédits						
Aide aux entreprises agroalimentaires	2-34	182 167			5 581	
Appui réglementaire	2-34	42 247	421		5 101	
Ne nécessitant pas de crédits						
Gestion interne et soutien	2-36	49 981			2 633	
Permanents		78				1 477
Ne nécessitant pas de crédits						
Développement des pêches et de l'aquiculture	2-36	21 219			4 325	
Total du portefeuille		632 591	421		23 590	1 477

(3) L'augmentation est attribuable pour 18 000 à la hausse de l'immigration au Québec en 2001-2002 et pour 8 600 au nouveau programme national de réconciliation des orphelins et orphelines de Duplessis.

(4) La diminution s'explique principalement par la baisse de la subvention à la Régie des installations olympique et par une subvention, en 2000-2001, non récurrente pour des travaux de réaménagement de la tour du Stade olympique.

(5) La variation s'explique par la comptabilisation par le ministère des dépenses relatives au programme d'assainissement des eaux du Québec depuis la fermeture du Fonds spécial de financement des activités locales.

(6) La diminution s'explique principalement par une baisse des subventions à la Société d'habitation du Québec.

(7) La diminution est principalement attribuable à la refonte, en partenariat avec les agriculteurs, des programmes administrés par l'organisme.

(8) La diminution est attribuable à la participation financière de 19 800 de La Financière agricole du Québec pour le financement du programme Prime-Vert.

Crédits autorisés	Crédits non utilisés			INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant l'amortis- sement	Amortisse- ment	DÉPENSES	
	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobili- sations			2002 (*)	2001
=	+	(-)	(-)	(-)	(-)	=	+	=	
126 435 100				15	2 331	124 089 100	2 622	124 089 100 2 622	(3) 97 756 20 2 334
126 535				15	2 331	124 189	2 622	126 811	100 110
73 202			51	1	45	73 105	30	73 105 30	63 122 25
73 202			51	1	45	73 105	30	73 135	63 147
11 557 687		3 458	182 048	122 313	19 277	11 230 591	8 261	11 238 852	10 835 448
108 763 1 429			1	4 239		104 523 1 429		104 523 1 429	(4) 154 983 1 429
595 580 249 408			36 218		2	595 542 249 190		595 542 249 190	(5) 395 908 (6) 319 022
955 180			255	4 239	2	950 684		950 684	871 342
37 849 305 000		876	46	1	1 456	35 470 305 000		35 470 305 000	(7) 34 106 360 746 106 951
187 748 47 769		893	560 244	2	556 2 559	186 630 44 073		186 630 44 073	(8) 211 743 39 016
52 614 1 555			519 322		4 580	47 515 1 233	455	47 515 1 233	44 590 152
25 544		271	1 041	1	957	23 274	7 634	7 634 23 274	4 568 17 438
658 079		2 040	2 732	4	10 108	643 195	8 089	651 284	713 840

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires		Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents
			Associés aux crédits au net	Autres		
		+	+	+	+	+
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)						
Portefeuille: Emploi et Solidarité sociale						
Mesures d'aide à l'emploi	2-88	961 465			(3 444)	
Total du portefeuille		961 465			(3 444)	
Portefeuille: Environnement						
Protection de l'environnement	2-98	165 255	24		7 564	
Permanents		35			263	28
Ne nécessitant pas de crédits						
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	2-98	4 447			365	
Ne nécessitant pas de crédits						
Développement de la Capitale-Nationale	2-100	28 303			495	
Régie des installations olympiques	2-100					
Total du portefeuille		198 040	24		8 687	28
Portefeuille: Faune et Parcs						
Société de la faune et des parcs du Québec	2-118	114 945			7 168	
Permanents		75				35
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		115 020			7 168	35
Portefeuille: Finances						
Soutien au développement de l'économie	2-132	158 722			189 089	
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi	2-132	244 690			(243 724)	
Total du portefeuille		403 412			(54 635)	
Portefeuille: Industrie et Commerce						
Soutien technique et financier aux entreprises et aux développement des marchés	2-142	142 096			65 111	
Permanents		10				1 028
Ne nécessitant pas de crédits						
Placement étudiant du Québec	2-142	5 200			(5 200)	
Total du portefeuille		147 306			59 911	1 028

(9) La diminution résulte de la baisse des subventions à la SÉPAQ pour l'amélioration des infrastructures d'hébergement et d'accès aux sites et territoires.

(10) La diminution est principalement attribuable à la fin de l'adhésion des familles, le 31 mars 2001, au programme Soutien au branchement des familles sur Internet.

Crédits autorisés	Crédits non utilisés			INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant l'amortis- sement	Amortisse- ment	DÉPENSES	
	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobili- sations			2002 (*)	2001
=	+	(-)	(-)	(-)	(-)	=	+	=	
958 021		74	233			957 714		957 714	971 954
958 021		74	233			957 714		957 714	971 954
172 843		2 500	1 925	22	6 242	162 154		162 154	147 229
326			12			314		314	37
							11 793	11 793	5 625
4 812			7	1	36	4 768		4 768	4 810
							48	48	49
28 798			1			28 797		28 797	43 522
206 779		2 500	1 945	23	6 278	196 033	11 841	207 874	201 272
122 113			1	58	6 555	115 499		115 499 (9)	140 012
110			54			56		56	688
							6 913	6 913	7 062
122 223			55	58	6 555	115 555	6 913	122 468	147 762
347 811	992	175	11 231			335 413		335 413	320 826
966	463		90			413		413	
348 777	1 455	175	11 321			335 826		335 826	320 826
207 207			45	20	3 022	204 120		204 120 (10)	274 883
1 038						1 038		1 038	426
							1 421	1 421	1 285
208 245			45	20	3 022	205 158	1 421	206 579	276 594

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires		Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents
			Associés aux crédits au net	Autres		
		+	+	+	+	+
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)						
Portefeuille: Régions						
Mesures de soutien au développement						
local et régional	2-170	214 296			(42 420)	
Permanents		5 171				5 156
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		219 467			(42 420)	5 156
Portefeuille: Relations internationales						
Affaires internationales	2-188	105 936			4 610	
Permanents		110				813
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		106 046			4 610	813
Portefeuille: Ressources naturelles						
Connaissance et gestion du territoire	2-198	31 287				
Permanents						
Connaissance et gestion du patrimoine forestier	2-198	143 668			19 662	
Permanents		5 000				3 237
Financement forestier	2-198	1 966				
Permanents		32				
Ne nécessitant pas de crédits						
Gestion et développement de la ressource minérale	2-200	33 844			15 000	
Direction et soutien administratif	2-200	50 431			728	
Permanents		10				153
Ne nécessitant pas de crédits						
Développement énergétique	2-200	47 033			195	
Permanents						216
Total du portefeuille		313 271			35 585	3 606
Portefeuille: Tourisme, Loisir et Sport						
Promotion et développement du tourisme	2-238	78 732			7 697	
Permanents		10				
Total du portefeuille		78 742			7 697	
Portefeuille: Transports						
Infrastructures de transport	2-246	915 978			(18 141)	
Ne nécessitant pas de crédits						
Systèmes de transport	2-246	322 573			33 179	
Ne nécessitant pas de crédits						
Administration et services corporatifs	2-248	81 867			2 305	
Permanents		19				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		1 320 437			17 343	
TOTAL DE LA MISSION		5 456 156	445		58 913	12 143

(11) L'augmentation est attribuable à une aide additionnelle de 31 115 pour le transport adapté aux personnes handicapées.

Crédits autorisés	Crédits non utilisés			INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant l'amortis- sement	Amortisse- ment	DÉPENSES	
	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobili- sations			2002 (*)	2001
=	+	(-)	(-)	(-)	(-)	=	+	=	
171 876	4 300		6 286	27 476	830	132 984		132 984	113 970
10 327						10 327		10 327	12 829
							516	516	241
182 203	4 300		6 286	27 476	830	143 311	516	143 827	127 040
110 546			18	224	1 259	109 045		109 045	102 368
923				4		919		919	664
							1 041	1 041	886
111 469			18	228	1 259	109 964	1 041	111 005	103 918
31 287		936	994		3 479	25 878		25 878	25 673
163 330				6	4 707	158 617		158 617	174 522
8 237				807		7 430		7 430	4 196
1 966		12	123		24	1 807		1 807	1 867
32			32						5
							38	38	44
48 844			213		1 467	47 164		47 164	45 517
51 159			3 528	3	3 434	44 194		44 194	43 743
163						163		163	649
							12 355	12 355	16 036
47 228		201	2 847		84	44 096		44 096	50 477
216						216		216	104
352 462		1 149	7 737	816	13 195	329 565	12 393	341 958	362 857
86 429			3			86 426		86 426	88 704
10						10		10	9
86 439			3			86 436		86 436	88 713
897 837			6 069	8	23 021	868 739		868 739	860 556
							102 265	102 265	245 862
355 752			31	2	765	354 954		354 954 (11)	320 118
							466	466	353
84 172		2 405	3 197	4	1 786	76 780		76 780	71 080
19			6			13		13	80
							8 987	8 987	8 622
1 337 780		2 405	9 303	14	25 572	1 300 486	111 718	1 412 204	1 506 671
5 527 657	5 755	8 343	39 933	32 878	66 821	5 373 927	153 932	5 527 859	5 692 789

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires		Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents
			Associés aux crédits au net	Autres		
		+	+	+	+	+
MISSION: SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES						
Portefeuille: Emploi et Solidarité sociale						
Mesures d'aide financière	2-88	2 719 277		194 472	(23 672)	
Permanents		34 800				
Soutien à la gestion	2-90	198 170	323		20 292	
Permanents		19				43
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		2 952 266	323	194 472	(3 380)	43
Portefeuille: Famille, Enfance et Condition féminine						
Planification, recherche et administration	2-108	41 362			269	
Permanents		9				2
Ne nécessitant pas de crédits						
Services à la famille et à l'enfance	2-108	1 024 439			(175)	
Permanents						50
Prestations familiales	2-108	603 890				
Permanents						3 038
Organismes-conseils	2-110	2 022			1 500	
Total du portefeuille		1 671 722			1 594	3 090
Portefeuille: Justice						
Aide aux justiciables	2-154	106 232			14 089	
Permanents		27 377				20 515
Total du portefeuille		133 609			14 089	20 515
TOTAL DE LA MISSION		4 757 597	323	194 472	12 303	23 648
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE						
Portefeuille: Assemblée nationale						
Secrétariat général et Secrétariat général adjoint aux affaires parlementaires et institutionnelles	2-4					
Permanents		14 075		712	(4)	
Secrétariat général adjoint aux affaires administratives	2-4					
Permanents		28 337		8 570	4	
Ne nécessitant pas de crédits						
Services statutaires de soutien aux parlementaires	2-4					
Permanents		42 837		355		
Total du portefeuille		85 249		9 637		

(12) La diminution s'explique par une baisse de la dépense relative à la provision pour créances douteuses.

(13) L'augmentation est principalement attribuable au développement de nouvelles places en service de garde et au redressement salarial du personnel des centres de petite enfance et des garderies.

(14) La diminution s'explique en partie par l'amélioration des revenus familiaux et par la majoration depuis juillet 2001 de la prestation fiscale canadienne pour enfants.

Crédits autorisés	Crédits non utilisés			INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant l'amortis- sement	Amortisse- ment	DÉPENSES	
	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobili- sations			2002 (*)	2001
=	+	(-)	(-)	(-)	(-)	=	+	=	
2 890 077		4 966	174	29	13	2 884 895		2 884 895	2 883 905
34 800			25 852			8 948		8 948 (12)	34 731
218 785		3 975	82	5	47	214 676		214 676	197 318
62						62		62	95
							547	547	1 503
3 143 724		8 941	26 108	34	60	3 108 581	547	3 109 128	3 117 552
41 631		1 185	1 144	6	1 946	37 350		37 350	30 274
11						11		11	9
							1 927	1 927	1 464
1 024 264			7 678			1 016 586		1 016 586 (13)	811 559
50						50		50	432
603 890	646		18 697			584 547		584 547 (14)	669 180
3 038						3 038		3 038	2 385
3 522			61	9	5	3 447		3 447	1 832
1 676 406	646	1 185	27 580	15	1 951	1 645 029	1 927	1 646 956	1 517 135
120 321			1			120 320		120 320	106 806
47 892						47 892		47 892	42 231
168 213			1			168 212		168 212	149 037
4 988 343	646	10 126	53 689	49	2 011	4 921 822	2 474	4 924 296	4 783 724
14 783			133	8	88	14 554		14 554	12 462
36 911			881		9 766	26 264	4 453	26 264 4 453	22 824 3 772
43 192			291	111		42 790		42 790	40 946
94 886			1 305	119	9 854	83 608	4 453	88 061	80 004

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires		Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents
			Associés aux crédits au net	Autres		
		+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)						
Portefeuille: Personnes désignées par l'Assemblée nationale						
Le Protecteur du citoyen	2-12	6 945			14	
Permanents		151				2
Ne nécessitant pas de crédits						
Le Vérificateur général	2-12	15 352			66	
Ne nécessitant pas de crédits						
Administration du système électoral	2-12					
Permanents		19 791				7 278
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		42 239			80	7 280
Portefeuille: Affaires municipales et Métropole						
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	2-22	428 985			139 010	
Permanents				333		
Administration générale	2-22	48 234			1 337	
Permanents		10				
Ne nécessitant pas de crédits						
Commission municipale du Québec	2-24	2 751			330	
Ne nécessitant pas de crédits						
Régie du logement	2-24	13 648			(43)	
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		493 628		333	140 634	
Portefeuille: Conseil du trésor, Administration et Fonction publique						
Secrétariat du Conseil du trésor	2-44	56 171			(6 192)	
Permanents		10				
Ne nécessitant pas de crédits						
Fonctions gouvernementales	2-44	90 463			11 949	
Commission de la fonction publique	2-46	2 537			2	
Ne nécessitant pas de crédits						
Régimes de retraite et d'assurances	2-46	4 362				
Permanents		286 771				92 599
Fonds de suppléance	2-48	417 658			(407 038)	
Total du portefeuille		857 972			(401 279)	92 599

(15) L'augmentation s'explique par les dépenses liées au pacte fiscal et à d'autres mesures relatives aux regroupements municipaux.

(16) L'augmentation s'explique par des modifications apportées au Régime de retraite des juges de la Cour du Québec suite à l'adoption de la Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et par des ajustements actuariels dus à des faits nouveaux survenus depuis la dernière évaluation actuarielle.

Crédits autorisés	Crédits non utilisés			INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant l'amortis- sement	Amortisse- ment	DÉPENSES	
	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobili- sations			2002 (*)	2001
=	+	(-)	(-)	(-)	(-)	=	+	=	
6 959			1		82	6 876		6 876	6 944
153						153		153	150
							104	104	88
15 418			1		144	15 273		15 273	14 733
							331	331	191
27 069					1 928	25 141		25 141	17 886
							2 046	2 046	1 833
49 599			2		2 154	47 443	2 481	49 924	41 825
567 995			2			567 993		567 993 (15)	458 554
333			311			22		22	54
49 571		1 412	1 220	2	3 907	43 030		43 030	40 812
10			1			9		9	10
							1 488	1 488	934
3 081			45		34	3 002		3 002	2 374
							50	50	32
13 605			3		140	13 462		13 462	13 429
							231	231	236
634 595		1 412	1 582	2	4 081	627 518	1 769	629 287	516 435
49 979		1 681	1	4		48 293		48 293	47 396
10						10		10	19
							141	141	471
102 412				1		102 411		102 411	114 005
2 539		76	144		51	2 268		2 268	2 101
							19	19	15
4 362			1 936			2 426		2 426	2 769
379 370			69 921			309 449		309 449 (16)	267 146
10 620			10 620						
549 292		1 757	82 622	5	51	464 857	160	465 017	433 922

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires		Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents
			Associés aux crédits au net	Autres		
		+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)						
Portefeuille: Conseil exécutif						
Cabinet du lieutenant-gouverneur	2-56	939			235	
Services de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif	2-56	27 057			6 271	
Permanents		1 076				935
Ne nécessitant pas de crédits						
Affaires intergouvernementales canadiennes	2-56	9 986			909	
Permanents						89
Ne nécessitant pas de crédits						
Affaires autochtones	2-58	22 253				
Permanents						3
Ne nécessitant pas de crédits						
Jeunesse	2-58	9 479			(131)	
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		70 790			7 284	1 027
Portefeuille: Famille, Enfance et Condition féminine						
Condition féminine	2-110	7 072			6	
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		7 072			6	
Portefeuille: Finances						
Politiques économiques et fiscales	2-128	35 108			95	
Permanents						1 308
Ne nécessitant pas de crédits						
Politiques et opérations financières	2-128	9 226				
Permanents		10 252				
Ne nécessitant pas de crédits						
Contrôleur des finances	2-128	18 139				
Ne nécessitant pas de crédits						
Gestion interne et soutien	2-130	23 940			32	
Permanents		10				
Ne nécessitant pas de crédits						
L'Inspecteur général des institutions financières	2-130	23 757			(45)	
Permanents						3
Ne nécessitant pas de crédits						
Provision pour des initiatives concernant les revenus	2-134	47 876			(35 040)	
Total du portefeuille		168 308			(34 958)	1 311
Portefeuille: Justice						
Formulation de jugements	2-152	23 498			120	
Permanents		41 416				1 785
Administration de la justice	2-152	255 411			9 250	
Permanents		15 084				
Ne nécessitant pas de crédits						
Justice administrative	2-154	9 740				
Total du portefeuille		345 149			9 370	1 785

Crédits autorisés	Crédits non utilisés			INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant l'amortis- sement	Amortisse- ment	DÉPENSES	
	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobili- sations			2002 (*)	2001
=	+	(-)	(-)	(-)	(-)	=	+	=	
1 174			1		32	1 141		1 141	905
33 328	92		55	4	1 107	32 070		32 070	25 160
2 011						2 011		2 011	1 900
							669	669	505
10 895			119	5	493	10 278		10 278	8 888
89						89		89	24
							143	143	110
22 253			3 440		18	18 795		18 795	15 953
3						3		3	17
							55	55	43
9 348		172	122		28	9 026		9 026	7 723
							18	18	45
79 101	92	172	3 737	9	1 678	73 413	885	74 298	61 273
7 078		112		1	40	6 925		6 925	6 911
							46	46	40
7 078		112		1	40	6 925	46	6 971	6 951
35 203		624	6 938		186	27 455		27 455	25 586
1 308						1 308		1 308	
							43	43	21
9 226		276	917		496	7 537		7 537	7 576
10 252			2 140			8 112		8 112	7 360
							523	523	523
18 139		545	2 908		345	14 341		14 341	13 053
							700	700	715
23 972		716	777	2	834	21 643		21 643	19 553
10						10		10	11
							1 100	1 100	1 043
23 712		712	1 218	1	680	21 101		21 101	21 046
3						3		3	13
							1 377	1 377	1 328
12 836			12 836						
134 661		2 873	27 734	3	2 541	101 510	3 743	105 253	97 828
23 618					1 538	22 080		22 080	21 184
43 201				1		43 200		43 200	40 591
264 661		1 000	1 383	5	11 832	250 441		250 441	231 496
15 084			3 564			11 520		11 520	13 221
							3 825	3 825	2 737
9 740		15	12		13	9 700		9 700	9 831
356 304		1 015	4 959	6	13 383	336 941	3 825	340 766	319 060

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires		Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents
			Associés aux crédits au net	Autres		
		+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)						
Portefeuille: Recherche, Science et Technologie						
Soutien administratif à la recherche, à la science, à la technologie et à l'innovation Permanents	2-162	22 961 9			(3 422)	
Ne nécessitant pas de crédits						
Mesures d'aide à la recherche, à la science, à la technologie et à l'innovation	2-162	198 690			11 964	
Total du portefeuille		221 660			8 542	
Portefeuille: Relations avec les citoyens et Immigration						
Relations civiques et relations avec les citoyens Permanents	2-178	15 988 468			5 798	871
Ne nécessitant pas de crédits						
Conseil et organismes de protection relevant du Ministre	2-178	24 053			1 858	
Ne nécessitant pas de crédits						
Curateur public Permanents	2-180	35 568		2 879	98 (263)	206
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		76 077		2 879	7 491	1 077
Portefeuille: Revenu						
Administration fiscale Permanents	2-210	427 778 258 351			5 448	208
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		686 129			5 448	208
Portefeuille: Sécurité publique						
Sécurité, prévention et gestion interne Permanents	2-228	334 911 6 349			44 613	2 079
Ne nécessitant pas de crédits						
Sûreté du Québec Permanents	2-228	390 818			6 502	487
Ne nécessitant pas de crédits						
Organismes relevant du ministre Permanents	2-230	24 472 3			3 923	
Total du portefeuille		756 553			55 038	2 566

(17) La diminution s'explique par une baisse de la dépense relative à la provision pour créances douteuses.

Crédits autorisés	Crédits non utilisés			INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant l'amortis- sement	Amortisse- ment	DÉPENSES	
	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobili- sations			2002 (*)	2001
=	+	(-)	(-)	(-)	(-)	=	+	=	
19 539 9			70 1		443	19 026 8		19 026 8	17 017 20
							393	393	292
210 654						210 654		210 654	228 635
230 202			71		443	229 688	393	230 081	245 964
21 786 1 339			133		78	21 575 1 339		21 575 1 339	18 634 829
							383	383	349
25 911			140		245	25 526		25 526	23 805
35 666 2 822		1 067	254 98	8	2 138	32 199 2 724	206	32 199 2 724	31 914 681
							1 937	1 937	2 024
87 524		1 067	625	8	2 461	83 363	2 526	85 889	78 472
433 226 258 559		8 056	69 562	80	2 180	422 910 188 997		422 910 188 997	407 556 306 833
							1 027	1 027	1 139
691 785		8 056	69 562	80	2 180	611 907	1 027	612 934	715 528
379 524 8 428			55 32	14	7 105 59	372 350 8 337		372 350 8 337	346 122 12 239
397 320 487			1	334	18 588	378 397 487	3 803	378 397 487	347 876 693
28 395 3			119 3	2	1 124	27 150	9 425	27 150	7 209 26 533
814 157			210	350	26 876	786 721	13 228	799 949	744 293

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires		Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents
			Associés aux crédits au net	Autres		
		+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)						
Portefeuille: Travail						
Travail	2-256	71 942			14 507	
Permanents		2 441				38
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		74 383			14 507	38
TOTAL DE LA MISSION		3 885 209		12 849	(187 837)	107 891
MISSION: SERVICE DE LA DETTE						
Portefeuille: Finances						
Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite	2-130					
Permanents		7 243 000				105 523
Total du portefeuille		7 243 000				105 523
TOTAL DE LA MISSION		7 243 000				105 523
TOTAL DES CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS		49 516 321	4 992	619 773		477 417 (**)
Votés		34 115 281	4 992	437 924		
Permanents		15 401 040		181 849		477 417
Ne nécessitant pas de crédits						

(18) Incluant 3 970 021 (2001: 4 378 201) pour le service de la dette directe et 2 716 523 (2001: 2 593 382) pour les intérêts sur le compte des régimes de retraite.

(**) Non inclus dans les prévisions budgétaires.

Crédits autorisés	Crédits non utilisés			INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant l'amortis- sement	Amortisse- ment	DÉPENSES	
	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobili- sations			2002 (*)	2001
=	+	(-)	(-)	(-)	(-)	=	+	=	
86 449		316		3	2 869	83 261		83 261	74 606
2 479			24		38	2 417		2 417	2 580
							2 038	2 038	1 510
88 928		316	24	3	2 907	85 678	2 038	87 716	78 696
3 818 112	92	16 780	192 433	586	68 649	3 539 572	36 574	3 576 146	3 420 251
7 348 523			661 979			6 686 544		6 686 544 (18)	6 971 583
7 348 523			661 979			6 686 544		6 686 544	6 971 583
7 348 523			661 979			6 686 544		6 686 544	6 971 583
50 618 503	6 493	38 707	1 310 437	155 839	158 328	48 948 699	202 910	49 151 609	47 807 577
34 558 197	6 493	38 707	276 281	154 908	146 449	33 935 359		33 935 359	32 477 299
16 060 306			1 034 156	931	11 879	15 013 340		15 013 340	14 995 818
							202 910	202 910	334 460

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES**
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses * =	Rémunération +
ASSEMBLÉE NATIONALE	84 046	83 608	63 221
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE			
Directeur général des élections - Commission de la représentation	25 141	25 141	13 456
Le Protecteur du citoyen	7 030	7 029	5 399
Le Vérificateur général	15 274	15 273	12 312
	47 445	47 443	31 167
AFFAIRES MUNICIPALES ET MÉTROPOLE			
Ministère des Affaires municipales et de la Métropole	1 563 547	1 561 738	29 528
Commission municipale du Québec	3 047	3 002	2 173
Régie du logement	13 465	13 462	10 482
	1 580 059	1 578 202	42 183
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION			
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	635 089	631 921	108 575
Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 468	8 123	6 552
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	3 170	3 151	2 460
	646 727	643 195	117 587
CONSEIL DU TRÉSOR, ADMINISTRATION ET FONCTION PUBLIQUE			
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	546 748	462 589	413 031
Commission de la fonction publique	2 488	2 268	1 889
	549 236	464 857	414 920
CONSEIL EXÉCUTIF			
Ministère du Conseil exécutif	76 607	72 735	31 426
Conseil permanent de la jeunesse	698	678	404
	77 305	73 413	31 830
CULTURE ET COMMUNICATIONS			
Ministère de la Culture et des Communications	465 597	465 597	45 384
Commission de protection de la langue française	1 712	1 680	1 275
Commission de toponymie	1 323	1 323	1 006
Commission des biens culturels du Québec	436	432	257
Conseil de la langue française	2 015	1 983	1 049
Office de la langue française	15 509	15 509	11 436
Secrétariat à la politique linguistique	2 108	1 939	890
	488 700	488 463	61 297

* Excluant l'amortissement qui ne nécessite pas de crédits.

** La dépense d'amortissement est comprise dans la supercatégorie «Fonctionnement».

Fonctionnement **	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Amortissement **	Dépenses totales
20 259		128			4 453	88 061
8 868		2 817			2 046	27 187
1 630					104	7 133
2 961					331	15 604
13 459		2 817			2 481	49 924
12 744	2 376	1 515 130	1 960		1 488	1 563 226
829					50	3 052
2 980					231	13 693
16 553	2 376	1 515 130	1 960		1 769	1 579 971
40 022	2 497	480 827			7 634	639 555
1 571					455	8 578
691						3 151
42 284	2 497	480 827			8 089	651 284
17 055		17 362	15 141		141	462 730
379					19	2 287
17 434		17 362	15 141		160	465 017
17 965		23 344			885	73 620
274						678
18 239		23 344			885	74 298
27 879	796	391 538			1 304	466 901
405					37	1 717
317					10	1 333
175						432
924		10			25	2 008
3 829		244			377	15 886
595		454			17	1 956
34 124	796	392 246			1 770	490 233

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses * =	Rémunération +
ÉDUCATION			
Ministère de l'Éducation	10 681 426	10 540 823	78 093
Commission consultative de l'enseignement privé	99	93	69
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	1 850	1 782	1 195
Conseil supérieur de l'éducation	2 174	2 136	1 570
	<u>10 685 549</u>	<u>10 544 834</u>	<u>80 927</u>
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE			
	<u>4 101 388</u>	<u>4 066 295</u>	<u>180 507</u>
ENVIRONNEMENT			
Ministère de l'Environnement	193 805	191 265	94 338
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	4 775	4 768	3 188
	<u>198 580</u>	<u>196 033</u>	<u>97 526</u>
FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE			
Ministère de la Famille et de l'Enfance	1 671 523	1 643 592	23 654
Conseil de la famille et de l'enfance	962	947	629
Conseil des aînés	496	490	331
Conseil du statut de la femme	4 172	4 137	3 008
Secrétariat à la condition féminine	2 846	2 788	1 181
	<u>1 679 999</u>	<u>1 651 954</u>	<u>28 803</u>
FAUNE ET PARCS			
Société de la faune et des parcs du Québec	<u>115 610</u>	<u>115 555</u>	<u>55 404</u>
FINANCES			
Ministère des Finances	7 480 436	6 780 016	40 053
Investissement Québec	323 444	322 760	
L'Inspecteur général des institutions financières	22 964	21 104	15 632
	<u>7 826 844</u>	<u>7 123 880</u>	<u>55 685</u>
INDUSTRIE ET COMMERCE			
	<u>205 203</u>	<u>205 158</u>	<u>44 368</u>
JUSTICE			
Ministère de la Justice	444 174	439 403	146 320
Comité de la rémunération des juges de la Cour du Québec et des cours municipales	415	415	
Conseil de la justice administrative	490	470	184
Conseil de la magistrature	1 749	1 749	252
Tribunal des droits de la personne	63 116	63 116	58 156
	<u>509 944</u>	<u>505 153</u>	<u>204 912</u>

Fonctionnement **	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Amortissement **	Dépenses totales
41 070	41 152	10 380 508			3 786	10 544 609
24						93
587					42	1 824
566					11	2 147
42 247	41 152	10 380 508			3 839	10 548 673
118 250	8 948	2 705 341	1 053 249		547	4 066 842
42 295	51	54 581			11 793	203 058
1 580					48	4 816
43 875	51	54 581			11 841	207 874
12 178	3 089	1 604 671			1 927	1 645 519
310		8				947
159						490
1 129					46	4 183
561		1 046				2 788
14 337	3 089	1 605 725			1 973	1 653 927
27 512	21	32 618			6 913	122 468
25 886		26 583	950	6 686 544	2 366	6 782 382
	146 895	175 865				322 760
5 469	3				1 377	22 481
31 355	146 898	202 448	950	6 686 544	3 743	7 127 623
39 515	1 027	120 248			1 421	206 579
111 075	8 341	173 317	350		3 825	443 228
415						415
286						470
1 497						1 749
4 960						63 116
118 233	8 341	173 317	350		3 825	508 978

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses * =	Rémunération +
RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE			
Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie	227 093	227 092	10 442
Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	1 058	1 058	404
Conseil de la science et de la technologie	1 538	1 538	1 006
	<u>229 689</u>	<u>229 688</u>	<u>11 852</u>
RÉGIONS	<u>150 826</u>	<u>143 311</u>	<u>12 616</u>
RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION			
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'immigration	147 305	147 103	69 853
Commission d'accès à l'information	3 958	3 955	3 083
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	12 400	12 322	9 469
Conseil des relations interculturelles	676	651	420
Curateur public (Le)	36 088	34 923	25 617
Office de la protection du consommateur	8 623	8 598	5 791
	<u>209 050</u>	<u>207 552</u>	<u>114 233</u>
RELATIONS INTERNATIONALES	<u>109 983</u>	<u>109 964</u>	<u>52 229</u>
RESSOURCES NATURELLES			
Ministère des Ressources naturelles	330 840	327 758	84 755
Société de financement agricole - Financement forestier	1 968	1 807	905
	<u>332 808</u>	<u>329 565</u>	<u>85 660</u>
REVENU	<u>689 453</u>	<u>611 907</u>	<u>247 490</u>
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
Ministère de la Santé et des Services sociaux	12 959 321	12 841 514	46 762
Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux	1 098	1 059	5
Conseil de la santé et du bien-être	434	431	
Conseil médical du Québec	108	106	
Office des personnes handicapées du Québec	58 088	58 087	7 795
Régie de l'assurance maladie du Québec	4 357 548	4 295 046	
	<u>17 376 597</u>	<u>17 196 243</u>	<u>54 562</u>

Fonctionnement **	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Amortissement **	Dépenses totales
5 996		210 654			393	227 485
654						1 058
532						1 538
7 182		210 654			393	230 081
6 075	7 356	101 053	16 211		516	143 827
45 474	40	30 536	1 200		3 005	150 108
872					51	4 006
2 853					25	12 347
231					7	658
8 895	411				1 937	36 860
2 311		496			123	8 721
60 636	451	31 032	1 200		5 148	212 700
26 012		21 279	10 444		1 041	111 005
66 542	216	80 186	96 059		12 355	340 113
204		698			38	1 845
66 746	216	80 884	96 059		12 393	341 958
119 030	143 060	124	102 203		1 027	612 934
55 382		12 739 370			1 513	12 843 027
1 054						1 059
331		100				431
106						106
1 917		48 375			156	58 243
		4 295 046				4 295 046
58 790		17 082 891			1 669	17 197 912

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses *=	Rémunération +
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Ministère de la Sécurité publique	759 602	759 571	391 790
Bureau du coroner	6 858	6 857	3 546
Comité de déontologie policière	1 787	1 786	1 175
Commissaire à la déontologie policière	2 937	2 937	2 226
Commission québécoise des libérations conditionnelles	2 692	2 690	1 804
Régie des alcools, des courses et des jeux	12 983	12 880	8 813
	<u>786 859</u>	<u>786 721</u>	<u>409 354</u>
TOURISME, LOISIR ET SPORT	<u>159 546</u>	<u>159 541</u>	<u>3 241</u>
TRANSPORTS			
Ministère des Transports	1 291 773	1 289 000	177 522
Commission des transports du Québec	12 102	11 486	7 798
	<u>1 303 875</u>	<u>1 300 486</u>	<u>185 320</u>
TRAVAIL			
Ministère du Travail	47 113	47 082	15 507
Commission de l'équité salariale	5 179	5 098	2 861
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	498	493	337
Conseil des services essentiels	2 304	2 304	1 639
Régie du bâtiment du Québec	30 724	30 701	22 310
	<u>85 818</u>	<u>85 678</u>	<u>42 654</u>
TOTAL GOUVERNEMENTAL	<u>50 231 139</u>	<u>48 948 699</u>	<u>2 729 548</u>

Pour détails par catégories, voir Section 2, par portefeuilles.

Fonctionnement **	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Amortissement **	Dépenses totales
207 279		39 521	120 981		13 228	772 799
3 311						6 857
611						1 786
711						2 937
886						2 690
3 917		150				12 880
<u>216 715</u>		<u>39 671</u>	<u>120 981</u>		<u>13 228</u>	<u>799 949</u>
<u>2 015</u>		<u>83 149</u>	<u>71 136</u>		<u>30</u>	<u>159 571</u>
327 815	(6)	475 535	308 134		111 252	1 400 252
3 688					466	11 952
<u>331 503</u>	<u>(6)</u>	<u>475 535</u>	<u>308 134</u>		<u>111 718</u>	<u>1 412 204</u>
5 408		26 167			601	47 683
2 232	5				93	5 191
156					11	504
665					53	2 357
8 075	106	210			1 280	31 981
<u>16 536</u>	<u>111</u>	<u>26 377</u>			<u>2 038</u>	<u>87 716</u>
<u>1 508 916</u>	<u>366 384</u>	<u>35 859 289</u>	<u>1 798 018</u>	<u>6 686 544</u>	<u>202 910</u>	<u>49 151 609</u>

SOMMAIRE DES DÉPENSES DE TRANSFERT**Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES *	Rémunération	Fonctionnement
Entreprises		
Établissements de santé et de services sociaux	8 481 481	2 779 030
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	7 791 260	970 673
Municipalités et organismes municipaux		
Organismes à but non lucratif	85 975	48 445
Personnes:		
Sécurité du revenu		
Assurance maladie	3 074 783	
Autres	47 037	
Organismes et entreprises du gouvernement	364 289	202 544
	19 844 825	4 000 692
RÉPARTITION:		
1 Assemblée nationale		
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3 Affaires municipales et Métropole	22 965	20 162
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	35 826	11 000
5 Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	17 134	
6 Conseil exécutif		
7 Culture et Communications	64 264	65 063
8 Éducation	7 787 241	972 750
9 Emploi et Solidarité sociale	6 999	2 349
10 Environnement		2 270
11 Famille, Enfance et Condition féminine		21 896
12 Faune et Parcs		
13 Finances	27 253	10 351
14 Industrie et Commerce		900
15 Justice	112 610	15 620
16 Recherche, Science et Technologie	7 900	9 585
17 Régions		
18 Relations avec les citoyens et Immigration		
19 Relations internationales		
20 Ressources naturelles	1 865	911
21 Revenu		
22 Santé et Services sociaux	11 720 644	2 864 491
23 Sécurité publique		
24 Tourisme, Loisir et Sport	3 422	3 344
25 Transports	36 702	
26 Travail		
	19 844 825	4 000 692

Total des transferts pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital et pour autres dépenses en capital.

* Correspondant aux destinataires finaux. Si l'aide est versée par un intermédiaire et qu'alors l'identification des destinataires finaux ne peut être faite au prix d'un effort raisonnable, les bénéficiaires du paiement initial sont pris en compte.

Capital		Intérêt	Support	2002	2001
Principal	Autres				
10 012	86 379	6 462	935 041	1 037 894	1 178 139
220 877	17 036	279 208	222 343	11 999 975	11 304 089
347 094	15 241	589 150	500 103	10 213 521	9 773 356
294 938	49 148	459 470	865 299	1 668 855	1 214 416
28 066	32 129	54 683	1 686 683	1 935 981	1 854 072
			2 692 135	2 692 135	2 690 432
			1 361 546	4 436 329	4 090 515
	22 386		1 076 963	1 146 386	1 289 977
25 394	18 566	28 815	88 605	728 213	840 455
926 381	240 885	1 417 788	9 428 718	35 859 289	34 235 451
			128	128	154
			2 817	2 817	2 616
224 018	25 497	444 991	777 497	1 515 130	1 326 141
	44 567		389 434	480 827	550 900
			228	17 362	16 160
			23 344	23 344	16 861
36 411	7 730	43 263	175 515	392 246	444 789
335 426	15 931	578 415	690 745	10 380 508	9 937 803
	262		2 695 731	2 705 341	2 701 039
	5 060	337	46 914	54 581	60 851
	20 602		1 563 227	1 605 725	1 483 339
	83	201	32 334	32 618	61 348
			164 844	202 448	279 631
	1 433		117 915	120 248	198 854
	522		44 565	173 317	154 997
	2 914		190 255	210 654	228 635
4 600	7 690		88 763	101 053	88 115
			31 032	31 032	21 234
			21 279	21 279	25 774
	34 815		43 293	80 884	97 426
			124	124	102
222 062	32 211	279 206	1 964 277	17 082 891	15 996 341
	96		39 575	39 671	28 459
6 720	943	3 475	65 245	83 149	73 045
97 144	40 529	67 900	233 260	475 535	418 101
			26 377	26 377	22 736
926 381	240 885	1 417 788	9 428 718	35 859 289	34 235 451
1 167 266					

SOMMAIRE DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL**Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	2002	(1)	2001
Affaires municipales et Métropole					1 960	1 960		1 960
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	28	8 982	1 552	79	4 500	15 141		35 998
Emploi et Solidarité sociale	169 070	40 661	41 019	3 070	799 429	1 053 249		1 039 434
Finances		950				950		600
Justice					350	350		
Régions	337	27			15 847	16 211		16 211
Relations avec les citoyens et Immigration	548	652				1 200		1 000
Relations internationales	175	8 680	1 137	452		10 444		8 899
Ressources naturelles	41 992	25 096		55	28 916	96 059		49 178
Revenu	26 356	44 746	27 101	4 000		102 203		101 573
Sécurité publique	91 662	25 987	3 285	47		120 981		107 968
Tourisme, Loisir et Sport	18 303	29 170	834		22 829	71 136		74 459
Transports	58 616	63 706	89 588	96 224		308 134		365 896
	407 087	248 657	164 516	103 927	873 831	1 798 018		1 803 176

(1) Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2002.

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Total des dépenses	Immobili- sations	Rémunération totale
Assemblée nationale	63 221			63 221	435	63 656
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	31 167			31 167		31 167
Affaires municipales et Métropole	42 183	22 965		65 148	161	65 309
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	117 587	35 826		153 413	493	153 906
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	414 920	17 134	28	432 082		432 082
Conseil exécutif	31 830			31 830		31 830
Culture et Communications	61 297	64 264		125 561		125 561
Éducation	80 927	7 787 241		7 868 168	1 401	7 869 569
Emploi et Solidarité sociale	180 507	6 999	169 070	356 576		356 576
Environnement	97 526			97 526	875	98 401
Famille, Enfance et Condition féminine	28 803			28 803	459	29 262
Faune et Parcs	55 404			55 404	75	55 479
Finances	55 685	27 253		82 938	76	83 014
Industrie et Commerce	44 368			44 368	731	45 099
Justice	204 912	112 610		317 522	2 064	319 586
Recherche, Science et Technologie	11 852	7 900		19 752	147	19 899
Régions	12 616		337	12 953		12 953
Relations avec les citoyens et Immigration	114 233		548	114 781	512	115 293
Relations internationales	52 229		175	52 404		52 404
Ressources naturelles	85 660	1 865	41 992	129 517	2 284	131 801
Revenu	247 490		26 356	273 846		273 846
Santé et Services sociaux	54 562	11 720 644		11 775 206		11 775 206
Sécurité publique	409 354		91 662	501 016	1 566	502 582
Tourisme, Loisir et Sport	3 241	3 422	18 303	24 966		24 966
Transports	185 320	36 702	58 616	280 638	1 972	282 610
Travail	42 654			42 654	683	43 337
	2 729 548	19 844 825	407 087	22 981 460	13 934	22 995 394

SECTION 2

DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Assemblée nationale	2-3
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	2-11
Affaires municipales et Métropole	2-19
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2-32
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	2-43
Conseil exécutif	2-55
Culture et Communications	2-65
Éducation	2-75
Emploi et Solidarité sociale	2-87
Environnement	2-96
Famille, Enfance et Condition féminine	2-107
Faune et Parcs	2-117
Finances	2-124
Industrie et Commerce	2-141
Justice	2-151
Recherche, Science et Technologie	2-161
Régions	2-169
Relations avec les citoyens et Immigration	2-177
Relations internationales	2-187
Ressources naturelles	2-195
Revenu	2-208
Santé et Services sociaux	2-217
Sécurité publique	2-226
Tourisme, Loisir et Sport	2-237
Transports	2-244
Travail	2-255

ASSEMBLÉE NATIONALE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	1 771	1 706
Boutique de l'Assemblée nationale	<u>379</u>	<u>303</u>
	2 150	2 009
Moins: Montants inscrits au compte des revenus autonomes de l'Assemblée nationale	<u>2 150</u>	<u>2 009</u>
		
Recouvrements		
Divers		6
	<u> </u>	<u>6</u>
Total des revenus autonomes	<u> </u>	<u>6</u>
Total des revenus	<u><u> </u></u>	<u><u>6</u></u>

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-18		SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES PARLEMENTAIRES ET INSTITUTIONNELLES			
1. Affaires parlementaires Permanents (1)	4 679			4 551	4 248
2. Affaires institutionnelles Permanents (1)	10 104	8	88	10 003	6 638
TOTAL	14 783	8	88	14 554	10 886
(1) Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).					
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-18		SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES ADMINISTRATIVES			
1. Soutien administratif et technique Permanents (1)	24 242		9 606	13 765	8 414
2. Soutien à la gestion des ressources Permanents (1) Ne nécessitant pas de crédits	12 669		160	12 499 4 453	10 504
TOTAL	36 911		9 766	30 717	18 918
(1) Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).					
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-18		SERVICES STATUTAIRES DE SOUTIEN AUX PARLEMENTAIRES			
1. Indemnités et allocations Permanents (1) Permanents (2)	8 010 12 155	104		7 720 12 155	793 12 155
2. Personnel des députés Permanents (1)	18 358	7		18 249	16 086
3. Services de recherche des partis Permanents (1)	1 457			1 454	1 171
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale Permanents (2)	3 212			3 212	3 212
TOTAL	43 192	111		42 790	33 417
(1) Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).					
(2) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Permanents Ne nécessitant pas de crédits	94 886	119	9 854	83 608 4 453	63 221
TOTAL	94 886	119	9 854	88 061	63 221 (1)

(1) Incluant 4 027 à l'égard de 43 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale, à informer les parlementaires et les citoyens des activités de l'Assemblée nationale, à assurer la gestion de la bibliothèque, des activités protocolaires et pédagogiques de même que des activités interparlementaires.

303				
3 261		104		
3 564		104		

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines et matérielles d'une part, et des services reliés à la diffusion des débats, aux technologies de l'information, à la sécurité des personnes et des biens, ainsi que la gestion du parc immobilier et des restaurants d'autre part.

5 351				
1 995				
4 453				
11 799				

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.

6 927				
2 139		24		
283				
9 349		24		
20 259		128		
4 453				
24 712		128		

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES PARLEMENTAIRES ET INSTITUTIONNELLES					
2. Affaires institutionnelles Permanents					104	104
TOTAL					104	104
PROGRAMME 3	SERVICES STATUTAIRES DE SOUTIEN AUX PARLEMENTAIRES					
2. Personnel des députés Permanents					24	24
TOTAL					24	24
TOTAL DU PORTEFEUILLE					128	128

ASSEMBLÉE NATIONALE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Secrétariat général et Secrétariat général adjoint aux affaires parlementaires et institutionnelles			
Musée du Québec			
Fondation Jean-Charles-Bonenfant	104		
Total du programme 1	104		
Programme 3 - Services statutaires de soutien aux parlementaires			
Autres	50		
Total des crédits et dépenses	154		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
			104		104	50 104
			104		104	154
2		22			24	
2		22	104		128	154

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	298	357
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	32	
Divers	<u>50</u>	<u>55</u>
	380	412
Moins: Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	<u>32</u>	
	 348	 412
Intérêts		
Divers	 8	 13
Amendes et confiscations		
Divers	 3	 15
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 013	11
Divers		<u>1</u>
	 1 013	 12
	<u>1 372</u>	<u>452</u>
Total des revenus autonomes	<u>1 372</u>	<u>452</u>
Total des revenus	<u><u>1 372</u></u>	<u><u>452</u></u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES	CRÉDITS	Prêts, Placements, Avances et			
Éléments	AUTORISÉS	Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1		LE PROTECTEUR DU CITOYEN			
Sommaire: page 1-20					
1. Le Protecteur du citoyen	6 959		82	6 876	5 246
Permanents (1)	153			153	153
Ne nécessitant pas de crédits				104	
TOTAL	7 112		82	7 133	5 399
(1) Loi sur le Protecteur du citoyen, (L.R.Q., c. P-32).					
PROGRAMME 2		LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL			
Sommaire: page 1-20					
1. Le Vérificateur général	15 418		144	15 273	12 312
Ne nécessitant pas de crédits				331	
TOTAL	15 418		144	15 604	12 312
PROGRAMME 3		ADMINISTRATION DU SYSTÈME ÉLECTORAL			
Sommaire: page 1-20					
1. Gestion interne et soutien					
Permanents (1)	12 384		135	12 249	9 026
Ne nécessitant pas de crédits				1 559	
2. Commission de la représentation					
Permanents (1)	484			484	
3. Activités électorales					
Permanents (1)	14 201		1 793	12 408	4 430
Ne nécessitant pas de crédits				487	
TOTAL	27 069		1 928	27 187	13 456
(1) Loi électorale, (L.R.Q., c. E-3.3).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	22 377		226	22 149	17 558
Permanents	27 222		1 928	25 294	13 609
Ne nécessitant pas de crédits				2 481	
TOTAL	49 599		2 154	49 924	31 167 (1)

(1) Incluant 4 413 à l'égard de 47 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à permettre au Protecteur du citoyen de se saisir des griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique.

1 630				
104				
1 734				

Ce programme vise à permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources du Fonds consolidé du revenu, des ministères, de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.

2 961				
331				
3 292				

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.

3 223				
1 559				
484				
5 161		2 817		
487				
10 914		2 817		
4 591		2 817		
8 868				
2 481				
15 940		2 817		

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
 PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
 Année financière terminée le 31 mars 2002
 (en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 3	ADMINISTRATION DU SYSTÈME ÉLECTORAL					
3. Activités électorales Permanents					2 817	2 817
TOTAL					2 817	2 817
TOTAL DU PORTEFEUILLE					2 817	2 817

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	2 817		
Total des crédits et dépenses	2 817		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
		2 817			2 817	2 616
		2 817			2 817	2 616

AFFAIRES MUNICIPALES ET MÉTROPOLE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	2002	2001
Droits et permis		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	3 863	3 445
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	56	56
Intérêts		
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	1 113	1 287
Débiteurs	155	9
Divers	12	15
	1 280	1 311
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	26	488
Surplus - fonds spéciaux et organismes	206	
Divers	(17)	48
	215	536
	1 551	1 903
Total des revenus autonomes	5 414	5 348
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Travaux d'infrastructures	250 (1)	14 946
Programme d'infrastructures	16 792 (2)	58
Financement de la réfection des infrastructures d'aqueduc, d'égout et d'assainissement des eaux usées de Schefferville		33
	17 042	15 037
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour les travaux d'infrastructures	250 (1)	14 946
Compte relatif au programme d'infrastructures	16 792 (2)	58
Compte pour le financement de la réfection des infrastructures d'aqueduc, d'égout et d'assainissement des eaux usées de Schefferville		33
Total des transferts du gouvernement du Canada		
Total des revenus	5 414	5 348

(1) La variation s'explique par le nombre moins élevé de projets réalisés en 2001-2002 dans le cadre du Programme d'infrastructures Canada-Québec 1997.

(2) La variation s'explique principalement par le début du Programme d'infrastructures Canada-Québec 2000.

AFFAIRES MUNICIPALES ET MÉTROPOLE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-12

PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE LA MÉTROPOLE

1. Société du Palais des congrès de Montréal	16 249			16 249	
2. Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	25 476	4 239		21 237	
Permanents (1)	1 429			1 429	
3. Aide au développement de la Métropole	60 538			60 537	
4. Régie des installations olympiques (*)	6 500			6 500	
TOTAL	110 192	4 239		105 952	

(1) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

(*) En vertu du Ct 197887 du 20 mars 2002, la structure budgétaire du portefeuille est modifiée par le transfert de la «Régie des installations olympiques» du portefeuille «Environnement».

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-12

RÉSEAUX D'AQUEDUC ET D'ÉGOUT, ASSAINISSEMENT DES EAUX ET INFRASTRUCTURES

1. Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	9 794			9 794	
2. Assainissement des eaux du Québec	496 929			496 929	
3. Infrastructures	88 857		2	88 819	562
TOTAL	595 580		2	595 542	562

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme consiste à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la Métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier à la réalisation d'initiatives ayant comme objectifs le développement et la promotion de la Métropole tout en agissant comme catalyseur et rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il facilite la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire et assume la responsabilité de la politique gouvernementale de soutien au développement local et régional pour les régions administratives de Montréal et de Laval.

		16 249		
	1 429	19 277	1 960	
		60 537		
		6 500		
	1 429	102 563	1 960	

Ce programme assure une participation financière du gouvernement pour faciliter la construction de réseaux d'aqueduc et d'égout ainsi que l'assainissement des eaux usées municipales au sein de toutes les régions du Québec. De plus, il permet d'apporter un soutien financier à la réfection d'infrastructures au sein des municipalités, des communautés urbaines de même qu'en milieu nordique.

		9 794		
		496 929		
114		88 143		
114		594 866		

AFFAIRES MUNICIPALES ET MÉTROPOLE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3		COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES			
Sommaire: page 1-20		ET AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS			
1. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	17 812			17 812	
2. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	254 263			254 263	
3. Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	3 291			3 291	
4. Aménagement du territoire municipal	8 556			8 556	
5. Aide financière aux municipalités, aux villages nordiques et à l'administration régionale Kativik Permanents (1)	29 262 333			29 262 22	
6. Mesures financières du pacte fiscal	254 811			254 809	
TOTAL	568 328			568 015	
(1) Loi concernant la ville de Schefferville, (L.Q., 1986, c. 51).					

PROGRAMME 4

Sommaire: page 1-20

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1. Direction Permanents (1)	6 985 10	1		6 827 9	2 470
2. Gestion Ne nécessitant pas de crédits	42 586	1	3 907	36 203 1 488	26 496
TOTAL	49 581	2	3 907	44 527	28 966
(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à fournir aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que des gouvernements étrangers. Il a aussi pour but d'inciter au regroupement de municipalités, et ce, à travers toutes les régions du Québec. De plus, il permet d'accorder une aide financière et technique au milieu municipal, aux villages nordiques et à l'Administration régionale Kativik. Il couvre le soutien aux municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire. Il reflète également les mesures financières du pacte fiscal incluses dans l'entente conclue avec le monde municipal au cours de l'an 2000.				
		17 812		
		254 263		
		3 291		
		8 556		
		29 262 22		
		254 809		
		568 015		

Ce programme regroupe la direction du Ministère. Il englobe également la planification, la direction et la coordination des ressources nécessaires à la gestion des différents programmes du Ministère et à l'élaboration des politiques. En outre, il permet d'assurer une représentation au sein des diverses régions du Québec dans la mise en oeuvre des orientations et des politiques ministérielles et gouvernementales.

3 349 9		1 008		
9 272 1 488		435		
14 118		1 443		

AFFAIRES MUNICIPALES ET MÉTROPOLE

(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5					
Sommaire: page 1-20					
COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC					
1. Commission municipale du Québec Ne nécessitant pas de crédits	3 081		34	3 002 50	2 173
TOTAL	3 081		34	3 052	2 173
PROGRAMME 6					
Sommaire: page 1-12					
HABITATION					
1. Société d'habitation du Québec	248 658			248 440	
2. Immobilière SHQ	750			750	
TOTAL	249 408			249 190	
PROGRAMME 7					
Sommaire: page 1-20					
RÉGIE DU LOGEMENT					
1. Régie du logement Ne nécessitant pas de crédits	13 605		140	13 462 231	10 482
TOTAL	13 605		140	13 693	10 482
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 588 003	4 241	4 083	1 576 742	42 183
Permanents	1 772			1 460	
Ne nécessitant pas de crédits				1 769	
	1 589 775	4 241	4 083	1 579 971	42 183 (1)

(1) Incluant 8 381 à l'égard de 85 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme permet d'agir auprès des municipalités en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, de tutelle et d'adjudication.

829 50				
879				

Ce programme vise à faciliter, aux citoyens du Québec, l'accès à des conditions adéquates de logement tenant compte de leur capacité financière, de la diversité de leurs besoins et de la conjoncture économique et sociodémographique, à promouvoir l'amélioration des conditions générales de l'habitat au Québec et à favoriser le développement et la reconnaissance du savoir-faire québécois en habitation.

	947	247 493		
		750		
	947	248 243		

Ce programme permet de renseigner les locataires et les propriétaires sur leurs droits et obligations résultant du bail d'un logement, de créer un climat propice à la conciliation et de trancher par décision les différends qui persistent.

2 980 231				
3 211				

16 544 9 1 769	947 1 429	1 515 108 22	1 960	
18 322	2 376	1 515 130	1 960	

AFFAIRES MUNICIPALES ET MÉTROPOLE

**DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE LA MÉTROPOLE					
1. Société du Palais des congrès de Montréal	5 300	5 700	1 049	4 200		16 249
2. Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval					19 277	19 277
3. Aide au développement de la Métropole			11 364	10 853	38 320	60 537
4. Régie des installations olympiques		6 500				6 500
TOTAL	5 300	12 200	12 413	15 053	57 597	102 563
PROGRAMME 2	RÉSEAUX D'AQUEDUC ET D'ÉGOUT, ASSAINISSEMENT DES EAUX ET INFRASTRUCTURES					
1. Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout			5 745	3 424	625	9 794
2. Assainissement des eaux du Québec			136 153	360 776		496 929
3. Infrastructures			60 049	27 976	118	88 143
TOTAL			201 947	392 176	743	594 866
PROGRAMME 3	COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES ET AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS					
1. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement					17 812	17 812
2. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation					254 263	254 263
3. Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales					3 291	3 291
4. Aménagement du territoire municipal					8 556	8 556
5. Aide financière aux municipalités, aux villages nordiques et à l'administration régionale Kativik Permanents			218	69	28 975 22	29 262 22
6. Mesures financières du pacte fiscal					254 809	254 809
TOTAL			218	69	567 728	568 015

AFFAIRES MUNICIPALES ET MÉTROPOLE

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 4						
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
1. Direction					1 008	1 008
2. Gestion					435	435
TOTAL					1 443	1 443
PROGRAMME 6						
HABITATION						
1. Société d'habitation du Québec	17 665	7 212	34 937	37 693	149 986	247 493
2. Immobilière SHQ		750				750
TOTAL	17 665	7 962	34 937	37 693	149 986	248 243
TOTAL DU PORTEFEUILLE	22 965	20 162	249 515	444 991	777 497	1 515 130

AFFAIRES MUNICIPALES ET MÉTROPOLE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE LA MÉTROPOLE					
2. Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval					1 960	1 960
TOTAL					1 960	1 960
TOTAL DU PORTEFEUILLE					1 960	1 960

AFFAIRES MUNICIPALES ET MÉTROPOLE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Promotion et développement de la Métropole			
Activités régionales de l'Île de Montréal et de Laval	19 277		
Conversion de la tour du Stade olympique			
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	20 673		
Fonds de développement de la Métropole	39 865	743	
Régie des installations olympiques	6 500		
Société du Palais des congrès de Montréal	16 249		
Total du programme 1	102 564	743	
Programme 2 - Réseaux d'aqueduc et d'égout, assainissement des eaux et infrastructures			
Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques	10 218		
Assainissement des eaux du Québec	496 929		
Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	2 327	40	
Eaux vives du Québec	7 467		
Infrastructures Canada-Québec	76 805	12 446	
Infrastructures municipales en milieu nordique	1 154		
Total du programme 2	594 900	12 486	
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Compensation financière pour les équipements antipollution	4 582		
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	17 812		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	254 263		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	3 291		
Financement des services municipaux nordiques	6 241		
Mesures financières du pacte fiscal	254 811		
Programme d'aide financière aux municipalités régionales de comté	5 990		
Programme de neutralité	2 730		
Regroupement municipal	8 556		
Subvention à l'administration régionale Kativik	3 005		
Autres	6 820		
Total du programme 3	568 101		
Programme 4 - Administration générale			
Autres	1 464		
Programme 6 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	24 630	518	
Aide au logement social	197 987	110	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	25 094		
Immobilière SHQ	750		
Total du programme 6	248 461	628	
Total des crédits et dépenses	1 515 490	13 857	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
		19 055	222		19 277	16 078
						20 000
20 673					20 673	14 007
1 132	17 119	20 620		250	39 864	44 014
				6 500	6 500	42 676
				16 249	16 249	16 248
21 805	17 119	39 675	222	22 999	102 563	153 023
	10 218				10 218	10 044
	496 929				496 929	301 904
	2 287				2 327	3 477
	7 467				7 467	3 772
743	62 983	599			76 771	76 346
	1 154				1 154	
743	581 038	599			594 866	395 543
	4 582				4 582	4 498
	17 812				17 812	4 703
	254 263				254 263	244 251
	3 291				3 291	21 472
	6 241				6 241	6 158
	254 809				254 809	154 152
	5 990				5 990	5 990
	2 730				2 730	1 445
	8 556				8 556	11 341
	3 005				3 005	2 984
	6 460	276			6 736	1 614
	567 739	276			568 015	458 608
	229	1 214			1 443	1 237
		1 810	22 301		24 629	29 037
		105 590	92 287		197 987	264 248
				24 877	24 877	23 508
				750	750	937
		107 400	114 588	25 627	248 243	317 730
22 548	1 166 125	149 164	114 810	48 626	1 515 130	1 326 141

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories****Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

	2002	2001
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Divers	40	37
Autres		
Études de dossiers	29	1 177
Demande d'autorisation - zone agricole	544	540
Commercialisation des grains	189	182
Mise en marché	111	116
Abattoir et atelier	138	152
Inséminateurs	51	51
Acte déclaratoire - CPTAQ	92	90
Pêche commerciale	109	118
Préparation ou mise en conserve du poisson	51	66
Établissements touristiques	1 256	
Restauration et vente au détail d'aliments	7 000	8 933
Divers	75	78
	9 645	11 503
	9 685	11 540
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	43	60
Produits de la ferme	99	140
Cotisations - surveillance de l'utilisation du lait	477	469
Aide technique et soutien	90	62
Autres aides à l'agriculteur	839	883
Gains sur disposition d'immobilisations	8	263
Gains sur disposition de bâtiments d'exploitation	193	
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 000	5 000
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 377	3 154
Financement des programmes d'amélioration de la santé animale du Québec et Prime-Vert	23 800	(1)
Divers	202	206
	34 128	10 237
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 000	5 000
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	3 377	3 154
Compte pour le financement des programmes d'amélioration de la santé animale du Québec et Prime-Vert	23 800	(1)
	1 951	2 083
Intérêts		
Prêts aux pêcheurs	98	120
Divers	38	1
	136	121
Amendes et confiscations		
Divers	1	

- (1) L'augmentation fait suite à une nouvelle entente avec La Financière agricole du Québec relativement au financement des programmes Prime-Vert et Amélioration de la santé animale du Québec (ASAQ).

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	2002	2001
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	111	79
Subventions d'années antérieures	8 246	2 277
Surplus - fonds spéciaux et organismes		(605)
Divers	27	20
	8 384	1 771
	10 472	3 975
Total des revenus autonomes	20 157	15 515
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Assurance-récolte	858	
Troisième Sommet des Amériques	52	10
Développement agro-alimentaire		441
Assurance-récolte - plan sauvagine	(186)	
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	166 156	(2)
Programme stratégique Canada-Québec d'amélioration routière		6
	166 880	457
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte relatif au Troisième Sommet des Amériques	52	10
Compte relatif au financement des programmes de gestion des risques agricoles	166 156	(2)
Compte pour le développement agro-alimentaire		441
Compte pour le Programme stratégique Canada-Québec d'amélioration routière		6
	672	
Total des transferts du gouvernement du Canada	672	
Total des revenus	20 829	15 515

(2) L'augmentation s'explique par le fait que cette contribution était auparavant versée directement à la Régie des assurances agricoles du Québec.

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1					
Sommaire: page 1-12					
FORMATION, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE					
1. Recherche et développement technologique	16 634		233	16 383	8 240
2. Formation bioalimentaire	21 215	1	1 223	19 087	15 048
TOTAL	37 849	1	1 456	35 470	23 288
PROGRAMME 2					
Sommaire: page 1-12					
FINANCIÈRE AGRICOLE DU QUÉBEC					
1. Financière agricole du Québec	305 000			305 000	
TOTAL	305 000			305 000	
PROGRAMME 3					
Sommaire: page 1-12					
AIDE AUX ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES					
1. Appui financier	146 463			146 463	
2. Appui professionnel et technique	41 285	2	556	40 167	32 946
TOTAL	187 748	2	556	186 630	32 946
PROGRAMME 4					
Sommaire: page 1-12					
APPUI RÉGLEMENTAIRE					
1. Contrôle de la qualité des produits	35 523		2 147	32 799	19 449
2. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	3 215		45	3 151	2 460
3. Commission de protection du territoire agricole du Québec Ne nécessitant pas de crédits	9 031		367	8 123 455	6 552
TOTAL	47 769		2 559	44 528	28 461

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à développer le potentiel et améliorer les performances technologiques reliées à la production, à la transformation et à la conservation des produits agroalimentaires tout en respectant l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes en agriculture.				
852		7 291		
2 739		1 300		
3 591		8 591		

Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat, à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités.

		305 000		
		305 000		

Ce programme vise à améliorer la compétitivité des entreprises ainsi qu'à promouvoir le développement des marchés internes et externes.

		146 463		
7 221				
7 221		146 463		

Ce programme vise à assurer des produits de qualité aux consommateurs, à favoriser la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et à préserver la vocation des sols arables.

5 536		7 814		
691				
1 571 455				
8 253		7 814		

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 5					
Sommaire: page 1-12					
GESTION INTERNE ET SOUTIEN					
1. Direction	6 879		44	6 379	4 937
Permanents (1)	402			402	
2. Soutien administratif	45 735		4 536	41 136	21 457
Permanents (2)	1 153			1 153	
Permanents (3)				(56)	
Permanents (4)				(266)	
Ne nécessitant pas de crédits				7 634	
TOTAL	54 169		4 580	56 382	26 394
(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
(2) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
(3) Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, (L.R.Q., c. M-14).					
(4) Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes, (L.R.Q., c. C-76).					
PROGRAMME 6					
Sommaire: page 1-12					
DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES ET DE L'AQUICULTURE					
1. Planification et recherche	11 411		852	10 447	4 551
2. Contribution à la pêche, l'aquiculture et la transformation	14 133	1	105	12 827	1 947
TOTAL	25 544	1	957	23 274	6 498
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	656 524	4	10 108	641 962	117 587
Permanents	1 555			1 233	
Ne nécessitant pas de crédits				8 089	
TOTAL	658 079	4	10 108	651 284	117 587 (1)

(1) Incluant 10 896 à l'égard de 120 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

1 442				
402				
19 214	465			
	1 153			
	(56)			
	(266)			
7 634				
28 692	1 296			

Ce programme vise à orienter le développement des pêches et de l'aquiculture et à fournir aux entreprises une aide financière, des services et des équipements d'appui aptes à améliorer le rendement du secteur.

1 667		4 229		
949	1 201	8 730		
2 616	1 201	12 959		
41 882	1 666	480 827		
402	831			
8 089				
50 373	2 497	480 827		

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	FORMATION, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE					
1. Recherche et développement technologique					7 291	7 291
2. Formation bioalimentaire					1 300	1 300
TOTAL					8 591	8 591
PROGRAMME 2	FINANCIÈRE AGRICOLE DU QUÉBEC					
1. Financière agricole du Québec	35 826	11 000	7 858		250 316	305 000
TOTAL	35 826	11 000	7 858		250 316	305 000
PROGRAMME 3	AIDE AUX ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES					
1. Appui financier			34 573		111 890	146 463
TOTAL			34 573		111 890	146 463
PROGRAMME 4	APPUI RÉGLEMENTAIRE					
1. Contrôle de la qualité des produits					7 814	7 814
TOTAL					7 814	7 814
PROGRAMME 6	DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES ET DE L'AQUICULTURE					
1. Planification et recherche					4 229	4 229
2. Contribution à la pêche, l'aquiculture et la transformation			2 136		6 594	8 730
TOTAL			2 136		10 823	12 959
TOTAL DU PORTEFEUILLE	35 826	11 000	44 567		389 434	480 827

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Formation, recherche et développement technologique			
Formation d'exploitants agricoles	875		
Organismes de recherche	4 506		
Recherche universitaire	2 785		
Autres	435		
Total du programme 1	<u>8 601</u>		
Programme 2 - Financière agricole du Québec			
Financière agricole du Québec	<u>305 000</u>	<u>258 174</u>	
Programme 3 - Aide aux entreprises agroalimentaires			
Appui au développement en région	13 748	12 791	
Associations et organismes agricoles	2 821		
Prime-Vert	36 513	36 290	
Programme d'analyse des troupeaux laitiers	1 500	1 500	
Secteur bioalimentaire: gestion des entreprises et développement de nouveaux produits	2 129	552	
Services vétérinaires	12 324	12 324	
Taxes municipales et scolaires: remboursement partiel	75 000	75 000	
Autres	2 429	2 201	
Total du programme 3	<u>146 464</u>	<u>140 658</u>	
Programme 4 - Appui réglementaire			
Qualité et sécurité alimentaire	<u>7 844</u>		
Programme 6 - Développement des pêches et de l'aquiculture			
Appui financier à la pêche commerciale	3 905	3 878	
Associations du secteur des pêches	788		
Pêches maritimes: consolidation et développement des entreprises	4 037	3 709	
Soutien financier à la recherche et au développement	4 229	330	
Total du programme 6	<u>12 959</u>	<u>7 917</u>	
Total des crédits et dépenses	<u>480 868</u>	<u>406 749</u>	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
875					875	865
		4 506			4 506	2 573
2 217		511		57	2 785	3 210
53		372			425	374
3 145		5 389		57	8 591	7 022
				46 826	305 000	357 244
		957			13 748	9 155
		2 821			2 821	2 579
		222			36 512	72 382
					1 500	1 500
		1 577			2 129	5 019
					12 324	14 184
					75 000	65 875
		228			2 429	3 376
		5 805			146 463	174 070
	5 424	2 390			7 814	4 454
		27			3 905	1 722
		788			788	1 599
		328			4 037	3 102
90		3 809			4 229	1 687
90		4 952			12 959	8 110
3 235	5 424	18 536		46 883	480 827	550 900

CONSEIL DU TRÉSOR, ADMINISTRATION ET FONCTION PUBLIQUE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Régimes d'assurances - organismes autonomes et fonds spéciaux	2 967	3 452
Divers	<u>1</u>	<u>1</u>
	 2 968	 3 453
Intérêts		
Débiteurs	 3 190	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	 451	 338
	<u>6 609</u>	<u>3 791</u>
Total des revenus autonomes	<u>6 609</u>	<u>3 791</u>
Total des revenus	<u><u>6 609</u></u>	<u><u>3 791</u></u>

CONSEIL DU TRÉSOR, ADMINISTRATION ET FONCTION PUBLIQUE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire: page 1-20					
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR					
1. Secrétariat du Conseil du trésor	49 979	4		48 293	33 207
Permanents (1)	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				141	
TOTAL	49 989	4		48 444	33 207
(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

PROGRAMME 2

FONCTIONS GOUVERNEMENTALES

Sommaire: page 1-20

1. Soutien au développement de l'employabilité	2 854			2 854	2 676
2. Coordination et soutien à la gestion des ressources	7 317	1		7 316	3 512
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés à l'infrastructure gouvernementale					
4. Contributions du gouvernement à titre d'employeur	78 766			78 766	78 766
5. Fonds relatif à la tempête de verglas	7 464			7 464	
6. Fonds d'assistance financière aux régions sinistrées	6 011			6 011	
TOTAL	102 412	1		102 411	84 954

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme regroupe les crédits visant à établir des politiques générales de gestion des ressources humaines, à assurer l'encadrement normatif et réglementaire concernant l'acquisition des biens et services, à assurer la mise en oeuvre de l'infrastructure gouvernementale, à déterminer l'allocation des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles conformément aux priorités du gouvernement et à veiller à ce que les ministères et les organismes les utilisent efficacement dans l'exécution de leurs programmes. On y retrouve également les crédits visant à fournir divers services aux ministères et organismes.

13 192		228	1 666	
10				
141				
13 343		228	1 666	

Ce programme regroupe les crédits reliés aux fonctions centrales se rapportant au développement de l'employabilité, de même qu'à la coordination et au soutien à la gestion des ressources, particulièrement les ressources humaines. Ce programme pourvoit également au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées suite au verglas de janvier 1998 et aux pluies diluviennes de juillet 1996. On y retrouve également la provision de crédits permettant d'augmenter tout crédit d'un ministère ou organisme pour appuyer la réalisation de projets visant la mise en oeuvre de l'infrastructure gouvernementale.

49		129		
3 804				
			7 464	
			6 011	
3 853		129	13 475	

CONSEIL DU TRÉSOR, ADMINISTRATION ET FONCTION PUBLIQUE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3		COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE			
Sommaire: page 1-20					

RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES					
PROGRAMME 4					
Sommaire: page 1-20					
1. Régime de retraite des fonctionnaires Permanents (1)	37 169			33 009	33 009
2. Régime de retraite de certains enseignants Permanents (2)	17 393			15 343	
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents (3)	201 432			138 161	138 161
Permanents (4)	60 262			60 262	60 262
4. Assurance collective sur la vie des employés publics Permanents (5)	4 362 12			2 426 12	764 12
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents (6)	6 904			6 904	6 904
6. Régime de retraite des juges Permanents (7)	37 955			37 955	37 955
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents (8)	18 243			17 803	17 803
TOTAL	383 732			311 875	294 870

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12).

(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1).

(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).

(4) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (2001, c.31).

(5) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte, (L.Q., 1970, c. 6).

(6) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2).

(7) Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).

(8) Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par les fonctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et des règlements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation, de produire des études, de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraire un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique.

379				
19				
398				

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.

15 343

1 662

		17 005		
--	--	--------	--	--

CONSEIL DU TRÉSOR, ADMINISTRATION ET FONCTION PUBLIQUE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5		FONDS DE SUPPLÉANCE			
Sommaire: page 1-20					
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté	10 420				
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération	100				
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'année financière 2001-2002					
4. Provision pour réallouer, avec l'approbation du Conseil du trésor, toute partie de crédit applicable à des activités devant être transférées d'un portefeuille à un autre pour donner suite à la réorganisation gouvernementale annoncée le 8 mars 2001	100				
TOTAL	10 620				
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	169 912	5	51	155 398	120 814
Permanents	379 380			309 459	294 106
Ne nécessitant pas de crédits				160	
TOTAL	549 292	5	51	465 017	414 920 (1)

(1) Incluant 6 577 à l'égard de 69 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

CONSEIL DU TRÉSOR, ADMINISTRATION ET FONCTION PUBLIQUE

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR					
1. Secrétariat du Conseil du trésor					228	228
TOTAL					228	228
PROGRAMME 2	FONCTIONS GOUVERNEMENTALES					
1. Soutien au développement de l'employabilité	129					129
TOTAL	129					129
PROGRAMME 4	RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES					
2. Régime de retraite de certains enseignants Permanents	15 343					15 343
4. Assurance collective sur la vie des employés publics	1 662					1 662
TOTAL	17 005					17 005
TOTAL DU PORTEFEUILLE	17 134				228	17 362

	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL					
PROGRAMMES Éléments	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR					
1. Secrétariat du Conseil du trésor	28	7	1 552	79		1 666
TOTAL	28	7	1 552	79		1 666
PROGRAMME 2	FONCTIONS GOUVERNEMENTALES					
5. Fonds relatif à la tempête de verglas		2 964			4 500	7 464
6. Fonds d'assistance financière aux régions sinistrées		6 011				6 011
TOTAL		8 975			4 500	13 475
TOTAL DU PORTEFEUILLE	28	8 982	1 552	79	4 500	15 141

CONSEIL DU TRÉSOR, ADMINISTRATION ET FONCTION PUBLIQUE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Autres	<u>228</u>		
Programme 2 - Fonctions gouvernementales			
Soutien au développement de l'employabilité	<u>129</u>		<u>22</u>
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	3 293		1 212
Régime de retraite de certains enseignants	<u>17 393</u>		
Total du programme 4	<u>20 686</u>		<u>1 212</u>
Total des crédits et dépenses	<u>21 043</u>		<u>1 234</u>

ENTR - Entreprises

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
		228			228	1 043
11				96	129	
450					1 662	1 975
15 343					15 343	13 142
15 793					17 005	15 117
15 804		228		96	17 362	16 160

CONSEIL EXÉCUTIF
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	1	6
Recouvrements		
Divers	16	31
	<u>17</u>	<u>37</u>
Total des revenus autonomes	<u>17</u>	<u>37</u>
Total des revenus	<u><u>17</u></u>	<u><u>37</u></u>

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1		CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR			
Sommaire: page 1-22					
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	1 174		32	1 141	473
TOTAL	1 174		32	1 141	473

PROGRAMME 2					
Sommaire: page 1-22					
SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF					
1. Cabinet du premier ministre Permanents (1)	4 408 560			4 405 560	3 173
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	13 643	1		13 516	10 437
3. Direction générale de l'administration Ne nécessitant pas de crédits	13 861	3	1 077	12 779 669	5 804
4. Indemnités de l'exécutif Permanents (1)	1 422			1 422	1 422
5. Commission de la capitale nationale du Québec (*)					
6. Soutien au développement de la région de la Capitale-Nationale (*)	889		14	875	565
7. Cabinet du ministre délégué responsable de la région de la Capitale-Nationale (*) Permanents (1)	527 29		16	495 29	330
TOTAL	35 339	4	1 107	34 750	21 731

(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

(*) Depuis le 27 juin 2001, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18) et du décret 788-2001, le développement de la Capitale-Nationale est sous la responsabilité du ministre délégué responsable de la région de la Capitale-Nationale.

PROGRAMME 3					
Sommaire: page 1-22					
AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES					
1. Cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes Permanents (1) Ne nécessitant pas de crédits	570 89	1	41	504 89 13	301
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes Ne nécessitant pas de crédits	5 831	4	452	5 280 130	3 603
3. Représentation du Québec au Canada	1 965			1 965	1 129
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	2 032			2 032	
5. Bureau des études	497			497	
TOTAL	10 984	5	493	10 510	5 033

(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

668				
668				

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

788		444		
560				
2 596		483		
6 975				
669				
310				
105		60		
29				
12 032		987		

Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces du Canada.

155		48		
89				
13				
1 677				
130				
836				
88		1 944		
497				
3 485		1 992		

CONSEIL EXÉCUTIF

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 4					
Sommaire: page 1-22					
AFFAIRES AUTOCHTONES					
1. Secrétariat aux affaires autochtones	22 253		18	18 795	2 617
Permanents (1)	3			3	
Ne nécessitant pas de crédits				55	
TOTAL	22 256		18	18 853	2 617
(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
PROGRAMME 5					
Sommaire: page 1-22					
JEUNESSE					
1. Secrétariat à la jeunesse	8 635		19	8 348	1 572
Ne nécessitant pas de crédits				18	
2. Conseil permanent de la jeunesse	713		9	678	404
TOTAL	9 348		28	9 044	1 976
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	76 998	9	1 678	71 310	30 408
Permanents	2 103			2 103	1 422
Ne nécessitant pas de crédits				885	
TOTAL	79 101	9	1 678	74 298	31 830 (1)

(1) Incluant 7 589 à l'égard de 64 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

1 612		14 566		
3				
55				
1 670		14 566		

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et des initiatives en matière de jeunesse et à exercer le suivi des engagements pris lors du Sommet du Québec et de la jeunesse ainsi que ceux pris en matière d'économie sociale lors du Sommet sur l'économie et l'emploi.

977		5 799		
18				
274				
1 269		5 799		

17 558		23 344		
681				
885				
19 124		23 344		

CONSEIL EXÉCUTIF
**DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
 PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
 Année financière terminée le 31 mars 2002
 (en milliers de dollars)**

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 2 SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF						
1. Cabinet du premier ministre					444	444
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif					483	483
7. Cabinet du ministre délégué responsable de la région de la Capitale-Nationale					60	60
TOTAL					987	987
PROGRAMME 3 AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES						
1. Cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes					48	48
4. Coopération intergouvernementale et francophonie					1 944	1 944
TOTAL					1 992	1 992
PROGRAMME 4 AFFAIRES AUTOCHTONES						
1. Secrétariat aux affaires autochtones					14 566	14 566
TOTAL					14 566	14 566
PROGRAMME 5 JEUNESSE						
1. Secrétariat à la jeunesse					5 799	5 799
TOTAL					5 799	5 799
TOTAL DU PORTEFEUILLE					23 344	23 344

CONSEIL EXÉCUTIF
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Mission gouvernementale auprès de l'ÉNAP	175		
Autres	829		
Total du programme 2	1 004		
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Activités de coopération intergouvernementale	418		
Organismes francophones hors-Québec	1 526		
Autres	73		
Total du programme 3	2 017		
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation crie	935		
Fonds de développement pour les autochtones	15 855	352	
Organismes autochtones	1 210	3	100
Total du programme 4	18 000	355	100
Programme 5 - Jeunesse			
Forums jeunes régionaux	875		
Soutien au fonctionnement de l'organisme «Chantier de l'économie sociale»	269		
Autres	4 776		200
Total du programme 5	5 920		200
Total des crédits et dépenses	26 941	355	300

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
175					175	200
46	5	749	12		812	1 082
221	5	749	12		987	1 282
97		179	11	131	418	326
38		1 488			1 526	1 088
4		43	1		48	72
139		1 710	12	131	1 992	1 486
		935			935	
		12 190			12 542	10 814
89	5	872	10	10	1 089	1 145
89	5	13 997	10	10	14 566	11 959
		875			875	875
		269			269	365
5		4 450			4 655	894
5		5 594			5 799	2 134
454	10	22 050	34	141	23 344	16 861

CULTURE ET COMMUNICATIONS
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	2002	2001
Droits et permis		
Autres		
Droits d'auteurs	(1)	125
Examen de films et de demandes de permis	(1)	1 643
Distribution et projection - films et matériel vidéo	(1)	5 033
		6 801
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	28	51
Cours	346	475
Entreposage de documents	325	334
Aide technique et soutien	148	167
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	116	166
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	89	80
Application du programme de subventions de la Bill & Melinda Gates Foundation	(2)	8 076
Financement des unités autonomes de service	515	412
Divers	89	66
	1 656	9 827
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	116	166
Compte pour l'application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	89	80
Compte pour l'application du programme de subventions de la Bill & Melinda Gates Foundation	(2)	8 076
Compte pour le financement des unités autonomes de service	515	412
	936	1 093
Intérêts		
Divers	1	
Amendes et confiscations		
Divers	1	2
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	787	44
Subventions d'années antérieures	127	120
	914	164
	1 852	1 259
Total des revenus autonomes	1 852	8 060
Total des revenus	1 852	8 060

(1) Les diminutions s'expliquent par le fait que la Régie du cinéma est devenue un organisme non budgétaire à compter du 1er février 2001.

(2) Le revenu résulte d'une entente, pour 2000-2001, afin de favoriser l'accès du public à l'informatique et à Internet.

CULTURE ET COMMUNICATIONS**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-10		GESTION INTERNE, INSTITUTIONS NATIONALES ET COMMISSION DES BIENS CULTURELS			
1. Gestion interne et soutien Permanents (1) Ne nécessitant pas de crédits	42 318 10	3	1 148	41 167 10 1 304	27 883
2. Archives nationales du Québec	14 660		1 663	12 997	5 223
3. Centre de conservation du Québec	2 200	1	108	2 090	1 191
4. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	17 681	3	678	16 999	11 087
5. Commission des biens culturels du Québec	436		4	432	257
TOTAL	77 305	7	3 601	74 999	45 641

(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMME 2	SOUTIEN À LA CULTURE, AUX COMMUNICATIONS ET AUX SOCIÉTÉS D'ÉTAT
Sommaire: page 1-10	

1. Action culturelle et communications	129 301	129 301
2. Musées nationaux	62 492	62 492
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	20 573	20 573
Permanents (1)	2 113	2 113
4. Société de développement des entreprises culturelles	43 047	43 046
5. Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	530	530
6. Société de télédiffusion du Québec	59 655	59 655
7. Conseil des arts et des lettres du Québec	57 858	57 858
8. Grande bibliothèque du Québec	6 077	6 077
9. Bibliothèque nationale du Québec	10 689	10 689
TOTAL	392 335	392 334

(1) Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal, (L.R.Q., c. S-11.03).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but de favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique, à assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires. Enfin, par l'action de la Commission des biens culturels, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.				
13 284				
10				
1 304				
7 774				
899				
5 912				
175				
29 358				

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes: assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; appuyer la réalisation de projets visant la mise en oeuvre de la politique de l'autoroute de l'information; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; assurer la reconnaissance des associations d'artistes et celles de producteurs et encadrer les relations de travail dans les domaines concernés; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises.

		129 301		
		62 492		
		20 573		
		2 113		
	796	42 250		
		530		
		59 655		
		57 858		
		6 077		
		10 689		
	796	391 538		

CULTURE ET COMMUNICATIONS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire: page 1-10					
CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE					
1. Coordination de la politique linguistique Ne nécessitant pas de crédits	2 133			1 939 17	890
2. Office de la langue française Ne nécessitant pas de crédits	17 206		374	16 832 387	12 442
3. Conseil de la langue française Ne nécessitant pas de crédits	2 020		23	1 983 25	1 049
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française					
5. Commission de protection de la langue française Ne nécessitant pas de crédits	1 735	3	20	1 680 37	1 275
TOTAL	23 094	3	417	22 900	15 656
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	490 611	10	4 018	486 340	61 297
Permanents	2 123			2 123	
Ne nécessitant pas de crédits				1 770	
TOTAL	492 734	10	4 018	490 233	61 297 (1)

(1) Incluant 6 790 à l'égard de 74 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activités. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.				
595		454		
17				
4 146		244		
387				
924		10		
25				
405				
37				
6 536		708		
34 114	796	390 133		
10		2 113		
1 770				
35 894	796	392 246		

CULTURE ET COMMUNICATIONS

**DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 2	SOUTIEN À LA CULTURE, AUX COMMUNICATIONS ET AUX SOCIÉTÉS D'ÉTAT					
1. Action culturelle et communications		1 000	25 080	22 783	80 438	129 301
2. Musées nationaux	14 961	27 412	7 709	7 797	4 613	62 492
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec Permanents	2 371	4 000	5 459 1 582	8 743 531		20 573 2 113
4. Société de développement des entreprises culturelles	1 228	2 202	753	1 161	36 906	42 250
5. Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	407	123				530
6. Société de télédiffusion du Québec	34 312	21 305	2 770	1 268		59 655
7. Conseil des arts et des lettres du Québec	3 966	1 042			52 850	57 858
8. Grande bibliothèque du Québec	1 582	4 495				6 077
9. Bibliothèque nationale du Québec	5 437	3 484	788	980		10 689
TOTAL	64 264	65 063	44 141	43 263	174 807	391 538
PROGRAMME 3	CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE					
1. Coordination de la politique linguistique					454	454
2. Office de la langue française					244	244
3. Conseil de la langue française					10	10
TOTAL					708	708
TOTAL DU PORTEFEUILLE	64 264	65 063	44 141	43 263	175 515	392 246

CULTURE ET COMMUNICATIONS
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Aide aux institutions muséales	21 078		
Autoroute de l'information	6 413	504	
Bibliothèque nationale du Québec	10 689		
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	530		
Concertation régionale et locale	6 096	49	30
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	5 008		
Coopération et développement international	3 459	214	
Culture scientifique et technique, Loisir culturel et scientifique	3 365	248	
Développement des communications	2 987	71	
Diffusion des arts	4 772	314	
Événements majeurs et intervenants nationaux	3 812		
Formation professionnelle et développement de la main-d'œuvre	6 061		
Grande bibliothèque du Québec	6 077		
Lecture et livre	14 059		
Musée d'Art contemporain de Montréal	8 276		
Musée de la Civilisation	21 353		
Musée des Beaux-Arts de Montréal	17 692		
Musée du Québec	15 171		
Programmes d'aide aux arts et aux lettres administrés par le Conseil des arts et des lettres du Québec	52 850		
Programmes de soutien aux entreprises culturelles oeuvrant dans le domaine du livre, du disque et du spectacle administrés par la Société de développement des entreprises culturelles	19 928	19 928	
Sensibilisation et formation des jeunes	5 196	30	
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	5 344		
Société de la Place des Arts de Montréal	18 071		
Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)	59 655		
Société du Grand Théâtre de Québec	4 615		
Soutien à la mise en valeur du patrimoine	4 406	16	
Soutien aux équipements culturels	43 218	204	110
Soutien, promotion du cinéma et production télévisuelle administrés par la Société de développement des entreprises culturelles	16 978	16 978	
Autres	4 380	383	1
Total du programme 2	391 539	38 939	141
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	701		
Autres	10		
Total du programme 3	711		
Total des crédits et dépenses	392 250	38 939	141

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
24	1 507	19 086		460	21 077	24 559
937	91	4 742		139	6 413	8 706
				10 689	10 689	11 841
				530	530	466
328	2 001	3 688		5 008	6 096	5 413
				1 182	5 008	5 716
11	6	2 002	44		3 459	2 299
121		2 984	12		3 365	3 704
	175	2 741			2 987	3 357
	661	3 797			4 772	4 801
	70	3 742			3 812	2 972
		6 061			6 061	4 914
				6 077	6 077	3 584
	8 140	5 919			14 059	29 439
				8 276	8 276	9 389
				21 353	21 353	23 883
		17 692			17 692	21 026
	4 613			10 558	15 171	17 754
			43 866	8 984	52 850	56 918
					19 928	17 144
1 332	63	3 771			5 196	4 826
				5 344	5 344	5 594
				18 071	18 071	19 938
				59 655	59 655	60 086
				4 615	4 615	4 643
131	2 710	1 301	248		4 406	10 560
862	18 653	23 389			43 218	61 765
					16 978	16 537
320	315	2 596	737	28	4 380	2 233
4 066	39 005	103 511	44 907	160 969	391 538	444 067
187		481	30		698	722
			10		10	
187		481	40		708	722
4 253	39 005	103 992	44 947	160 969	392 246	444 789

ÉDUCATION

Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	2002	2001
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	3 450	3 171
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	209	299
Financement de certains organismes, projets et activités du secteur du loisir et du sport	(204)	
Divers	5	3
	3 460	3 473
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	209	299
Compte pour le financement de certains organismes, projets et activités du secteur du loisir et du sport	(204)	
	3 455	3 174
Intérêts		
Prêts aux étudiants	21 515	19 022
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	570	467
Subventions d'années antérieures	1 210	569
Dépenses sous forme d'indemnités	703	20
Bourses d'études	17 985	21 157
	20 468	22 213
	45 438	44 409
Total des revenus autonomes	45 438	44 409
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	89 575	77 933
Programme d'alphabétisation	2 649	4 824
Accueil et établissement des réfugiés du Kosovo	388	
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	12 444	8 388
Formation dans les pénitenciers fédéraux	4 351	4 054
Financement des bourses d'études du millénaire	75 747	80 260
	185 154	175 459
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le programme d'alphabétisation	2 649	4 824
Compte pour l'accueil et l'établissement des réfugiés du Kosovo	388	
Compte pour l'enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde	12 444	8 388
Compte pour la formation dans les pénitenciers fédéraux	4 351	4 054
Compte pour le financement des bourses d'études du millénaire	75 747	80 260
	89 575	77 933
Total des transferts du gouvernement du Canada	89 575	77 933
Total des revenus	135 013	122 342

ÉDUCATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire: page 1-10					
ADMINISTRATION ET CONSULTATION					
1. Direction	14 516	1	105	14 376	7 130
Permanents (1)	136			136	
Ne nécessitant pas de crédits				148	
2. Services à la gestion	32 523		1 033	31 371	12 392
Ne nécessitant pas de crédits				357	
3. Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire	29 047		447	28 304	23 351
Ne nécessitant pas de crédits				539	
4. Administration de l'enseignement supérieur	7 913		73	7 827	7 150
Ne nécessitant pas de crédits				109	
5. Administration de la formation professionnelle et technique	5 500		81	5 410	4 944
Ne nécessitant pas de crédits				77	
6. Planification, recherche et technologie de l'information	26 307	1	4 993	19 315	11 314
Ne nécessitant pas de crédits				1 909	
7. Conseil supérieur de l'éducation	2 222		48	2 136	1 570
Ne nécessitant pas de crédits				11	
8. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	1 882		31	1 782	1 195
Ne nécessitant pas de crédits				42	
TOTAL	120 046	2	6 811	113 849	69 046
(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

PROGRAMME 2

Sommaire: page 1-10

FORMATION EN TOURISME ET HÔTELLERIE

1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	16 106			15 884	
TOTAL	16 106			15 884	

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui de l'aide financière aux études, et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation.

4 671		2 575		
136				
148				
18 979				
357				
4 614		339		
539				
677				
109				
466				
77				
8 001				
1 909				
566				
11				
587				
42				
41 889		2 914		

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle et technique dans le domaine de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il soutient également la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines.

		15 884		
		15 884		

ÉDUCATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3		AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES			
Sommaire: page 1-10					
1. Bourses consécutives aux prêts	180 688			180 427	
2. Intérêts et remboursements aux banques	252 457	122 285		25 707	
Permanents (1)	63 496			63 496	
3. Autres bourses	7 520			6 586	
4. Administration de l'aide financière aux études	23 616		6 072	15 431	11 881
Ne nécessitant pas de crédits				647	
TOTAL	527 777	122 285	6 072	292 294	11 881
(1) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

PROGRAMME 4 **ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE**

Sommaire: page 1-10

1. Commissions scolaires	5 070 821			5 070 821	
2. Commissions scolaires à statut particulier	148 793			148 793	
3. Service de la dette des commissions scolaires	509 312			509 312	
4. Enseignement privé	307 134			307 134	
5. Soutien à des partenaires en éducation	50 712			50 711	
6. Aide au transport scolaire	395 281			395 281	
TOTAL	6 482 053			6 482 052	

PROGRAMME 5 **ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

Sommaire: page 1-10

1. Cégeps	1 143 775			1 140 401	
2. Universités	1 456 926			1 452 171	
3. Enseignement privé au collégial	77 175			73 588	
4. Service de la dette des cégeps	196 393			178 282	
5. Service de la dette des universités	253 128			226 897	
6. Soutien à des partenaires en éducation	6 775			6 775	
TOTAL	3 134 172			3 078 114	

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études supérieures et à la formation secondaire professionnelle en fournissant un soutien financier aux étudiants qui en ont besoin.

		180 427		
	(22 344)	48 051		
	63 496			
		6 586		
3 550				
647				
4 197	41 152	235 064		

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves de ces niveaux les services d'enseignement et de soutien à l'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux institutions privées et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les ressources financières attribuées pour le transport scolaire.

		5 070 821		
		148 793		
		509 312		
		307 134		
		50 711		
		395 281		
		6 482 052		

Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiants de ce niveau les services d'enseignement et de soutien à l'enseignement en fournissant aux établissements publics et privés les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement. De plus, ce programme vise à fournir les ressources financières nécessaires au soutien de la recherche universitaire.

		1 140 401		
		1 452 171		
		73 588		
		178 282		
		226 897		
		6 775		
		3 078 114		

ÉDUCATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 6					
Sommaire: page 1-10					
RÉGIMES DE RETRAITE					
1. Régime de retraite des enseignants					
Permanents (1)	109 568			109 568	
2. Régime de retraite des employés du					
gouvernement et des organismes publics					
Permanents (2)	429 101			410 519	
Permanents (3)	46 393			46 393	
TOTAL	585 062			566 480	
(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11).					
(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).					
(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (2001, c.31).					

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	10 216 522	122 287	12 883	9 914 722	80 927
Permanents	648 694			630 112	
Ne nécessitant pas de crédits				3 839	
TOTAL	10 865 216	122 287	12 883	10 548 673	80 927 (1)

(1) Incluant 8 558 à l'égard de 97 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement au régime de retraite des enseignants et au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics applicables au personnel des réseaux.				
		109 568		
		410 519		
		46 393		
		566 480		
42 111	(22 344)	9 814 028		
136	63 496	566 480		
3 839				
46 086	41 152	10 380 508		

ÉDUCATION

**DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1 ADMINISTRATION ET CONSULTATION						
1. Direction					2 575	2 575
3. Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire					339	339
TOTAL					2 914	2 914
PROGRAMME 2 FORMATION EN TOURISME ET HÔTELLERIE						
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	11 785	2 077	2 022			15 884
TOTAL	11 785	2 077	2 022			15 884
PROGRAMME 3 AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES						
1. Bourses consécutives aux prêts					180 427	180 427
2. Intérêts et remboursements aux banques					48 051	48 051
3. Autres bourses					6 586	6 586
TOTAL					235 064	235 064
PROGRAMME 4 ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE						
1. Commissions scolaires	4 766 726	304 095				5 070 821
2. Commissions scolaires à statut particulier	85 129	63 664				148 793
3. Service de la dette des commissions scolaires			191 853	317 459		509 312
4. Enseignement privé	276 128	19 954	11 052			307 134
5. Soutien à des partenaires en éducation					50 711	50 711
6. Aide au transport scolaire					395 281	395 281
TOTAL	5 127 983	387 713	202 905	317 459	445 992	6 482 052

**DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

TRANSFERT						
PROGRAMMES Éléments	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 5						
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR						
1. Cégeps	913 845	226 556				1 140 401
2. Universités	1 120 778	331 393				1 452 171
3. Enseignement privé au collégial	46 370	25 011	2 207			73 588
4. Service de la dette des cégeps			70 077	108 205		178 282
5. Service de la dette des universités			74 146	152 751		226 897
6. Soutien à des partenaires en éducation					6 775	6 775
TOTAL	2 080 993	582 960	146 430	260 956	6 775	3 078 114
PROGRAMME 6						
RÉGIMES DE RETRAITE						
1. Régime de retraite des enseignants Permanents	109 568					109 568
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents	456 912					456 912
TOTAL	566 480					566 480
TOTAL DU PORTEFEUILLE	7 787 241	972 750	351 357	578 415	690 745	10 380 508

ÉDUCATION
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Administration et consultation			
Autres	2 931		
Programme 2 - Formation en tourisme et hôtellerie			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	16 106		
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	180 688		
Intérêts et remboursements aux banques	74 141		
Autres bourses	7 520		
Total du programme 3	262 349		
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	6 748		
Éducation populaire	19 834		
Fonctionnement			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	5 219 614		
Enseignement primaire et secondaire privé	307 134		
Investissements des commissions scolaires à statut particulier			
Service de la dette			
Enseignement primaire et secondaire public	509 312		
Transport scolaire	395 281		
Autres	24 130		
Total du programme 4	6 482 053		
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Fonctionnement			
Enseignement collégial privé	77 175		
Enseignement collégial public	1 143 775		
Enseignement et recherche universitaire	1 456 926		
Service de la dette			
Enseignement collégial public	196 393		
Enseignement universitaire	253 128		
Autres	6 775		
Total du programme 5	3 134 172		
Programme 6 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	429 101		
Régime de retraite des enseignants	109 568		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	46 393		
Total du programme 6	585 062		
Total des crédits et dépenses	10 482 673		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
		2 811	79	24	2 914	2 794
				15 884	15 884	17 394
			180 427		180 427	134 766
			48 051		48 051	73 262
			6 586		6 586	6 367
			235 064		235 064	214 395
		6 748			6 748	4 743
		19 834			19 834	17 868
5 219 614					5 219 614	4 906 293
307 134					307 134	293 057
						550
509 312					509 312	497 609
395 281					395 281	388 822
10 138		9 933	40	4 018	24 129	25 609
6 441 479		36 515	40	4 018	6 482 052	6 134 551
73 588					73 588	72 877
1 140 401					1 140 401	1 097 083
1 452 171					1 452 171	1 444 248
178 282					178 282	180 973
226 897					226 897	248 113
3 345		3 006	74	350	6 775	5 533
3 074 684		3 006	74	350	3 078 114	3 048 827
410 519					410 519	382 435
109 568					109 568	100 685
46 393					46 393	36 722
566 480					566 480	519 842
10 082 643		42 332	235 257	20 276	10 380 508	9 937 803

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	2002	2001
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	2 566	2 406
Divers	5	5
	2 571	2 411
Intérêts		
Aide de dernier recours	27 788	29 150
Amendes et confiscations		
Frais - chèques sans provision	424	428
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	309	981
Subventions d'années antérieures	25	1 276
Aide de dernier recours	56 415	48 480
Aide de dernier recours - R.R.Q.	4 365	4 577
Aide de dernier recours - pensions alimentaires	21 775	11 242
Aide de dernier recours - garants défaillants	7 325	3 412
Divers	5	3
	90 219	69 971
	121 002	101 960
Total des revenus autonomes	121 002	101 960
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Entente relative au marché du travail	653 448	651 979
Accueil et établissement des réfugiés du Kosovo	414	1 631
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	6 486	998
	660 348	654 608
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'accueil et l'établissement des réfugiés du Kosovo	414	1 631
Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	6 486	998
Total des transferts du gouvernement du Canada	653 448	651 979
Total des revenus	774 450	753 939

(1) L'augmentation est principalement attribuable à la réévaluation à la baisse de la valeur des créances en 2000-2001.

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1		MESURES D'AIDE À L'EMPLOI			
Sommaire: page 1-14					
1. Emploi-Québec	955 181			955 181	
2. Politiques d'emploi	2 840			2 533	1 683
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi					
TOTAL	958 021			957 714	1 683

PROGRAMME 2

MESURES D'AIDE FINANCIÈRE

Sommaire: page 1-18

1. Gestion du réseau de la sécurité du revenu	188 849	3	13	184 388	122 557
2. Politiques de sécurité du revenu	7 850			7 229	3 251
3. Assistance-emploi Permanents (1)	2 606 184 34 800	26		2 606 084 8 948	
4. Gestion du dénuement	29 304			29 304	
5. Aide aux parents pour leurs revenus de travail	30 888			30 888	
6. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	16 505			16 505	
7. Allocations de maternité	7 395			7 395	
8. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi					
9. Action emploi	3 102			3 102	
TOTAL	2 924 877	29	13	2 893 843	125 808

(1) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à pourvoir au financement d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement de la main-d'oeuvre et la Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre. Il vise également le développement des politiques d'emploi.				
			955 181	
375		473	2	
375		473	955 183	

Ce programme vise à rendre accessibles à tous les citoyens et citoyennes, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau de la sécurité du revenu et celui de la ville de Montréal. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Également, ce programme verse à des personnes à faible revenu, ayant des enfants à charge, un supplément basé sur le revenu de travail, afin de les inciter à demeurer ou à entrer sur le marché du travail. De plus, le programme accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs, les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Enfin, il vise le développement des politiques de sécurité du revenu.

61 011		404	416	
877		2 269	832	
		2 606 084		
	8 948			
		29 304		
		30 888		
		16 505		
		7 395		
		3 102		
61 888	8 948	2 695 951	1 248	

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3		SOUTIEN À LA GESTION			
Sommaire: page 1-18					
1. Direction Permanents (1)	52 572 56	4		51 994 56	15 518
2. Soutien à la gestion Ne nécessitant pas de crédits	157 431	1	47	154 799 547	30 609
3. Centre de recouvrement Permanents (2)	8 782 6			7 883 6	6 889
TOTAL	218 847	5	47	215 285	53 016

(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

(2) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	4 066 883	34	60	4 057 285	180 507
Permanents	34 862			9 010	
Ne nécessitant pas de crédits				547	
TOTAL	4 101 745	34	60	4 066 842	180 507 (1)

(1) Incluant 6 592 à l'égard de 72 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes.

4 847 56		8 917	22 712	
50 122 547			74 068	
956 6			38	
56 534		8 917	96 818	

118 188 62 547	8 948	2 705 341	1 053 249	
118 797	8 948	2 705 341	1 053 249	

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	MESURES D'AIDE À L'EMPLOI					
2. Politiques d'emploi					473	473
TOTAL					473	473
PROGRAMME 2	MESURES D'AIDE FINANCIÈRE					
1. Gestion du réseau de la sécurité du revenu					404	404
2. Politiques de sécurité du revenu					2 269	2 269
3. Assistance-emploi					2 606 084	2 606 084
4. Gestion du dénuement					29 304	29 304
5. Aide aux parents pour leurs revenus de travail					30 888	30 888
6. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	916	227			15 362	16 505
7. Allocations de maternité					7 395	7 395
9. Action emploi					3 102	3 102
TOTAL	916	227			2 694 808	2 695 951
PROGRAMME 3	SOUTIEN À LA GESTION					
1. Direction	6 083	2 122	262		450	8 917
TOTAL	6 083	2 122	262		450	8 917
TOTAL DU PORTEFEUILLE	6 999	2 349	262		2 695 731	2 705 341

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	MESURES D'AIDE À L'EMPLOI					
1. Emploi-Québec	158 011	17 601			779 569	955 181
2. Politiques d'emploi			2			2
TOTAL	<u>158 011</u>	<u>17 601</u>	<u>2</u>		<u>779 569</u>	<u>955 183</u>
PROGRAMME 2	MESURES D'AIDE FINANCIÈRE					
1. Gestion du réseau de la sécurité du revenu			416			416
2. Politiques de sécurité du revenu	651	161	20			832
TOTAL	<u>651</u>	<u>161</u>	<u>436</u>			<u>1 248</u>
PROGRAMME 3	SOUTIEN À LA GESTION					
1. Direction	2 318	501	33		19 860	22 712
2. Soutien à la gestion	8 090	22 398	40 510	3 070		74 068
3. Centre de recouvrement			38			38
TOTAL	<u>10 408</u>	<u>22 899</u>	<u>40 581</u>	<u>3 070</u>	<u>19 860</u>	<u>96 818</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>169 070</u>	<u>40 661</u>	<u>41 019</u>	<u>3 070</u>	<u>799 429</u>	<u>1 053 249</u>

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi			
Fonds ministériel d'aide à l'innovation et à l'expérimentation	632	11	
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Action emploi	3 102		
Aide aux parents pour leurs revenus de travail (APPORT)	30 888		
Allocations de maternité	7 395		
Assistance-emploi	2 606 084		
Fonds ministériel d'aide à l'innovation et à l'expérimentation	1 832		
Gestion du dénuement	29 304		
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	16 505		
Autres	1 015		
Total du programme 2	2 696 125		
Programme 3 - Soutien à la gestion			
Tribunal administratif du Québec	8 548		
Autres	450	5	
Total du programme 3	8 998	5	
Total des crédits et dépenses	2 705 755	16	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
		462			473	83
			3 102		3 102	
			30 888		30 888	30 485
			7 395		7 395	7 276
			2 606 084		2 606 084	2 608 036
		1 769			1 769	792
			29 304		29 304	29 010
			15 362	1 143	16 505	16 693
	500	404			904	513
	500	2 173	2 692 135	1 143	2 695 951	2 692 805
				8 467	8 467	7 656
		445			450	495
		445		8 467	8 917	8 151
	500	3 080	2 692 135	9 610	2 705 341	2 701 039

ENVIRONNEMENT

Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	2002	2001
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	374	359
Régime des eaux	139	21
	513	380
Autres		
Attestations d'assainissement	126	20
Droits relatifs à la protection de l'environnement	811	1 265
Divers	1	
	938	1 285
	1 451	1 665
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses	90	146
Location et concessions	702	728
Recouvrements de tiers	127	43
Gestion des barrages publics	719	697
Financement des unités autonomes de service	1 739	2 385
Divers	46	44
	3 423	4 043
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour le financement des unités autonomes de service	1 739	2 385
	1 684	1 658
Intérêts		
Divers	23	36
Amendes et confiscations		
Infractions à diverses lois	723	291
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	171	688
Subventions d'années antérieures	117	219
	288	907
	2 718	2 892
Total des revenus autonomes	4 169	4 557

ENVIRONNEMENT**Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)****Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Inventaire des eaux de surface	200	200
Réseaux climatologiques au Québec	203	196
Environnement Baie-James et plan régional de traitement des eaux	125	205
Plan d'action Saint-Laurent	1 075	960
Divers		40
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>1 603</u>	<u>1 601</u>
Total des revenus	<u><u>5 772</u></u>	<u><u>6 158</u></u>

ENVIRONNEMENT

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1		PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT			
Sommaire: page 1-14					
1. Politiques environnementales et développement durable	24 969	2	525	24 442	13 037
2. Évaluations environnementales et coordination	18 901	3	283	18 615	8 676
3. Protection et restauration de l'environnement Permanents (1)	74 656 263	17	2 145	68 094 251	47 443 133
4. Direction Permanents (2)	7 340 12		126	7 192 12	4 984
5. Services à la gestion Permanents (3)	46 977 51		3 163	43 811 51	19 624
Ne nécessitant pas de crédits				11 793	
TOTAL	173 169	22	6 242	174 261	93 897
(1) Loi sur le curateur public, (L.R.Q., c. C-81).					
(2) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
(3) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-14

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Ne nécessitant pas de crédits	4 812	1	36	4 768 48	3 188
TOTAL	4 812	1	36	4 816	3 188

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et programmes ayant comme objectif de contrôler et de réduire la pollution.				
2 550		8 855		
1 802		8 137		
11 475		9 176		
118				
1 921		287		
12				
24 187				
	51			
11 793				
53 858	51	26 455		

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population.

1 580				
48				
1 628				

ENVIRONNEMENT

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 (*) Sommaire: page 1-14		DÉVELOPPEMENT DE LA CAPITALE-NATIONALE			
1. Commission de la capitale nationale du Québec	13 099			13 099	
2. Soutien au développement de la région de la Capitale-Nationale	15 699			15 698	441
TOTAL	28 798			28 797	441

(*) Depuis le 27 juin 2001, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18) et du décret 788-2001, l'administration de ce programme est sous la responsabilité du ministre délégué responsable de la région de la Capitale-Nationale.

PROGRAMME 4 (*)
Sommaire: page 1-14

RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES

1. Régie des installations olympiques					
TOTAL					

(*) En vertu du Ct 197887 du 20 mars 2002, la structure budgétaire du portefeuille est modifiée par le transfert de la «Régie des installations olympiques» au portefeuille «Affaires municipales et Métropole».

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	206 453	23	6 278	195 719	97 393
Permanents	326			314	133
Ne nécessitant pas de crédits				11 841	
TOTAL	206 779	23	6 278	207 874	97 526 (1)

(1) Incluant 6 179 à l'égard de 67 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, ainsi qu'en appuyant le développement et la diversification de ses assises économiques.

		13 099		
230		15 027		
230		28 126		

Ce programme vise à assurer le fonctionnement de la Régie des installations olympiques. La Régie est responsable de l'entretien et de l'exploitation des installations olympiques.

43 745		54 581		
130	51			
11 841				
55 716	51	54 581		

ENVIRONNEMENT

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT						
1. Politiques environnementales et développement durable		1 870			6 985	8 855
2. Évaluations environnementales et coordination					8 137	8 137
3. Protection et restauration de l'environnement		400	5 060	337	3 379	9 176
4. Direction					287	287
TOTAL		2 270	5 060	337	18 788	26 455
PROGRAMME 3 DÉVELOPPEMENT DE LA CAPITAL-NATIONALE						
1. Commission de la capitale nationale du Québec					13 099	13 099
2. Soutien au développement de la région de la Capitale-Nationale					15 027	15 027
TOTAL					28 126	28 126
TOTAL DU PORTEFEUILLE		2 270	5 060	337	46 914	54 581

ENVIRONNEMENT
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Protection de l'environnement			
Assainissement de l'air	1 759		
Fonds d'action québécois pour le développement durable			
Programme de réhabilitation des terrains contaminés de Québec et Montréal	7 201		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés des autres villes	95		
Programme de soutien aux entreprises communautaires dans le domaine de la gestion des matières résiduelles	2 520		
Saint-Laurent Vision 2000	716		
Soutien aux instances municipales - plans de gestion des matières résiduelles	4 550		
Soutien aux organismes oeuvrant en environnement	6 572		
Soutien à l'amélioration et à la réfection des infrastructures publiques (Environnement)			
Programme d'hygiène du milieu en territoire nordique	338		
Secrétariat du Comité consultatif de l'environnement Kativik et de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik	377		
Soutien de gestion environnementale en milieu agricole	1 278		
Subventions de recherche et de développement en environnement	1 275		
Autres	1 678		
Total du programme 1	28 359		
Programme 3 - Développement de la Capitale-Nationale			
Commission de la capitale nationale du Québec	13 099		
Fonds de développement touristique de la région de Québec	2 000		
Fonds de diversification de l'économie de la capitale	11 607	5 164	
Soutien pour le rayonnement de la capitale nationale	922		
Autres	500		
Total du programme 3	28 128	5 164	
Total des crédits et dépenses	56 487	5 164	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
	1 759				1 759	1 759
	5 302				5 302	70
	95				95	1 868
		2 520			2 520	6 378
32		606	78		716	683
	2 680			1 870	4 550	
76		6 496			6 572	4 722
	338				338	150
		377			377	338
	200	678		400	1 278	459
422		853			1 275	1 520
100		1 573			1 673	48
630	10 374	13 103	78	2 270	26 455	17 995
				13 099	13 099	19 796
	2 000				2 000	3 849
230	187	5 724		300	11 605	18 711
		872		50	922	
32	26	442			500	500
262	2 213	7 038		13 449	28 126	42 856
892	12 587	20 141	78	15 719	54 581	60 851

FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	2002	2001
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers	22	51
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		43
Moins: Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		43
		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	22	92
Subventions d'années antérieures	4 358	560
	4 380	652
	4 380	652
Total des revenus autonomes	4 402	703
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Accueil et établissement des réfugiés du Kosovo	50	215
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour l'accueil et l'établissement des réfugiés du Kosovo	50	215
Total des transferts du gouvernement du Canada		
Total des revenus	4 402	703

FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1		PLANIFICATION, RECHERCHE ET ADMINISTRATION			
Sommaire: page 1-18					
1. Direction, planification, recherche et services à la gestion	27 836	6	1 946	23 937	11 432
Permanents (1)	10			10	
Permanents (2)	1			1	
Ne nécessitant pas de crédits				1 927	
2. Administration des services de garde et autres services à la famille et à l'enfance	13 795			13 413	11 846
TOTAL	41 642	6	1 946	39 288	23 278

(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

(2) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

PROGRAMME 2 SERVICES À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE

Sommaire: page 1-18

1. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	1 020 439			1 012 902	
Permanents (1)	50			50	
2. Soutien financier aux organismes familiaux et communautaires	3 825			3 684	
TOTAL	1 024 314			1 016 636	

(1) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

PROGRAMME 3 PRESTATIONS FAMILIALES

Sommaire: page 1-18

1. Allocation familiale	540 400			524 949	
Permanents (1)	2 910			2 910	
2. Allocation pour enfant handicapé	38 400			37 702	
Permanents (1)	128			128	
3. Soutien administratif	25 090			21 896	
TOTAL	606 928			587 585	

(1) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à assurer d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux et, d'autre part, l'administration et le développement des services de garde éducatifs et autres services à la famille et à l'enfance. Ce programme inclut également les coûts administratifs du Ministère.

10 508		1 997		
10				
1 927	1			
1 567				
14 012	1	1 997		

Ce programme vise d'une part, à développer et à favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité et d'autre part, à soutenir financièrement les associations et les regroupements de services de garde ainsi que les organismes familiaux et communautaires ayant des intérêts en matière de famille et d'enfance.

		1 012 902		
	50			
		3 684		
	50	1 016 586		

Ce programme vise à permettre le versement des prestations familiales comprenant l'allocation familiale et l'allocation pour enfant handicapé. Il inclut également les coûts de gestion et d'administration de ce programme.

		524 949		
	2 910			
		37 702		
	128			
		21 896		
	3 038	584 547		

FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 4					
Sommaire: page 1-18					
ORGANISMES-CONSEILS					
1. Conseil de la famille et de l'enfance	974		5	947	629
2. Conseil des aînés et Secrétariat aux aînés	2 548	9		2 500	707
TOTAL	3 522	9	5	3 447	1 336
PROGRAMME 5					
Sommaire: page 1-22					
CONDITION FÉMININE					
1. Conseil du statut de la femme Ne nécessitant pas de crédits	4 192		20	4 137 46	3 008
2. Secrétariat à la condition féminine	2 886	1	20	2 788	1 181
TOTAL	7 078	1	40	6 971	4 189
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 680 385	16	1 991	1 648 855	28 803
Permanents	3 099			3 099	
Ne nécessitant pas de crédits				1 973	
TOTAL	1 683 484	16	1 991	1 653 927	28 803 (1)

(1) Incluant 2 786 à l'égard de 27 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à assurer le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance dont le rôle principal consiste à donner des avis à la Ministre sur toute question relative à la famille et à l'enfance, à la demande de la Ministre ou de sa propre initiative. Ce programme permet également d'obtenir un éclairage sur les besoins des personnes âgées du Québec, de définir des orientations à cet égard, d'identifier et de favoriser la mise en oeuvre d'actions significatives et structurantes, de même que de projets mobilisateurs sectoriels ou multisectoriels devant être inclus dans le plan d'action gouvernemental pour cette clientèle.

310		8		
252		1 541		
562		1 549		

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.

1 129 46				
561		1 046		
1 736		1 046		
14 327 10 1 973	3 089	1 605 725		
16 310	3 089	1 605 725		

FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	PLANIFICATION, RECHERCHE ET ADMINISTRATION					
1. Direction, planification, recherche et services à la gestion					1 997	1 997
TOTAL					1 997	1 997
PROGRAMME 2	SERVICES À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE					
1. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde			20 602		992 300	1 012 902
2. Soutien financier aux organismes familiaux et communautaires					3 684	3 684
TOTAL			20 602		995 984	1 016 586
PROGRAMME 3	PRESTATIONS FAMILIALES					
1. Allocation familiale					524 949	524 949
2. Allocation pour enfant handicapé					37 702	37 702
3. Soutien administratif		21 896				21 896
TOTAL		21 896			562 651	584 547
PROGRAMME 4	ORGANISMES-CONSEILS					
1. Conseil de la famille et de l'enfance					8	8
2. Conseil des aînés et Secrétariat aux aînés					1 541	1 541
TOTAL					1 549	1 549
PROGRAMME 5	CONDITION FÉMININE					
2. Secrétariat à la condition féminine					1 046	1 046
TOTAL					1 046	1 046
TOTAL DU PORTEFEUILLE		21 896	20 602		1 563 227	1 605 725

FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Autres	<u>2 050</u>		
Programme 2 - Services à la famille et à l'enfance			
Exonération et aide financière pour enfant en service de garde	12		
Subventions annuelles des garderies	165 423	165 423	
Subventions à des organismes et associations	3 124		
Subventions aux partenaires et projets spéciaux	501		
Subventions de développement et d'investissement	20 584		
Subventions de fonctionnement des centres de la petite enfance	834 420		
Autres	<u>200</u>		
Total du programme 2	<u>1 024 264</u>	<u>165 423</u>	
Programme 3 - Prestations familiales			
Allocation familiale	540 400		
Allocation pour enfant handicapé	38 400		
Soutien administratif - Régie des rentes du Québec	<u>25 090</u>		
Total du programme 3	<u>603 890</u>		
Programme 4 - Organismes-conseils			
Autres	<u>1 549</u>		
Programme 5 - Condition féminine			
Autres	<u>1 046</u>		
Total des crédits et dépenses	<u>1 632 799</u>	<u>165 423</u>	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
		1 862	135		1 997	1 520
			12		12	6 334
		3 026			165 423	126 709
		158			3 026	2 580
		20 584		300	458	181
		826 883			20 584	21 350
		200			826 883	654 218
					200	187
		850 851	12	300	1 016 586	811 559
			524 949		524 949	617 629
			37 702		37 702	37 485
				21 896	21 896	14 066
			562 651	21 896	584 547	669 180
		1 540	9		1 549	40
		1 040	6		1 046	1 040
		855 293	562 813	22 196	1 605 725	1 483 339

FAUNE ET PARCS**Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories****Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Droits et permis		
Autres		
Permis de chasse, pêche et piégeage	26 323	26 005
Permis commerciaux et particuliers	267	270
Droits pour activités commerciales	1 132	1 116
Divers	<u>5</u>	<u>6</u>
	<u>27 727</u>	<u>27 397</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	34	28
Divers	<u>28</u>	<u>24</u>
	62	52
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	<u>34</u>	<u>28</u>
	28	24
Intérêts		
Débiteurs	46	96
Amendes et confiscations		
Infractions aux lois et règlements - Faune et Parcs	506	607
Divers	<u>14</u>	<u>18</u>
	520	625
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	404	1 172
Divers	13	4
	417	1 176
	<u>1 011</u>	<u>1 921</u>
Total des revenus autonomes	<u>28 738</u>	<u>29 318</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Plan d'action Saint-Laurent	<u>425</u>	<u>540</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>425</u>	<u>540</u>
Total des revenus	<u><u>29 163</u></u>	<u><u>29 858</u></u>

FAUNE ET PARCS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire: page 1-14					
SOCIÉTÉ DE LA FAUNE ET DES PARCS DU QUÉBEC					
1. Développement et aménagement de la faune	36 205	8	1 423	34 774	17 568
2. Planification et développement des parcs	32 222		3 081	29 141	2 351
3. Protection de la faune	35 511	49	1 998	33 464	26 892
Permanents (1)	35			35	
4. Direction	18 175	1	53	18 120	8 593
Permanents (2)	75			21	
Ne nécessitant pas de crédits				6 913	
TOTAL	122 223	58	6 555	122 468	55 404
(1) Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, (L.R.Q., c. C-61.1).					
(2) Loi sur l'administration financière, (L.R.O., c. A-6.001).					

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	122 113	58	6 555	115 499	55 404
Permanents	110			56	
Ne nécessitant pas de crédits				6 913	
TOTAL	<u>122 223</u>	<u>58</u>	<u>6 555</u>	<u>122 468</u>	<u>55 404</u> (1)

(1) Incluant 1 006 à l'égard de 10 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable et harmonieux sur les plans culturel, social, économique et régional, la conservation et la mise en valeur de la faune, de son habitat et des parcs.

5 637		11 569		
15 273		11 517		
5 310		1 262		
35				
1 257		8 270		
	21			
6 913				
34 425	21	32 618		

27 477		32 618		
35	21			
6 913				
34 425	21	32 618		

FAUNE ET PARCS

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	SOCIÉTÉ DE LA FAUNE ET DES PARCS DU QUÉBEC					
1. Développement et aménagement de la faune					11 569	11 569
2. Planification et développement des parcs			83	201	11 233	11 517
3. Protection de la faune					1 262	1 262
4. Direction					8 270	8 270
TOTAL			83	201	32 334	32 618
TOTAL DU PORTEFEUILLE			83	201	32 334	32 618

FAUNE ET PARCS
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Société de la faune et des parcs du Québec			
Programme Action-Faune	3 909	936	
Programme Emploi-Jeunes	10 668		
Saint-Laurent Vision 2000	259		
Société des établissements de plein air du Québec	10 467		
Soutien dans les milieux autochtones	6 565		
Autres	750		
Total du programme 1	<u>32 618</u>	<u>936</u>	
Total des crédits et dépenses	<u>32 618</u>	<u>936</u>	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
	62	2 911 10 668 259			3 909 10 668 259	644 7 160 258
	583	5 982 455		10 467	10 467 6 565 750	43 276 5 049 4 961
25				270		
25	645	20 275		10 737	32 618	61 348
25	645	20 275		10 737	32 618	61 348

FINANCES**Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories**
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	2002		2001
Impôt sur le revenu et les biens			
Cotisations au Fonds des services de santé			
Cotisations des employeurs	4 138 656		4 290 283
Cotisations des particuliers	152 136	(1)	197 913
	<u>4 290 792</u>		<u>4 488 196</u>
Droits et permis			
Autres			
Constitution de compagnies d'assurance	455		118
Compagnies d'assurance	246		299
Constitution des institutions de dépôts	44		83
Création et modification de personnes morales	8 357		9 234
Publicité légale des entreprises	34 023		34 995
Rapport annuel des compagnies	50		61
Divers	47		38
	<u>43 222</u>		<u>44 828</u>
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Photocopies de documents	137		192
Cotisations des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne	728		659
Cotisations des compagnies d'assurance	5 452		5 139
Accès à l'information	62		
Cotisations des intermédiaires et courtage immobilier	74		69
Cotisations des caisses d'épargne et de crédit	2 744		2 920
Garantie de prêts - sociétés d'état	195 948		194 994
Financement du plan de relance de l'industrie des courses de chevaux	24 016		19 605
Divers	79		56
	<u>229 240</u>		<u>223 634</u>
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée			
Compte pour le financement du plan de relance de l'industrie des courses de chevaux	24 016		19 605
	<u>205 224</u>		<u>204 029</u>
Intérêts			
Comptes de banque	1 256		1 148
Placements temporaires			56
Prêts	292		5
Compte du gouvernement du Canada	288		77
Fonds des rentes de survivants	12 033	(2)	31 701
Débiteurs	5 176		4
	<u>19 045</u>		<u>32 991</u>
Amendes et confiscations			
Dépôts judiciaires	481		1 059
Divers	44		48
	<u>525</u>		<u>1 107</u>

(1) La diminution résulte du changement du montant de l'exemption des revenus accordée aux particuliers sur leurs revenus issus d'autres sources que l'emploi, passant de 5 000,00 \$ à 11 000,00 \$.

(2) La diminution s'explique principalement par un taux de rendement inférieur à celui de l'année précédente.

FINANCES**Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)****Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

	2002		2001
Revenus divers (suite)			
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	8 870		11 513
Subventions d'années antérieures	400		412
Appropriation des soldes - comptes inactifs	121		(20)
	9 391		11 905
	234 185		250 032
Revenus provenant des entreprises du Gouvernement			
Société des alcools du Québec	487 000	(3)	470 000
Loto-Québec	1 319 000	(3)	1 330 500
Hydro-Québec	554 000	(3)	539 000
Autres		(3)	
	2 360 000		2 339 500
Total des revenus autonomes	6 928 199		7 122 556
Transferts du gouvernement du Canada			
Péréquation	5 336 448	(B)	5 650 415
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	2 957 891	(C)	1 597 300
Autres transferts liés aux accords fiscaux	26 847	(D)	30 119
Autres programmes	(400 052)	(E)	(359 843)
Total des transferts du gouvernement du Canada	7 921 134		6 917 991
Total des revenus	14 849 333		14 040 547
(3) Solde de la quote-part du gouvernement dans les résultats:			
Société des alcools du Québec	1 684		1 349
Loto-Québec	32 951		27 417
Hydro-Québec	487 000	(4)	621 000
Autres	(150 835)	(A)	507 289
	370 800		1 157 055
Dividendes déclarés	2 360 000		2 339 500
	2 730 800		3 496 555

- (4) La diminution s'explique principalement par la réduction des ventes au Québec, causée notamment par des températures plus douces au cours de la période de référence, ainsi que par une baisse des ventes d'électricité hors Québec.

FINANCES**Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)****Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

	2002	2001
A) Autres		
Centre de recherche industrielle du Québec	(2 097)	(631)
Commission de la santé et de la sécurité du travail	(32 729) (5)	443 699
Corporation d'hébergement du Québec	15 048 (6)	53 865
Financement-Québec	7 878	5 679
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier	(33)	527
Régie de l'assurance-dépôt du Québec	25 630	25 073
Société de développement de la Baie James	709	(235)
Société de l'assurance automobile du Québec	(29 213)	(38 063)
Société des établissements de plein air du Québec	2 669	4 776
Société d'habitation du Québec-Immobilière	2 744	2 820
Société générale de financement du Québec	(90 484) (7)	18 335
Société Innovatech du Grand Montréal	(39 624) (8)	3 050
Société Innovatech du Sud du Québec	(2 396)	(4 735)
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	(9 453)	(6 623)
Société Innovatech Régions Ressources	516	(248)
	(150 835)	507 289
B) Pééréquation		
2001-2002	4 899 919	
2000-2001	(81 734)	5 411 932
1999-2000	456 158	296 715
1998-1999	62 105	(130 142)
1997-1998 et années antérieures		71 910
	5 336 448	5 650 415
C) Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux		
Droits totaux		
2001-2002	7 965 426	
2000-2001	117 254	7 246 853
1999-2000	17 631	120 174
1998-1999	(9 618)	131 868
1997-1998		22 982
	8 090 693	7 521 877
Transferts fiscaux		
2001-2002	(3 566 244)	
2000-2001	(99 927)	(3 583 971)
1999-2000	(21 486)	(101 971)
1998-1999	7 622	(95 419)
1997-1998		(16 145)
	(3 680 035)	(3 797 506)

- (5) La diminution est attribuable principalement à une baisse des cotisations des employeurs, à une diminution du rendement des placements, à une hausse des dépenses à l'égard des lésions professionnelles, et à la variation du passif actuariel compensé en partie par l'intégration d'une provision pour la fluctuation du taux de rendement réel.
- (6) La diminution s'explique principalement par un ajustement de 35 200, en 2000-2001 résultant des subventions versées avant le 1er avril 2000, pour l'acquisition d'immobilisations, qui étaient auparavant inscrites comme capital d'apport.
- (7) La variation s'explique principalement par une baisse des bénéfices d'exploitation des filiales et des coentreprises, à la baisse de la valeur marchande des placements de capital de risque et des parts des bénéfices des sociétés satellites ainsi qu'à une diminution du gain net à l'aliénation de coentreprises et de placements à long terme.
- (8) La variation s'explique principalement par une augmentation des dépenses liées aux investissements soit sur les moins-values durables des placements en capital-action.

FINANCES**Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	2002	2001
C) Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (suite)		
Abattement spécial (8,5 points de l'impôt sur le revenu des particuliers et 5 points de l'impôt sur le revenu des sociétés)		
2001-2002	(2 499 221)	
2000-2001	(97 090)	(2 440 116)
1999-2000	27 410	(58 098)
1998-1999	7 482	(43 426)
1997-1998		(5 431)
	<u>(2 561 419)</u>	<u>(2 547 071)</u>
Fonds fiduciaire du supplément	<u>1 108 652</u>	<u>420 000</u>
	<u>2 957 891</u>	<u>1 597 300</u>
D) Autres transferts liés aux accords fiscaux		
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	<u>26 847</u>	<u>30 119</u>
E) Autres programmes		
Transfert fiscal allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2002-2003	(285 311)	
2001-2002	(288 781)	(263 754)
2000-2001	(32 238)	(273 463)
1999-2000		(3 599)
	<u>(606 330)</u>	<u>(540 816)</u>
Bilinguisme		
2001-2002	38 524	
2000-2001		38 524
	<u>38 524</u>	<u>38 524</u>
Régime canadien de prêts aux étudiants	<u>143 231</u>	<u>137 464</u>
Subside basé sur la population	<u>4 985</u>	<u>4 985</u>
Droit à l'exportation du bois d'œuvre	<u>14 971</u>	
Intégration des immigrants	<u>4 567</u>	
	<u>(400 052)</u>	<u>(359 843)</u>

FINANCES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire: page 1-22					
POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET FISCALES					
1. Politiques fiscales et budgétaires	14 264		186	10 087	7 990
Permanents (1)	1 308			1 308	332
Ne nécessitant pas de crédits				43	
2. Politiques économiques	6 616			3 045	2 815
3. Institut de la statistique du Québec	14 323			14 323	
TOTAL	36 511		186	28 806	11 137
(1) Loi sur les commissions d'enquête, (L.R.Q., c. C-37).					
PROGRAMME 2					
Sommaire: page 1-22					
POLITIQUES ET OPÉRATIONS FINANCIÈRES					
1. Financement, gestion de la dette et opérations financières	6 874		496	5 781	5 672
Ne nécessitant pas de crédits				523	
2. Frais de services bancaires Permanents (1)	10 252			8 112	
3. Sociétés d'État, organisation financière et politiques comptables	2 352			1 756	1 576
TOTAL	19 478		496	16 172	7 248
(1) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
PROGRAMME 3					
Sommaire: page 1-22					
CONTRÔLEUR DES FINANCES					
1. Comptabilité gouvernementale et gestion interne	7 023		2	6 504	4 622
2. Systèmes d'information	6 357		343	3 805	2 805
Ne nécessitant pas de crédits				700	
3. Contrôle et vérification	4 759			4 032	3 972
TOTAL	18 139		345	15 041	11 399

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à conseiller le gouvernement en matière de politique financière, économique et fiscale ainsi que de relations financières avec le gouvernement fédéral. Il a également pour but d'assurer l'analyse et la prévision des variables socio-économiques décrivant l'évolution et la structure de l'économie québécoise. Il a aussi pour objectif d'administrer les programmes de dégrèvements fiscaux du gouvernement dans le secteur de la nouvelle économie. Enfin, il vise à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec.

2 009		88		
976				
43				
230				
		14 323		
3 258		14 411		

Ce programme vise l'élaboration des politiques financières et comptables de même que la réalisation des opérations reliées à l'administration du Fonds consolidé du revenu et à la gestion de la dette du gouvernement. Il vise aussi à conseiller le ministre dans son rôle d'actionnaire des sociétés d'État.

109				
523				
8 112				
180				
8 924				

Ce programme vise à permettre au Contrôleur des finances de fournir aux ministères et organismes des services de comptabilité, de développer et d'exploiter le système de comptabilité gouvernementale, de s'assurer de la fiabilité des données financières enregistrées au système comptable du gouvernement et de préparer les rapports financiers et les Comptes publics.

1 882				
1 000				
700				
60				
3 642				

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES	CRÉDITS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
Éléments	AUTORISÉS				

SERVICE DE LA DETTE ET INTÉRÊTS SUR LE COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

(1) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes: Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16), Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13).

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

(1) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe et le compte des régimes de retraite.				
				3 970 021
				2 716 523
				6 686 544

Ce programme a pour objet, d'assurer au Ministère le support professionnel et technique dont il a besoin dans les domaines des ressources humaines, de la gestion financière, des communications, de l'informatique et des ressources matérielles.

11 308		66		
10				
1 100				
12 418		66		

Ce programme a pour but la surveillance et le contrôle des institutions financières et l'administration d'un registre gouvernemental des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

5 469				
1 377	3			
6 846	3			

FINANCES

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 7		SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE			
Sommaire: page 1-14					
1. Investissement Québec	323 444			322 760	
2. Initiatives pour le développement économique et l'emploi	15 817			6 437	
3. Aide aux organismes engagés dans le développement de l'économie	7 550			6 216	
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le soutien au branchement des familles à Internet					
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit en vue de contribuer à des projets réalisés dans le cadre du volet III du programme d'infrastructures	1 000				
TOTAL	347 811			335 413	

PROGRAMME 8	FONDS POUR L'ACCROISSEMENT DE L'INVESTISSEMENT PRIVÉ ET LA RELANCE DE L'EMPLOI
Sommaire: page 1-14	

1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets visant à accroître les investissements	966			413	
TOTAL	966			413	

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à coordonner l'action gouvernementale en matière de démarchage et d'aide à l'investissement et à soutenir divers organismes et entreprises engagés dans le développement de l'économie. Il vise également à apporter un soutien aux initiatives pour le développement économique et l'emploi. De plus, il a pour objectif de fournir une aide au branchement des familles à Internet et de contribuer à des projets réalisés dans le cadre du programme d'infrastructure.				
	146 895	175 865		
10		6 427		
		5 266	950	
10	146 895	187 558	950	

Ce programme vise à offrir différentes formes de soutien financier pour appuyer les investissements et la création d'emploi.

		413		
		413		

FINANCES

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS				RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses		
PROGRAMME 9						PROVISION POUR DES INITIATIVES CONCERNANT LES REVENUS
Sommaire: page 1-22						
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit des ministères en vue de percevoir les revenus dus au gouvernement	5 502					
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit des ministères en vue de réaliser des mesures de tarification	7 334					
TOTAL	12 836					
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	471 865	3	2 541	427 903	55 353	
Permanents	7 360 096			6 695 977	332	
Ne nécessitant pas de crédits				3 743		
TOTAL	7 831 961	3	2 541	7 127 623	55 685 (1)	

(1) Incluant 8 708 à l'égard de 94 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FINANCES

**DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES**
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET FISCALES					
1. Politiques fiscales et budgétaires					88	88
3. Institut de la statistique du Québec	11 405	2 918				14 323
TOTAL	11 405	2 918			88	14 411
PROGRAMME 5	GESTION INTERNE ET SOUTIEN					
1. Gestion interne et soutien					66	66
TOTAL					66	66
PROGRAMME 7	SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE					
1. Investissement Québec	15 848	7 433			152 584	175 865
2. Initiatives pour le développement économique et l'emploi					6 427	6 427
3. Aide aux organismes engagés dans le développement de l'économie					5 266	5 266
TOTAL	15 848	7 433			164 277	187 558
PROGRAMME 8	FONDS POUR L'ACCROISSEMENT DE L'INVESTISSEMENT PRIVÉ ET LA RELANCE DE L'EMPLOI					
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets visant à accroître les investissements					413	413
TOTAL					413	413
TOTAL DU PORTEFEUILLE	27 253	10 351			164 844	202 448

FINANCES

DÉTAIL DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 7	SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE					
3. Aide aux organismes engagés dans le développement de l'économie		950				950
TOTAL		950				950
TOTAL DU PORTEFEUILLE		950				950

FINANCES**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Politiques économiques et fiscales			
Institut de la statistique du Québec	14 323		
Soutien au fonctionnement de l'organisme «Chantier de l'économie sociale»	88		
Total du programme 1	<u>14 411</u>		
Programme 5 - Gestion interne et soutien			
Autres	70		
Programme 7 - Soutien au développement de l'économie			
Aide à certains projets industriels d'intérêt économique	8 204	1 382	
Bureau de développement de la nouvelle économie			
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE)	153 268	152 584	
Initiatives pour le développement économique et l'emploi	5 685	4 300	
Institut de finance mathématique de Montréal	3 700		
Subvention de fonctionnement - Investissement Québec	23 281		
Total du programme 7	<u>194 138</u>	<u>158 266</u>	
Programme 8 - Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi			
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE)	966	413	
Total des crédits et dépenses	<u>209 585</u>	<u>158 679</u>	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
				14 323	14 323	13 783
		88			88	
		88		14 323	14 411	13 783
		66			66	58
		926			2 308	56 746
						4 012
150		1 235			152 584	169 996
		3 700			5 685	10 338
				23 281	3 700	2 700
					23 281	21 998
150		5 861		23 281	187 558	265 790
					413	
150		6 015		37 604	202 448	279 631

INDUSTRIE ET COMMERCE**Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories****Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

	2002	2001
Droits et permis		
Autres		
Remboursement	651	555
Divers	77	67
	728	622
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 102	540
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 102	540
		
Intérêts		
Divers	4	36
		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	169	447
Subventions d'années antérieures	3 118	8 670
	3 287	9 117
		
	3 291	9 153
		
Total des revenus autonomes	4 019	9 775
		
Total des revenus	4 019	9 775

INDUSTRIE ET COMMERCE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1		SOUTIEN TECHNIQUE ET FINANCIER AUX ENTREPRISES			
Sommaire: page 1-14		ET AU DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS			
1. Direction et services à la gestion Permanents (1) Ne nécessitant pas de crédits	27 983 11		3 022	24 961 11 1 417	12 800
2. Développement des secteurs industriels	8 399			8 398	6 813
3. Services aux entreprises, aux coopératives et aux commerces Ne nécessitant pas de crédits	19 357	1		19 352 4	14 166
4. Politiques et analyses économiques	12 484			12 479	3 529
5. Développement des marchés	18 736	19		18 682	7 060
6. Assistance financière aux entreprises et aux partenariats Permanents (2)	120 248 1 027			120 248 1 027	
TOTAL	208 245	20	3 022	206 579	44 368
(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
(2) Loi sur la Protection des personnes et des biens en cas de sinistre, (L.R.Q., c. P-38.1).					

PROGRAMME 2

PLACEMENT ÉTUDIANT DU QUÉBEC

Sommaire: page 1-14

1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants					
TOTAL					

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à offrir un soutien technique et financier aux entreprises et aux organismes à des fins de développement industriel, commercial, coopératif et de développement des marchés visant la création d'emplois. Il englobe également la direction et les services de soutien à la gestion du Ministère ainsi que les ressources nécessaires à la planification et à l'élaboration des politiques et des stratégies propres à sa mission.				
12 161				
11				
1 417				
1 585				
5 186				
4				
8 950				
11 622				
		120 248		
	1 027			
40 936	1 027	120 248		

Ce programme, constitué d'une provision de crédits spécifiques, vise à favoriser l'emploi d'été des étudiants et la création de stages dans la fonction publique du Québec.

INDUSTRIE ET COMMERCE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	207 207	20	3 022	204 120	44 368
Permanents	1 038			1 038	
Ne nécessitant pas de crédits				1 421	
TOTAL	208 245	20	3 022	206 579	44 368 (1)

(1) Incluant 5 451 à l'égard de 61 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
39 504		120 248		
11	1 027			
1 421				
40 936	1 027	120 248		

INDUSTRIE ET COMMERCE

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
 PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
 Année financière terminée le 31 mars 2002
 (en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	SOUTIEN TECHNIQUE ET FINANCIER AUX ENTREPRISES ET AU DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS					
6. Assistance financière aux entreprises et aux partenariats		900	1 433		117 915	120 248
TOTAL		900	1 433		117 915	120 248
TOTAL DU PORTEFEUILLE		900	1 433		117 915	120 248

INDUSTRIE ET COMMERCE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Soutien technique et financier aux entreprises et au développement des marchés			
Aide à la concrétisation de projets d'investissement	898	898	
Aide à la construction navale	535	535	
Centre d'entreprises et d'innovation de Montréal	800		
Centre international de formation en télécommunications	1 700		
Fonds de partenariat	4 319	678	
Fonds d'investissement du secteur aérospatial	367		
Fonds régionaux Desjardins	2 500		
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE)	4 000	4 000	
Formation de la main-d'œuvre dans le domaine de l'optique, photonique et laser	5 000	2 500	
Innovation dans les PME	8 200	8 200	
Organismes de développement économique et régional	5 540	827	
Plan de développement des régions ressources	2 827	1 577	
Programmes d'amélioration des compétences en science et en technologie	4 861	4 640	
Programme d'appui au développement d'une Cité de l'optique pour la région de Québec	1 552	1 552	
Programme de soutien à l'emploi stratégique	9 356	8 721	
Programme de soutien au développement des exportations	12 063	10 903	
Sociétés Innovatech	900		
Soutien au branchement des familles à Internet	53 195		
Stages Québec-Monde	19	19	
Autres	1 616	200	
Total du programme 1	120 248	45 250	
Total des crédits et dépenses	120 248	45 250	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
					898	768
					535	1 261
		800			800	800
		1 700			1 700	5 900
14		3 537		90	4 319	4 116
				367	367	456
		2 500			2 500	
					4 000	2 131
2 500					5 000	
					8 200	4 225
43	23	4 344	4	299	5 540	12 204
405		845			2 827	
		221			4 861	6 021
					1 552	1 489
		427	1		9 356	14 569
207		1 141			12 063	10 587
19					900	1 100
			53 195		53 195	125 448
					19	235
		800		616	1 616	7 544
3 188	23	16 315	53 200	2 272	120 248	198 854
3 188	23	16 315	53 200	2 272	120 248	198 854

JUSTICE**Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories**
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	2002	2001
Droits et permis		
Autres		
Publicité légale des entreprises	489	537
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	146	146
Location de chambres et pension	95	101
Recouvrements de tiers	291	213
Actes judiciaires	28 406	27 799
Actes juridiques	25 261	13 335
Divers		1
	54 199	41 595
Intérêts		
Divers	8	6
Amendes et confiscations		
Infractions au code de la sécurité routière	50 855	21 829
Infractions au code criminel	7 658	6 820
Infractions en matière de boissons alcooliques	(13)	219
Infractions aux lois et règlements - Faune et Parcs	704	809
Infractions à diverses lois	10 989	12 806
Divers	52	42
	70 245	42 525
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 010	318
Surplus - fonds spéciaux et organismes	476	3 426
Divers		25
	1 486	3 769
	125 938	87 895
Total des revenus autonomes	126 427	88 432
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	396	78
Troisième Sommet des Amériques	206	119
Aide juridique	21 704	16 682
Conseillers juridiques auprès des autochtones	509	457
Pensions alimentaires pour enfants	3 617	2 777
Divers	79	79
	26 511	20 192
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	396	78
Compte relatif au Troisième Sommet des Amériques	206	119
Total des transferts du gouvernement du Canada	25 909	19 995
Total des revenus	152 336	108 427

(1) Les augmentations résultent de la fin des moyens de pression, en septembre 2000, suite à la signature de la convention collective des agents de la Sûreté du Québec.

JUSTICE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire: page 1-22					
FORMULATION DE JUGEMENTS					
1. Magistrature Permanents (1)	901 40 881	1		901 40 880	834 38 479
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges Permanents (1)	1 749			1 749	252
3. Soutien à la magistrature Permanents (1)	22 717 156		1 538	21 179 156	18 699 144
4. Comité sur la rémunération des juges Permanents (1)	415			415	
TOTAL	66 819	1	1 538	65 280	58 408
(1) Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).					
PROGRAMME 2					
Sommaire: page 1-22					
ADMINISTRATION DE LA JUSTICE					
1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	70 016		3 079	65 760	47 945
2. Affaires juridiques et législatives	29 757	2	208	29 538	27 366
3. Poursuites publiques	42 274	1	481	41 709	35 355
4. Administration Permanents (1) Permanents (2) Permanents (3) Ne nécessitant pas de crédits	110 433 11 400 3 658 26	1	3 686	106 678 8 341 3 162 17 3 825	27 138 3 162
5. Traitement des infractions et perception des amendes	12 181	1	4 378	6 756	5 354
TOTAL	279 745	5	11 832	265 786	146 320
(1) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
(2) Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).					
(3) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à rendre la justice par la formulation de jugements selon les juridictions des diverses cours de justice. Il vise également à évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec et des cours municipales et à formuler des recommandations au gouvernement.

67				
2 401				
1 497				
2 480				
12				
415				
6 872				

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et des bureaux de publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales et à assurer l'application du Code criminel et des lois pénales du Québec.

16 406		1 409		
2 172				
6 004			350	
79 138		402		
	8 341			
17				
3 825				
1 402				
108 964	8 341	1 811	350	

JUSTICE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire: page 1-22					
JUSTICE ADMINISTRATIVE					
1. Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	9 230			9 230	
2. Conseil de la justice administrative	510		13	470	184
TOTAL	9 740		13	9 700	184
PROGRAMME 4					
Sommaire: page 1-18					
AIDE AUX JUSTICIABLES					
1. Commission des services juridiques	119 087			119 087	
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	1 234			1 233	
3. Indemnisation des victimes d'actes criminels Permanents (1)	47 892			47 892	
TOTAL	168 213			168 212	
(1) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, (L.R.Q., c. I-6).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	418 340	5	13 383	402 541	162 875
Permanents	106 177	1		102 612	42 037
Ne nécessitant pas de crédits				3 825	
TOTAL	524 517	6	13 383	508 978	204 912 (1)

(1) Incluant 4 049 à l'égard de 39 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à assurer une part du financement du Tribunal administratif du Québec, qui a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3) de statuer sur les recours formés contre une autorité administrative ou une autorité décentralisée. D'autre part, ce programme comprend le Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique.

		9 230		
286				
286		9 230		

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées ainsi qu'aux enfants et à la famille aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice ou des groupes de personnes susceptibles d'avoir un recours commun et à assurer aide, support et compensation financière aux victimes d'actes criminels.

		119 087		
		1 233		
5 936		41 956		
5 936		162 276		

107 955		131 361	350	
10 278	8 341	41 956		
3 825				
122 058	8 341	173 317	350	

JUSTICE

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 2 ADMINISTRATION DE LA JUSTICE						
1. Soutien administratif à l'activité judiciaire					1 409	1 409
4. Administration					402	402
TOTAL					1 811	1 811
PROGRAMME 3 JUSTICE ADMINISTRATIVE						
1. Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	6 350	2 705	175			9 230
TOTAL	6 350	2 705	175			9 230
PROGRAMME 4 AIDE AUX JUSTICIABLES						
1. Commission des services juridiques	106 260	12 480	347			119 087
2. Fonds d'aide aux recours collectifs		435			798	1 233
3. Indemnisation des victimes d'actes criminels Permanents					41 956	41 956
TOTAL	106 260	12 915	347		42 754	162 276
TOTAL DU PORTEFEUILLE	112 610	15 620	522		44 565	173 317

JUSTICE**DÉTAIL DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 2	ADMINISTRATION DE LA JUSTICE					
3. Poursuites publiques					350	350
TOTAL					350	350
TOTAL DU PORTEFEUILLE					350	350

JUSTICE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 2 - Administration de la justice			
Soutien aux cours de justice civiles et criminelles	1 503		
Autres	<u>308</u>		
Total du programme 2	<u>1 811</u>		
Programme 3 - Justice administrative			
Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	<u>9 230</u>		
Programme 4 - Aide aux justiciables			
Aide juridique	47 037		
Commission des services juridiques	72 050		
Fonds d'aide aux recours collectifs - aide aux bénéficiaires	799		
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	435		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	<u>41 956</u>		
Total du programme 4	<u>162 277</u>		
Total des crédits et dépenses	<u>173 318</u>		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
75		1 428			1 503	1 287
36		272			308	253
111		1 700			1 811	1 540
				9 230	9 230	9 387
			47 037		47 037	40 500
				72 050	72 050	65 597
				798	798	398
				435	435	311
			41 956		41 956	37 264
			88 993	73 283	162 276	144 070
111		1 700	88 993	82 513	173 317	154 997

RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE**Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories****Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	123	40
Subventions d'années antérieures	<u>276</u>	<u>1 095</u>
	<u>399</u>	<u>1 135</u>
Total des revenus autonomes	<u>399</u>	<u>1 135</u>
Total des revenus	<u><u>399</u></u>	<u><u>1 135</u></u>

RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		Dépenses	RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations		
PROGRAMME 1		SOUTIEN ADMINISTRATIF À LA RECHERCHE, À LA SCIENCE, À LA TECHNOLOGIE ET À L'INNOVATION			
Sommaire: page 1-24					
1. Planification, coordination, mise en œuvre et soutien administratif Permanents (1) Ne nécessitant pas de crédits	16 943 9		443	16 430 8 393	10 442
2. Conseil de la science et de la technologie	1 538			1 538	1 006
3. Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	1 058			1 058	404
TOTAL	19 548		443	19 427	11 852
(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
PROGRAMME 2		MESURES D'AIDE À LA RECHERCHE, À LA SCIENCE, À LA TECHNOLOGIE ET À L'INNOVATION			
Sommaire: page 1-24					
1. Recherche en santé	82 196			82 196	
2. Recherche sociale	43 223			43 223	
3. Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	46 965			46 965	
4. Soutien à la recherche et à l'innovation	28 770			28 770	
5. Centre de recherche industrielle du Québec	9 500			9 500	
TOTAL	210 654			210 654	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	230 193		443	229 680	11 852
Permanents	9			8	
Ne nécessitant pas de crédits				393	
TOTAL	230 202		443	230 081	11 852 (1)

(1) Incluant 1 907 à l'égard de 18 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à procurer les ressources humaines et matérielles ainsi que les services administratifs nécessaires à la mise en œuvre et au suivi de la Politique québécoise de la science et de l'innovation, au développement de mécanismes d'évaluation, à la gestion de mesures et à la coordination de l'intervention gouvernementale en matière d'acquisition et de partage du savoir, de recherche et d'innovation.				
5 988				
8				
393				
532				
654				
7 575				

Ce programme vise à fournir les ressources financières nécessaires pour soutenir la recherche et la formation de chercheurs, l'innovation, la liaison et le transfert, la promotion des carrières scientifiques et technologiques, la diffusion des connaissances ainsi que le rayonnement international du Québec en matière de recherche et d'innovation.

		82 196		
		43 223		
		46 965		
		28 770		
		9 500		
		210 654		
7 174		210 654		
8				
393				
7 575		210 654		

RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 2	MESURES D'AIDE À LA RECHERCHE, À LA SCIENCE, À LA TECHNOLOGIE ET À L'INNOVATION					
1. Recherche en santé	1 497	2 685			78 014	82 196
2. Recherche sociale		2 153			41 070	43 223
3. Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	1 809	2 341			42 815	46 965
4. Soutien à la recherche et à l'innovation			2 914		25 856	28 770
5. Centre de recherche industrielle du Québec	4 594	2 406			2 500	9 500
TOTAL	7 900	9 585	2 914		190 255	210 654
TOTAL DU PORTEFEUILLE	7 900	9 585	2 914		190 255	210 654

RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Mesures d'aide à la recherche, à la science, à la technologie et à l'innovation			
Aide à la relève en science et en technologie	1 155		
Aide aux organismes oeuvrant au développement de la recherche, de la science et de la technologie	1 049	15	34
Aide financière au développement scientifique	2 576		14
Aide technique et financière pour la mise en valeur des applications technologiques	563		355
Appui au développement d'une cité de l'optique			
Centre de recherche industrielle du Québec	9 500		
Développement des études doctorales en partenariat avec l'industrie	409		
Fonds de la recherche en santé du Québec - bourses et subventions	69 414		50 745
Fonds de la recherche en santé du Québec - subventions à la gestion	3 756		
Fonds des priorités gouvernementales en science et en technologie	241	161	
Fonds pour la formation des chercheurs et l'aide à la recherche - bourses et subventions	9 455		
Fonds pour la formation des chercheurs et l'aide à la recherche - subventions à la gestion	491		
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies - bourses	33 166		
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies - subventions à la gestion	3 659		
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture - bourses	40 480		6 259
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture - subventions à la gestion	2 153		
Institut de recherche clinique de Montréal	8 536		
Institut national d'optique			
Programme d'assistance financière à la coopération scientifique et technologique internationale	809	81	
Programme de soutien aux initiatives de concertation régionale en RSTI	2 651		
Soutien à la valorisation de l'invention technique ou technologique	321		
Soutien à l'acquisition d'équipements dans les réseaux des centres collégiaux de transfert de technologie	2 673		
Soutien au projet INNO - Centre Région	600		
Soutien aux centres de liaison et de transfert	15 434		
Autres	1 563		40
Total du programme 2	210 654	257	57 447
Total des crédits et dépenses	210 654	257	57 447

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
494		661			1 155	1 233
49		928	2	21	1 049	
405		1 970	187		2 576	4 638
148		41		19	563	440
						1 333
				9 500	9 500	9 000
			409		409	340
5 753			12 916		69 414	62 855
				3 756	3 756	3 064
80					241	1 244
6 846			2 609		9 455	9 454
				491	491	490
25 593		65	6 398	1 110	33 166	20 474
				3 659	3 659	792
34 221					40 480	36 843
				2 153	2 153	1 501
		8 536			8 536	10 504
						37 983
703		25			809	1 539
835		1 816			2 651	4 804
		101	220		321	462
586		2 087			2 673	1 698
		600			600	555
		15 434			15 434	14 875
		483	1 040		1 563	2 514
75 713		32 747	23 781	20 709	210 654	228 635
75 713		32 747	23 781	20 709	210 654	228 635

RÉGIONS

Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Revenus divers		
Intérêts		
Prêts	 54	 22
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	290	47
Divers		13
	 290	 60
	<u>344</u>	<u>82</u>
Total des revenus autonomes	<u>344</u>	<u>82</u>
Total des revenus	<u><u>344</u></u>	<u><u>82</u></u>

RÉGIONS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1	MESURES DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT LOCAL ET RÉGIONAL				
Sommaire: page 1-16					
1. Gestion interne et soutien Permanents (1) Ne nécessitant pas de crédits	19 417 184	8	830	18 507 184 516	12 616
2. Mesures de soutien au développement local et régional gérées par des partenaires	110 986	24 605		86 055	
3. Mesures de soutien au développement local et régional gérées par le Ministère Permanents (2)	16 166 10 143	2 863		7 512 10 143	
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement régional	3				
5. Plan de développement des régions ressources	25 304			20 910	
TOTAL	182 203	27 476	830	143 827	12 616
(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
(2) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	171 876	27 476	830	132 984	12 616
Permanents	10 327			10 327	
Ne nécessitant pas de crédits				516	
TOTAL	182 203	27 476	830	143 827	12 616 (1)

(1) Incluant 3 152 à l'égard de 25 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à susciter et à soutenir le développement local et régional dans ses dimensions économiques, sociales et culturelles, en favorisant sa prise en charge par les collectivités intéressées, dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État. Il cherche à accroître l'efficacité des initiatives visant le développement local et régional en favorisant l'harmonisation, la simplification ainsi que l'accessibilité des services de soutien à l'entrepreneuriat. Ce programme est aussi affecté à la conception des orientations et des politiques favorables au développement local et régional et à la coordination des ministères et des organismes gouvernementaux pour faciliter l'élaboration et la réalisation de ces orientations et politiques.				
5 891				
184				
516				
		69 844	16 211	
	(2 787)	10 299		
	10 143			
		20 910		
6 591	7 356	101 053	16 211	
5 891	(2 787)	101 053	16 211	
184	10 143			
516				
6 591	7 356	101 053	16 211	

RÉGIONS

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT					
PROGRAMMES Éléments	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1						
MESURES DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT LOCAL ET RÉGIONAL						
2. Mesures de soutien au développement local et régional gérées par des partenaires			147		69 697	69 844
3. Mesures de soutien au développement local et régional gérées par le Ministère			1 024		9 275	10 299
5. Plan de développement des régions ressources			11 119		9 791	20 910
TOTAL			12 290		88 763	101 053
TOTAL DU PORTEFEUILLE			12 290		88 763	101 053

RÉGIONS

DÉTAIL DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	MESURES DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT LOCAL ET RÉGIONAL					
2. Mesures de soutien au développement local et régional gérées par des partenaires	337	27			15 847	16 211
TOTAL	337	27			15 847	16 211
TOTAL DU PORTEFEUILLE	337	27			15 847	16 211

RÉGIONS**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Mesures de soutien au développement local et régional			
Appui à la réalisation de l'entente cadre Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2 433	90	
Appui à la réalisation de projets sectoriels Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2		
Centres locaux de développement - Fonctionnement et économie sociale	46 802		
Centres locaux de développement - Volet jeunes	7 390		
Entente de développement - Centres de la petite enfance	608		
Fonctionnement des conseils régionaux de développement	10 805		
Fonds conjoncturel de développement	5 026	7	
Fonds d'aide aux entreprises (intérêts)	379		
Fonds de création d'emplois municipaux Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	4 030	82	
Fonds de diversification économique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 699	733	
Fonds d'interventions régionales			
Fonds régionaux de solidarité (FRS)	2 480		
Plan de développement des régions ressources	14 031	8 083	
Plan de relance de la MRC du Bas-Richelieu	6 897	20	
Société de diversification économique de l'Outaouais			
Soutien au développement des milieux ruraux	2 800	150	
Subvention au centre d'actions entrepreneuriales de Baie-Comeau			
Autres	400	400	
Total du programme 1	105 782	9 565	
Total des crédits et dépenses	105 782	9 565	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
	100	702			892	833
						535
		43 766			43 766	35 490
		7 390			7 390	6 540
		608			608	565
		10 805			10 805	10 816
59	532	4 300	3	125	5 026	5 278
		378			378	854
	1 020	2 927			4 029	2 003
96	26	844			1 699	4 898
		2 480			2 480	2 480
193		4 014		1 600	13 890	
	36	6 841			6 897	6 600
						2 700
		2 643			2 793	2 450
						5 000
					400	1 073
348	1 714	87 698	3	1 725	101 053	88 115
348	1 714	87 698	3	1 725	101 053	88 115

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	2002	2001
Droits et permis		
Autres		
Honoraires - dossiers publics	4 555	4 812
Honoraires - dossiers privés	328	893
Vendeurs itinérants	192	219
Studio de santé	53	62
Agents de voyage	713	748
Demande d'engagement d'un garant - ressortissants étrangers	2 539	1 778
Certificat de sélection - ressortissants étrangers	15 249	5 858
Certificat d'exemption	67	50
Certificat d'acceptation - ressortissants étrangers	3 033	2 039
Divers	20	27
	<u>26 749</u>	<u>16 486</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais d'attestation d'équivalences pour études à l'étranger	974	647
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	32	35
Divers	48	56
	<u>1 054</u>	<u>738</u>
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	32	35
	<u>1 022</u>	<u>703</u>
Intérêts		
Comptes de banque	114	121
Avances aux comptes sous administration	118	182
Divers	23	11
	<u>255</u>	<u>314</u>
Amendes et confiscations		
Divers	37	15
	<u>37</u>	<u>15</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	156	138
Subventions d'années antérieures	3 042	46
Surplus - fonds spéciaux et organismes	25 229	5 985
	<u>28 427</u>	<u>6 169</u>
	<u>29 741</u>	<u>7 201</u>
Total des revenus autonomes	<u>56 490</u>	<u>23 687</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	111 723	104 140
Accueil et établissement des réfugiés du Kosovo	45	745
	<u>111 768</u>	<u>104 885</u>
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour l'accueil et l'établissement des réfugiés du Kosovo	45	745
	<u>45</u>	<u>745</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>111 723</u>	<u>104 140</u>
Total des revenus	<u><u>168 213</u></u>	<u><u>127 827</u></u>

(1) L'augmentation est attribuable aux sommes reçues du Curateur public suite à la liquidation des biens délaissés.

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES	CRÉDITS	Prêts, Placements, Avances et			
Éléments	AUTORISÉS	Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1		RELATIONS CIVIQUES ET RELATIONS AVEC LES CITOYENS			
Sommaire: page 1-24					
1. Relations civiques	4 913			4 781	2 244
Permanents (1)	1 339			1 339	
2. Relations avec les citoyens	16 873		78	16 794	10 203
Ne nécessitant pas de crédits				383	
TOTAL	23 125		78	23 297	12 447
(1) Loi visant à favoriser le civisme, (L.R.Q., c. C-20).					
PROGRAMME 2		IMMIGRATION, INTÉGRATION ET RÉGIONALISATION			
Sommaire: page 1-12					
1. Immigration	9 865	12	44	9 809	7 411
2. Intégration et régionalisation	63 954	1		63 953	32 640
3. Direction et services administratifs	52 616	2	2 287	50 327	17 355
Permanents (1)	60			60	
Permanents (2)	40			40	
Ne nécessitant pas de crédits				2 622	
TOTAL	126 535	15	2 331	126 811	57 406
(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
(2) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
PROGRAMME 3		CONSEIL ET ORGANISMES DE PROTECTION RELEVANT DU MINISTRE			
Sommaire: page 1-24					
1. Office de la protection du consommateur	8 753		127	8 598	5 791
Ne nécessitant pas de crédits				123	
2. Commission d'accès à l'information	4 036		78	3 955	3 083
Ne nécessitant pas de crédits				51	
3. Conseil des relations interculturelles	679			651	420
Ne nécessitant pas de crédits				7	
4. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	12 443		40	12 322	9 469
Ne nécessitant pas de crédits				25	
TOTAL	25 911		245	25 732	18 763

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à assurer la promotion des droits fondamentaux ainsi que l'exercice des responsabilités civiques. Il vise également à assurer la qualité des rapports entre le citoyen et l'État québécois et à soutenir la pleine participation de tous au développement de la société québécoise.				
316		2 221		
90		1 249		
6 391		200		
383				
7 180		3 670		

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, culturelle et économique des immigrants.

2 398				
8 926		22 387		
27 293		4 479	1 200	
60				
	40			
2 622				
41 299	40	26 866	1 200	

Ce programme vise à permettre aux citoyens de faire appel, lorsque nécessaire, aux organismes qui sont chargés de protéger leurs droits, que ce soit par rapport au respect des droits et libertés de la personne, à l'égalité entre les personnes, à la protection des renseignements personnels et aux droits des consommateurs. Ce programme vise aussi à permettre au Ministère d'obtenir un éclairage sur des problématiques particulières touchant les relations interculturelles en vue de définir ses orientations, d'identifier les grandes avenues d'intervention et de choisir les mesures les plus appropriées pour répondre aux besoins exprimés.

2 311		496		
123				
872				
51				
231				
7				
2 853				
25				
6 473		496		

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION

(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES	CRÉDITS	Prêts, Placements, Avances et			
Éléments	AUTORISÉS	Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4					
Sommaire: page 1-24					
CURATEUR PUBLIC					
1. Curateur public	35 666	8	2 138	32 199	23 922
Permanents (1)	411			411	
Permanents (2)	2 411			2 313	1 695
Ne nécessitant pas de crédits				1 937	
TOTAL	38 488	8	2 138	36 860	25 617
(1) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
(2) Loi sur le curateur public, (L.R.Q., c. C-81).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	209 798	23	4 792	203 389	112 538
Permanents	4 261			4 163	1 695
Ne nécessitant pas de crédits				5 148	
TOTAL	214 059	23	4 792	212 700	114 233 (1)

(1) Incluant 8 869 à l'égard de 99 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes. Il vise également à remettre les biens non réclamés aux ayants droits ou à l'État.

8 277	411			
618				
1 937				
10 832	411			

59 868		29 783	1 200	
768	451	1 249		
5 148				
65 784	451	31 032	1 200	

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	RELATIONS CIVIQUES ET RELATIONS AVEC LES CITOYENS					
1. Relations civiles					2 221	2 221
Permanents					1 249	1 249
2. Relations avec les citoyens					200	200
TOTAL					3 670	3 670
PROGRAMME 2	IMMIGRATION, INTÉGRATION ET RÉGIONALISATION					
2. Intégration et régionalisation					22 387	22 387
3. Direction et services administratifs					4 479	4 479
TOTAL					26 866	26 866
PROGRAMME 3	CONSEIL ET ORGANISMES DE PROTECTION RELEVANT DU MINISTRE					
1. Office de la protection du consommateur					496	496
TOTAL					496	496
TOTAL DU PORTEFEUILLE					31 032	31 032

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION

DÉTAIL DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 2	IMMIGRATION, INTÉGRATION ET RÉGIONALISATION					
3. Direction et services administratifs	548	652				1 200
TOTAL	548	652				1 200
TOTAL DU PORTEFEUILLE	548	652				1 200

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Relations civiques et relations avec les citoyens			
Actes de civisme	1 249		
Adaptation des organismes	101		
Fonds de soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels	55		
Soutien à la participation civique	1 890		
Autres	508		
Total du programme 1	3 803		
Programme 2 - Immigration, intégration et régionalisation			
Accueil et établissement des immigrants	4 476		
Accueil et installation des réfugiés	1 793		
Aide à la francisation des immigrants	1 330		
Allocation pour la francisation à temps partiel des immigrants	578		
Fonds de développement de l'immigration en région	665		
Fonds de la semaine québécoise de la citoyenneté	210		
Fonds des jeunes des minorités visibles	163		
Francisation en milieu de travail	439		
Programme d'échanges des jeunes	355		
Programme national de réconciliation avec les orphelins et les orphelines de Duplessis	4 164		
Service de formation linguistique	9 290		
Soutien à des projets d'intégration	1 142		
Soutien à l'insertion en emploi	1 918		
Autres	343		
Total du programme 2	26 866		
Programme 3 - Conseil et organismes de protection relevant du ministre			
Subventions à des organismes oeuvrant dans le domaine de la consommation	496		
Total des crédits et dépenses	31 165		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
57		44	1 249		1 249 101	741
		55			55	137
		1 890			1 890	1 879
282		93			375	168
339		2 082	1 249		3 670	2 925
		4 476			4 476	2 831
			1 793		1 793	2 486
		1 330			1 330	1 209
			573	5	578	
24	63	578			665	544
7		202	1		210	129
37		126			163	199
		439			439	502
344	11				355	
			4 164		4 164	
			9 290		9 290	7 389
	812	330			1 142	510
		1 918			1 918	1 583
20	4	316	1	2	343	431
432	890	9 715	15 822	7	26 866	17 813
		496			496	496
771	890	12 293	17 071	7	31 032	21 234

RELATIONS INTERNATIONALES
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	2002	2001
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		858
Divers	2	
	2	858
Moins: Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		858
	2	
Intérêts		
Divers	5	41
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	206	280
Subventions d'années antérieures	264	
	470	280
	477	321
Total des revenus autonomes	477	321
Total des revenus	477	321

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire: page 1-16					
AFFAIRES INTERNATIONALES					
1. Direction, politiques et affaires publiques Permanents (1)	13 772 923	9 4	38	13 724 919	7 449
2. Représentation du Québec à l'étranger	49 322	191	490	48 637	29 999
3. Affaires bilatérales	18 054	11		18 031	5 704
4. Affaires francophones et multilatérales	16 708	13		16 694	2 805
5. Gestion interne Ne nécessitant pas de crédits	12 690		731	11 959 1 041	6 272
TOTAL	111 469	228	1 259	111 005	52 229
(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	110 546	224	1 259	109 045	52 229
Permanents	923	4		919	
Ne nécessitant pas de crédits				1 041	
TOTAL	111 469	228	1 259	111 005	52 229 (1)

(1) Incluant 6 418 à l'égard de 64 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.

5 303		972		
919				
8 194			10 444	
2 684		9 643		
3 225		10 664		
5 687				
1 041				
27 053		21 279	10 444	

25 093		21 279	10 444	
919				
1 041				
27 053		21 279	10 444	

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					Total
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	
PROGRAMME 1	AFFAIRES INTERNATIONALES					
1. Direction, politiques et affaires publiques					972	972
3. Affaires bilatérales					9 643	9 643
4. Affaires francophones et multilatérales					10 664	10 664
TOTAL					21 279	21 279
TOTAL DU PORTEFEUILLE					21 279	21 279

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉTAIL DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	AFFAIRES INTERNATIONALES					
2. Représentation du Québec à l'étranger	175	8 680	1 137	452		10 444
TOTAL	175	8 680	1 137	452		10 444
TOTAL DU PORTEFEUILLE	175	8 680	1 137	452		10 444

RELATIONS INTERNATIONALES
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Affaires internationales			
Affaires bilatérales	1 155	25	
Affaires françaises	4 005		126
Affaires multilatérales	3 632	5	
Francophonie	5 520	588	
Office Franco-Québécois pour la jeunesse et Agence Québec/Wallonie-Bruxelles	616		
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2 000		
Québec sans frontières	1 512		
Saison Québec - New-York 2001	1 867		
Autres	972	8	
Total du programme 1	21 279	626	126
Total des crédits et dépenses	21 279	626	126

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes sans but lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
336		470	314	10	1 155	694
397		3 021	438	23	4 005	3 065
82	6	2 770	769		3 632	2 784
	200	4 696	36		5 520	4 050
		616			616	3 342
				2 000	2 000	200
		1 512			1 512	1 706
		1 867			1 867	8 731
110		586	248	20	972	1 202
925	206	15 538	1 805	2 053	21 279	25 774
925	206	15 538	1 805	2 053	21 279	25 774

RESSOURCES NATURELLES

Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Droits et permis		
Ressources forestières		
Coupe de bois - usage domestique	160	160
Usines de transformation du bois	719	693
Permis d'intervention - approvisionnement de bois sur les terres publiques	80 770	(1) 144 043
Érablières	475	1 317
Intervention - travaux d'utilité publique	59	60
Intervention - activités minières	108	137
Intervention - aménagement faunique et récréatif	159	97
Mesureurs de bois	6	55
Autres droits sur la gestion des forêts	266	258
	<u>82 722</u>	<u>146 820</u>
Ressources minières		
Exploitation minière	17 876	18 221
Claim	7 126	1 348
Exploitation par baux	1 115	1 242
Exploration	520	2 373
Divers	61	72
	<u>26 698</u>	<u>23 256</u>
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	8 056	8 066
Énergie électrique produite	57 924	59 679
Régime des eaux	2 021	1 859
	<u>68 001</u>	<u>69 604</u>
Autres		
Exploitation - sable, gravier et autres	2 008	3 777
Recherche de pétrole et de gaz naturel	257	305
Permis d'utilisation - équipement pétrolier à risque élevé	2 299	2 709
Divers	114	80
	<u>4 678</u>	<u>6 871</u>
	<u>182 099</u>	<u>246 551</u>

(1) La diminution résulte de la baisse du taux unitaire moyen par mètre cube, la baisse des volumes de bois coupés et des ajustements aux saisons de coupe des années antérieures.

RESSOURCES NATURELLES**Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)****Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

	2002	2001
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	218	195
Bois	103	159
Terres de l'état	1 976	2 397
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	182	68
Frais de vente et de location de terrains	329	(76)
Location et concessions	9 410	8 403
Recouvrements de tiers	4	117
Enregistrement de transferts	112	120
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	755	82
Gains sur disposition de moyen de transport terrestre léger	88	268
Divers	140	120
	13 317	11 853
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	755	82
	12 562	11 771
Intérêts		
Comptes de banque		56
Autres revenus à percevoir	932	714
Droits sur les profits d'exploitation minière	(65)	486
Paievements de redevances hydrauliques	334	217
	1 201	1 473
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi sur les forêts	251	318
Divers	32	20
	283	338
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	(1 009)	1 887
Subventions d'années antérieures	881	1 603
	(128)	3 490
	13 918	17 072
Total des revenus autonomes	196 017	263 623

RESSOURCES NATURELLES**Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)****Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier	663	1 038
Développement minéral		(85)
Programme stratégique Canada-Québec d'amélioration routière		89
	<u>663</u>	<u>1 042</u>
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier	663	1 038
Compte pour le développement minéral		(85)
Compte pour le Programme stratégique Canada-Québec d'amélioration routière		89
	<u> </u>	<u> </u>
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus	<u>196 017</u>	<u>263 623</u>

RESSOURCES NATURELLES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire: page 1-16					
CONNAISSANCE ET GESTION DU TERRITOIRE					
1. Connaissance géographique du territoire	12 765		1 421	11 180	5 821
2. Gestion des terres publiques	18 522		2 058	14 698	10 475
TOTAL	31 287		3 479	25 878	16 296
PROGRAMME 2					
Sommaire: page 1-16					
CONNAISSANCE ET GESTION DU PATRIMOINE FORESTIER					
1. Politiques et programmes forestiers Permanents (1)	48 143 7 430	6	1 482	46 655 7 430	11 855
2. Production de plants, recherche et inventaires forestiers	10 228			10 228	
3. Planification et suivi des interventions en forêt Permanents (2)	104 959 807	807	3 225	101 734	14 242
TOTAL	171 567	813	4 707	166 047	26 097
(1) Loi sur les forêts, (L.R.Q., c. F-4.1).					
(2) Loi sur la Protection des personnes et des biens en cas de sinistre, (L.R.Q., c. P-38.1).					
PROGRAMME 3					
Sommaire: page 1-16					
FINANCEMENT FORESTIER					
1. Gestion interne et soutien Ne nécessitant pas de crédits	1 145		24	1 109 38	905
2. Prêts forestiers Permanents (1)	821 32			698	
TOTAL	1 998		24	1 845	905
(1) Loi sur le crédit forestier, (L.R.Q., c. C-78).					

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à recueillir toutes les informations relatives aux dimensions, à la configuration, à l'utilisation, à la délimitation et à la description du territoire. Il vise aussi l'enregistrement des diverses transactions relatives à l'aliénation ou à la localisation de certaines parties du domaine public et à contrôler l'utilisation des terres publiques.				
5 339		20		
3 960		263		
9 299		283		

Ce programme vise à favoriser et appuyer le développement, l'application et la mise à jour des connaissances du milieu forestier et de ses ressources, à en planifier, contrôler et évaluer l'utilisation et à suivre les interventions permettant d'assurer sa mise en valeur. Il vise également à favoriser la protection du milieu contre les fléaux d'origine naturelle ou humaine et à améliorer en quantité et en qualité sa capacité de production afin de répondre aux demandes de matière ligneuse ou à d'autres usages. Il vise enfin à favoriser la rationalisation et le développement du secteur de la transformation des bois.

17 619		17 181		
7 430			10 228	
5 154		35 359	46 979	
30 203		52 540	57 207	

Ce programme vise à rendre accessible un crédit forestier en vue de faciliter les investissements dans la mise en valeur et la consolidation des forêts privées.

204				
38		698		
242		698		

RESSOURCES NATURELLES

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		Dépenses	RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations		
PROGRAMME 4					
Sommaire: page 1-16					
GESTION ET DÉVELOPPEMENT DE LA RESSOURCE MINÉRALE					
1. Exploration	30 239		835	29 337	9 181
2. Industrie minière, recherche et développement et gestion des lois	18 605		632	17 827	7 897
TOTAL	48 844		1 467	47 164	17 078
PROGRAMME 5					
Sommaire: page 1-16					
DIRECTION ET SOUTIEN ADMINISTRATIF					
1. Direction et soutien administratif	51 159	3	3 434	44 194	19 717
Permanents (1)	163			163	
Ne nécessitant pas de crédits				12 355	
TOTAL	51 322	3	3 434	56 712	19 717
(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
PROGRAMME 6					
Sommaire: page 1-16					
DÉVELOPPEMENT ÉNERGÉTIQUE					
1. Développement énergétique	13 616		84	10 484	5 567
Permanents (1)	216			216	
2. Efficacité énergétique	5 812			5 812	
3. Grand verglas - Rétablissement des services publics essentiels d'électricité	27 800			27 800	
TOTAL	47 444		84	44 312	5 567
(1) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	343 814	9	13 195	321 756	85 660
Permanents	8 648	807		7 809	
Ne nécessitant pas de crédits				12 393	
TOTAL	352 462	816	13 195	341 958	85 660 (1)

(1) Incluant 8 381 à l'égard de 93 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à établir la connaissance géologique du territoire, à faire la promotion de l'exploration, à promouvoir avec l'industrie des projets de développement et la réalisation de certains investissements en infrastructures et également à réglementer certaines conditions d'exercice de l'activité minière. Il vise également à favoriser l'exploitation, la transformation et l'utilisation des substances minérales par la recherche appliquée et la prestation de services analytiques et conseils techniques.				
6 625		13 531		
4 259		5 671		
10 884		19 202		

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

12 985		440	11 052	
163				
12 355				
25 503		440	11 052	

Ce programme vise à formuler les actions et interventions du gouvernement dans le secteur énergétique, à administrer les lois et règlements concernant ce secteur, ainsi qu'à gérer les programmes d'aide technique et financière ayant pour objet d'accroître la productivité énergétique du Québec. Il vise enfin à verser une partie des contributions requises par le Fonds relatif à la tempête de verglas qui apparaît au portefeuille Conseil du trésor, Administration et Fonction publique.

3 008		1 909		
	216	5 812		
			27 800	
3 008	216	7 721	27 800	
59 153		80 884	96 059	
7 593	216			
12 393				
79 139	216	80 884	96 059	

RESSOURCES NATURELLES

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1 CONNAISSANCE ET GESTION DU TERRITOIRE						
1. Connaissance géographique du territoire					20	20
2. Gestion des terres publiques			85		178	263
TOTAL			85		198	283
PROGRAMME 2 CONNAISSANCE ET GESTION DU PATRIMOINE FORESTIER						
1. Politiques et programmes forestiers					17 181	17 181
3. Planification et suivi des interventions en forêt			34 690		669	35 359
TOTAL			34 690		17 850	52 540
PROGRAMME 3 FINANCEMENT FORESTIER						
2. Prêts forestiers					698	698
TOTAL					698	698
PROGRAMME 4 GESTION ET DÉVELOPPEMENT DE LA RESSOURCE MINÉRALE						
1. Exploration					13 531	13 531
2. Industrie minérale, recherche et développement et gestion des lois					5 671	5 671
TOTAL					19 202	19 202

RESSOURCES NATURELLES

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
 PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES (suite)
 Année financière terminée le 31 mars 2002
 (en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 5	DIRECTION ET SOUTIEN ADMINISTRATIF					
1. Direction et soutien administratif	14				426	440
TOTAL	14				426	440
PROGRAMME 6	DÉVELOPPEMENT ÉNERGÉTIQUE					
1. Développement énergétique					1 909	1 909
2. Efficacité énergétique	1 851	911	40		3 010	5 812
TOTAL	1 851	911	40		4 919	7 721
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 865	911	34 815		43 293	80 884

RESSOURCES NATURELLES

DÉTAIL DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 2						
CONNAISSANCE ET GESTION DU PATRIMOINE FORESTIER						
2. Production de plants, recherche et inventaires forestiers	3 018	7 155		55		10 228
3. Planification et suivi des interventions en forêt	31 215	14 648			1 116	46 979
TOTAL	34 233	21 803		55	1 116	57 207
PROGRAMME 5						
DIRECTION ET SOUTIEN ADMINISTRATIF						
1. Direction et soutien administratif	7 759	3 293				11 052
TOTAL	7 759	3 293				11 052
PROGRAMME 6						
DÉVELOPPEMENT ÉNERGÉTIQUE						
3. Grand verglas - Rétablissement des services publics essentiels d'électricité					27 800	27 800
TOTAL					27 800	27 800
TOTAL DU PORTEFEUILLE	41 992	25 096		55	28 916	96 059

RESSOURCES NATURELLES
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Connaissance et gestion du territoire			
Aide à la mise en valeur du territoire	283		
Programme 2 - Connaissance et gestion du patrimoine forestier			
Aide à la mise en valeur du territoire	1 145	223	
Aide à la production forestière privée	33 652	33 652	
Développement de l'industrie forestière	17 181	16 899	
Station forestière Duchesnay (SEPAQ)	562		
Total du programme 2	52 540	50 774	
Programme 3 - Financement forestier			
Prêts forestiers	853	697	
Programme 4 - Gestion et développement de la ressource minérale			
Aide à l'exploration minérale	13 531	12 741	
Assistance à l'industrie minérale	4 722	2 422	
Consortium de recherche minérale (COREM)	949		
Total du programme 4	19 202	15 163	
Programme 5 - Direction et soutien administratif			
Agence de l'efficacité énergétique			
Autres	441		
Total du programme 5	441		
Programme 6 - Développement énergétique			
Agence de l'efficacité énergétique	5 812	3 010	
Aide à la recherche et au développement	4 735	973	
Extension du réseau gazier			
Total du programme 6	10 547	3 983	
Total des crédits et dépenses	83 866	70 617	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
	282		1		283	353
50	51	790	31		1 145	1 507
238		44			33 652	56 470
				562	17 181	4 821
					562	562
288	51	834	31	562	52 540	63 360
			1		698	827
100	2 200		696	94	13 531	12 119
		949			4 722	1 492
					949	3 601
100	2 200	949	696	94	19 202	17 212
3		418		19	440	25
						443
3		418		19	440	468
549		172		2 802	5 812	5 753
				215	1 909	1 453
						8 000
549		172		3 017	7 721	15 206
940	2 533	2 373	729	3 692	80 884	97 426

REVENU

Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	2002	2001
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	15 875 285	17 067 539
Impôt des sociétés	4 029 161	4 217 236
Impôt sur les successions	(33)	(19)
	<u>19 904 413</u>	<u>21 284 756</u>
Taxes à la consommation		
Vente	7 556 901	7 373 576
Carburants	1 536 012	1 536 171
Tabac	652 643	(1) 483 075
	<u>9 745 556</u>	<u>9 392 822</u>
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Ventes de bière par les détaillants	82 580	86 422
Ventes de spiritueux et de vins - détenteurs de permis	38 914	41 306
Divers	31	49
	<u>121 525</u>	<u>127 777</u>
Ressources forestières		
Profits d'exploitation forestière	<u>10 118</u>	<u>24 931</u>
Autres		
Publicité légale des entreprises	128	114
Transferts de terrains	(14)	(77)
Enregistrements d'abris fiscaux et d'actions accréditatives	520	17
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	744	793
Droits relatifs à la protection de l'environnement	370	362
Divers	(1)	(1)
	<u>1 747</u>	<u>1 208</u>
	<u>133 390</u>	<u>153 916</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	459	1 258
Perception et redistribution - corporations municipales		302
Perception - R.R.Q.	27 885	34 034
Actes judiciaires	107	70
Décisions anticipées	106	156
Gestion de la taxe sur les produits et services	107 718	102 998
Divers	36	34
	<u>136 311</u>	<u>138 852</u>
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la gestion de la taxe sur les produits et services	<u>107 718</u>	<u>102 998</u>
	<u>28 593</u>	<u>35 854</u>

(1) L'augmentation s'explique par les majorations de la taxe sur les produits du tabac qui sont entrées en vigueur les 6 avril et 2 novembre 2001.

REVENU**Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)****Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Revenus divers (suite)		
Intérêts		
Impôt à percevoir sur le revenu des particuliers	152 688 (2)	136 193
Impôt à percevoir sur les profits des sociétés et le capital	120 192	116 184
Revenus à percevoir sur la vente au détail	47 037	55 155
Revenus à percevoir sur les carburants	1 245	945
Revenus à percevoir sur le tabac	(734)	760
Autres revenus à percevoir	<u>252</u>	<u>(3 722)</u>
	 <u>320 680</u>	 <u>305 515</u>
Amendes et confiscations		
Pénalités	115 638	118 871
Frais - chèques sans provision	1 537	1 354
Infractions aux lois fiscales	862	301
Divers	<u>2</u>	<u>23</u>
	 <u>118 039</u>	 <u>120 549</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	205	524
Divers	<u>1</u>	<u>(1)</u>
	 <u>206</u>	 <u>523</u>
	<u>467 518</u>	<u>462 441</u>
Total des revenus autonomes	<u>30 250 877</u>	<u>31 293 935</u>
Total des revenus	<u><u>30 250 877</u></u>	<u><u>31 293 935</u></u>

(2) L'augmentation s'explique par la hausse des comptes à recevoir.

Notes

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Les remboursements suivants ont été déduits des revenus:		
Impôt sur le revenu des particuliers	3 959 259	3 293 041
Impôt des sociétés	1 383 633	1 218 849
Vente	4 476 027	4 370 323
Carburants	92 670	122 974
Tabac	11 749	7 345
Profits d'exploitation forestière	10 234	6 756
Divers	551	73

REVENU

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS				RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses		
PROGRAMME 1						ADMINISTRATION FISCALE
Sommaire: page 1-24						
1. Opérations régionales	133 236	41	58	130 947	125 897	
Permanents (1)	1 572					
Permanents (2)	2 488			2 488		
Permanents (3)	1 489			1 405		
Permanents (4)	21 060			13 095		
2. Opérations concentrées	47 624		527	46 229	38 785	
Permanents (4)	28 940			28 940		
3. Technologies de l'information	52 831	5	38	52 089	24 615	
4. Administration et support	109 493	31	1 228	103 975	42 646	
Permanents (5)	10			9		
Ne nécessitant pas de crédits				1 027		
5. Perception	32 628			32 628		
Permanents (6)	203 000			143 060		
6. Pensions alimentaires	39 836			39 796		
7. Recherche et développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale	17 578	3	329	17 246	15 547	
TOTAL	691 785	80	2 180	612 934	247 490	
(1) Loi sur la taxe de vente du Québec, (L.R.Q., c. T-0.1) (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).						
(2) Loi concernant la taxe sur les carburants, (L.R.Q., c. T-1) (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).						
(3) Loi concernant l'impôt sur le tabac, (L.R.Q., c. I-2) (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).						
(4) Loi sur le ministère du Revenu, (L.R.Q., c. M-31) (Intérêts sur remboursements de revenus).						
(5) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).						
(6) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).						
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	433 226	80	2 180	422 910	247 490	
Permanents	258 559			188 997		
Ne nécessitant pas de crédits				1 027		
TOTAL	691 785	80	2 180	612 934	247 490 (1)	

(1) Incluant 15 467 à l'égard de 174 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement.

5 050				
2 488				
1 405				
13 095				
7 444				
28 940				
27 474				
31 934		124	29 271	
9				
1 027				
			32 628	
	143 060			
			39 796	
1 191			508	
120 057	143 060	124	102 203	

73 093		124	102 203	
45 937	143 060			
1 027				
120 057	143 060	124	102 203	

REVENU

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	ADMINISTRATION FISCALE					
4. Administration et support					124	124
TOTAL					124	124
TOTAL DU PORTEFEUILLE					124	124

REVENU

DÉTAIL DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL					Total
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	
PROGRAMME 1	ADMINISTRATION FISCALE					
4. Administration et support			25 471	3 800		29 271
5. Perception		32 628				32 628
6. Pensions alimentaires	26 356	11 610	1 630	200		39 796
7. Recherche et développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale		508				508
TOTAL	26 356	44 746	27 101	4 000		102 203
TOTAL DU PORTEFEUILLE	26 356	44 746	27 101	4 000		102 203

REVENU**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Administration fiscale			
Subventions à des organismes	<u>124</u>		
Total des crédits et dépenses	<u>124</u>		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
		124			124	102
		124			124	102

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	2002		2001
Droits et permis			
Autres			
Hôpitaux privés et autres institutions	1 471		1 457
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Tierces responsabilités - internes	3 083		3 422
Tierces responsabilités - externes	724		731
Assurance-hospitalisation - étrangers	134		124
Tierce responsabilité - Société de l'assurance automobile du Québec	79 664		80 169
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	49		53
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000	(1)	
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	18 000	(1)	3 000
Divers	35		49
	131 689		87 548
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée			
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	49		53
Compte pour le financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000		
Compte pour le financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	18 000		3 000
	83 640		84 495
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	331		646
Subventions d'années antérieures	445		(53)
	776		593
	84 416		85 088
Total des revenus autonomes	85 887		86 545
Transferts du gouvernement du Canada			
Autres programmes			
Loi des jeunes contrevenants	37 138		38 054
Réadaptation professionnelle des personnes handicapées	39 133	(2)	78 672
Services de traitement et de réadaptation	2 926		3 314
Accueil et établissement des réfugiés du Kosovo	120		958
Troisième Sommet des Amériques	1 069		
	80 386		120 998
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée			
Compte pour l'accueil et l'établissement des réfugiés du Kosovo	120		958
Compte relatif au Troisième Sommet des Amériques	1 069		
Total des transferts du gouvernement du Canada	79 197		120 040
Total des revenus	165 084		206 585

- (1) Les augmentations sont attribuables à de nouvelles ententes avec la Société des loteries du Québec, signées respectivement les 29 août et 25 mai 2001.
- (2) La diminution est attribuable à la révision à la hausse, au cours de l'année financière 2000-2001, des contributions pour les années financières 1993-1994 à 1997-1998.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		Dépenses	RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations		
PROGRAMME 1					
Sommaire: page 1-10					
FONCTIONS NATIONALES					
1. Direction et gestion ministérielle	83 386	13	1 457	81 916	44 408
Permanents (1)	20			20	
Ne nécessitant pas de crédits				1 513	
2. Organismes-conseils	4 229			4 229	2 359
3. Activités nationales	120 733			120 733	
Permanents (2)	419			110	
TOTAL	208 787	13	1 457	208 521	46 767

(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

(2) Loi sur la protection de la santé publique, (L.R.Q., c. P-35).

PROGRAMME 2 **FONCTIONS RÉGIONALES**

Sommaire: page 1-10

1. Régies régionales	94 624			94 624	
2. Établissements de santé et de services sociaux	8 134 000			8 134 000	
Permanents (1)	2 200 000 *			2 145 396 *	
3. Soutien des organismes communautaires	252 343			252 343	
4. Activités connexes	1 027 981			1 027 981	
Permanents (2)	468 282			405 342	
Permanents (3)	76 441			76 441	
5. Service de la dette	499 975			499 975	
TOTAL	12 753 646			12 636 102	

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5).

(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).

(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (2001, c.31).

* Incluant un montant de 2 200 000 représentant la part, attribuée aux ministère de la Santé et des Services sociaux, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 145 396.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.				
37 508				
20				
1 513				
1 770		100		
660		120 073		
		110		
41 471		120 283		

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.

		94 624		
		8 134 000		
		2 145 396		
		252 343		
16 915		1 011 066		
		405 342		
		76 441		
		499 975		
16 915		12 619 187		

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire: page 1-10					
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC					
1. Services aux personnes handicapées	48 375			48 375	
2. Direction et administration Ne nécessitant pas de crédits	9 825		113	9 712 156	7 795
TOTAL	58 200		113	58 243	7 795
PROGRAMME 4					
Sommaire: page 1-10					
RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC					
1. Services médicaux Permanents (1)	2 666 464			2 666 464	
2. Services optométriques Permanents (1)	35 303			35 303	
3. Services dentaires Permanents (1)	99 830			78 145	
4. Services pharmaceutiques et médicaments Permanents (1)	1 381 140			1 340 323	
5. Autres services Permanents (1)	99 328			99 328	
6. Administration Permanents (1)	75 483			75 483	
TOTAL	4 357 548 *			4 295 046 *	
(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5).					
* Incluant un montant de 2 200 000 représentant la part, attribuée à la Régie de l'assurance maladie du Québec, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 145 396, et la prévision de la contribution du fonds consolidé du revenu de 1 885 723 pour une dépense de 2 149 649.					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	10 275 471	13	1 570	10 273 888	54 562
Permanents	7 102 710			6 922 355	
Ne nécessitant pas de crédits				1 669	
TOTAL	17 378 181	13	1 570	17 197 912	54 562 (1)

(1) Incluant 5 991 à l'égard de 63 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.

		48 375		
1 917				
156				
2 073		48 375		

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.

		2 666 464		
		35 303		
		78 145		
		1 340 323		
		99 328		
		75 483		
		4 295 046		

58 770		10 160 556		
20		6 922 335		
1 669				
60 459		17 082 891		

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1 FONCTIONS NATIONALES						
2. Organismes-conseils					100	100
3. Activités nationales Permanents	32	26			120 015 110	120 073 110
TOTAL	32	26			120 225	120 283
PROGRAMME 2 FONCTIONS RÉGIONALES						
1. Régies régionales	65 420	27 170	2 034			94 624
2. Établissements de santé et de services sociaux Permanents	6 137 909 1 642 300	1 965 820 503 096	17 036		13 235	8 134 000 2 145 396
3. Soutien des organismes communautaires					252 343	252 343
4. Activités connexes Permanents	277 748 481 783	342 241	4 273		386 804	1 011 066 481 783
5. Service de la dette			220 829	279 146		499 975
TOTAL	8 605 160	2 838 327	244 172	279 146	652 382	12 619 187
PROGRAMME 3 OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC						
1. Services aux personnes handicapées			1 425	60	46 890	48 375
TOTAL			1 425	60	46 890	48 375

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
 PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES (suite)
 Année financière terminée le 31 mars 2002
 (en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 4						
RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC						
1. Services médicaux Permanents	2 666 464					2 666 464
2. Services optométriques Permanents	35 303					35 303
3. Services dentaires Permanents	78 145					78 145
4. Services pharmaceutiques et médicaments Permanents	294 871				1 045 452	1 340 323
5. Autres services Permanents					99 328	99 328
6. Administration Permanents	40 669	26 138	8 676			75 483
TOTAL	3 115 452	26 138	8 676		1 144 780	4 295 046
TOTAL DU PORTEFEUILLE	11 720 644	2 864 491	254 273	279 206	1 964 277	17 082 891

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Fonctions nationales			
Programme d'intervention - Hépatite C	6 027		
Services hospitaliers hors-Québec	70 747		
Autres	43 818		12 614
Total du programme 1	120 592		12 614
Programme 2 - Fonctions régionales			
Achat de vaccins et de produits biologiques	134 965		134 965
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	65 838		
Fonctionnement			
Directions de santé publique	29 122		
Établissements privés	347 679		347 679
Établissements publics	9 875 730		9 821 126
Loyer - établissements du réseau	97 356		97 356
Régies régionales de la santé et des services sociaux	94 624		
Organismes communautaires de maintien à domicile	22 900		
Organismes communautaires de promotion et de services	229 443		
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	41 285	5 168	
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	468 282		405 342
Régime de retraite du personnel d'encadrement	76 441		76 441
Rémunération des internes et résidents	97 453		97 453
Ressources de type familial	140 587		140 587
Service de la dette	499 975		499 975
Système du sang	211 563		194 589
Transporteurs ambulanciers	149 884	95 487	
Autres	153 604		112 480
Total du programme 2	12 736 731	100 655	11 927 993
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Aide financière à l'intégration en entreprises de personnes handicapées	6 691	5 544	112
Centres de travail adapté	36 078		
Organismes de promotion des droits des personnes handicapées	5 173		
Autres	433		
Total du programme 3	48 375	5 544	112
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Bourses d'études, de recherche et primes	8 713		
Frais afférents à l'administration des régimes d'assurance maladie et d'assistance maladie	75 483		
Prothèses et orthèses	90 615		
Services dentaires	99 830		
Services médicaux	2 666 464		
Services optométriques	35 303		
Services pharmaceutiques et médicaments	1 381 140		
Total du programme 4	4 357 548		
Total des crédits et dépenses	17 263 246	106 199	11 940 719

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
			6 027		6 027	8 972
			70 747		70 747	83 608
108		15 400	13 531	1 856	43 509	37 344
108		15 400	90 305	1 856	120 283	129 924
			65 838		134 965	36 193
					65 838	62 924
		29 122			29 122	28 314
					347 679	324 911
					9 821 126	9 397 930
					97 356	103 184
		94 624			94 624	91 058
		22 900			22 900	23 163
		229 443			229 443	207 704
			36 117		41 285	31 838
					405 342	352 813
					76 441	66 807
					97 453	108 100
					140 587	138 589
					499 975	452 990
		102	3 527	13 345	211 563	179 468
			20 979	33 418	149 884	131 759
641		20 475		20 008	153 604	143 234
641		396 666	126 461	66 771	12 619 187	11 880 979
32	100	903			6 691	7 200
		36 078			36 078	34 974
		5 173			5 173	3 760
		433			433	579
32	100	42 587			48 375	46 513
			8 713		8 713	8 971
				75 483	75 483	71 634
			90 615		90 615	83 435
			78 145		78 145	84 437
			2 666 464		2 666 464	2 499 581
			35 303		35 303	24 150
			1 340 323		1 340 323	1 166 717
			4 219 563	75 483	4 295 046	3 938 925
781	100	454 653	4 436 329	144 110	17 082 891	15 996 341

SÉCURITÉ PUBLIQUE**Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories****Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

	2002	2001
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	18 097	18 050
Production industrielle de boisson	411	391
	18 508	18 441
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	3 474	3 549
Appareils d'amusement	2 926	2 329
Bingo	1 414	2 056
Loteries	2 351	2 782
Courses	214	199
	10 379	10 915
Autres		
Études de dossiers	953	987
Agences d'investigation ou de sécurité	1 106	1 005
Sports de combat	10	165
Organisation - spectacles sportifs de combat	108	
Permis d'explosifs	225	226
Divers	11	9
	2 413	2 392
	31 300	31 748
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de chambres et pension	2 972	2 698
Conciliation et enquête - déontologie policière	611	681
Gains sur disposition de moyen de transport terrestre léger	824	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	34	306
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	2 000	
Financement des unités autonomes de service	1 046	1 546
Divers	73	54
	7 560	5 285
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	34	306
Compte pour le financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	2 000	
Compte pour le financement des unités autonomes de service	1 046	1 546
	4 480	3 433
Intérêts		
Débiteurs	83	50
Divers	1	
	84	50
Amendes et confiscations		
Alco-frein	1 389	1 431
Saisie d'argent - drogue et stupéfiants	487	714
Divers	29	51
	1 905	2 196

SÉCURITÉ PUBLIQUE**Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)****Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

	<u>2002</u>		<u>2001</u>
Revenus divers (suite)			
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	2 123		934
Subventions d'années antérieures	21		113
Divers	<u>3</u>		<u>8</u>
	2 147		1 055
	<u>8 616</u>		<u>6 734</u>
Total des revenus autonomes	<u>39 916</u>		<u>38 482</u>
Transferts du gouvernement du Canada			
Autres programmes			
Administration de la Loi sur les armes à feu	14 923		15 787
Troisième Sommet des Amériques	24 288	(1)	6 978
Aide financière - catastrophes	1 164		893
Financement du programme conjoint de protection civile	758		388
Divers	<u>18</u>		<u>15</u>
	41 151		24 061
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée			
Compte pour l'administration de la Loi sur les armes à feu	14 923		15 787
Compte relatif au Troisième Sommet des Amériques	24 288	(1)	6 978
Compte pour le financement du programme conjoint de protection civile	<u>758</u>		<u>388</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>1 182</u>		<u>908</u>
Total des revenus	<u><u>41 098</u></u>		<u><u>39 390</u></u>

(1) L'augmentation est attribuable à la tenue du Troisième Sommet des Amériques en 2001-2002.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire: page 1-24					
SÉCURITÉ, PRÉVENTION ET GESTION INTERNE					
1. Direction et services supports à la gestion Permanents (1)	17 179 10		592	16 577 9	12 353
2. Services correctionnels	186 597	7	16	186 571	144 403
3. Expertises judiciaires	6 830	1		6 829	5 470
4. Affaires policières et sécurité-protection Permanents (1)	52 419 2 404	6		52 409 2 404	15 898 2 404
5. Sécurité civile et sécurité incendie Permanents (2)	14 739 5 882		59	14 734 5 823	8 190 896
6. Éléments de gestion centrale Permanents (2) Permanents (3) Ne nécessitant pas de crédits	101 760 101 31		6 497	95 230 101	21 203 101
				3 803	
TOTAL	387 952	14	7 164	384 490	210 918

(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

(2) Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, (L.R.Q., c. P-38.1).

(3) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

PROGRAMME 2

SÛRETÉ DU QUÉBEC

Sommaire: page 1-24

1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	217 735	325		217 410	139 028
2. Gestion interne et soutien Permanents (1) Ne nécessitant pas de crédits	179 585 487	9	18 588	160 987 487 9 425	41 844
TOTAL	397 807	334	18 588	388 309	180 872

(1) Loi sur le ministère de la Justice, (L.R.Q., c. M-19).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites aux bénéfices des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.				
3 998 9		226		
42 168				
1 359				
6 200		30 311		
2 071 416		4 473 4 511		
74 027				
3 803				
134 051		39 521		

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

12 338			66 044	
64 206 487 9 425			54 937	
86 456			120 981	

SÉCURITÉ PUBLIQUE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire: page 1-24					
ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE					
1. Régie des alcools, des courses et des jeux Permanents (1)	13 889 3	2	899	12 880	8 813
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	2 701		8	2 690	1 804
3. Bureau du coroner	7 028		168	6 857	3 546
4. Commissaire à la déontologie policière	2 950		12	2 937	2 226
5. Comité de déontologie policière	1 827		37	1 786	1 175
TOTAL	28 398	2	1 124	27 150	17 564
(1) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, (L.R.Q., c. L-6).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	805 239	350	26 817	777 897	405 953
Permanents	8 918		59	8 824	3 401
Ne nécessitant pas de crédits				13 228	
TOTAL	814 157	350	26 876	799 949	409 354 (1)

(1) Incluant 25 603 à l'égard de 266 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise, également, à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas des décès survenus en des circonstances obscures ou violentes, et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.				
3 917		150		
886				
3 311				
711				
611				
9 436		150		
215 803		35 160	120 981	
912		4 511		
13 228				
229 943		39 671	120 981	

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	SÉCURITÉ, PRÉVENTION ET GESTION INTERNE					
1. Direction et services supports à la gestion					226	226
4. Affaires policières et sécurité-protection			96		30 215	30 311
5. Sécurité civile et sécurité incendie Permanents					4 473 4 511	4 473 4 511
TOTAL			96		39 425	39 521
PROGRAMME 3	ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE					
1. Régie des alcools, des courses et des jeux					150	150
TOTAL					150	150
TOTAL DU PORTEFEUILLE			96		39 575	39 671

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL					
PROGRAMMES Éléments	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 2						
SÛRETÉ DU QUÉBEC						
1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	63 974	2 070				66 044
2. Gestion interne et soutien	27 688	23 917	3 285	47		54 937
TOTAL	91 662	25 987	3 285	47		120 981
TOTAL DU PORTEFEUILLE	91 662	25 987	3 285	47		120 981

SÉCURITÉ PUBLIQUE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Formation des policiers et des pompiers	2 932		
Sécurité civile	5 361	169	
Sécurité incendie	2 390		
Services policiers en milieu autochtone	14 498		
Subventions en matière de prévention de la criminalité	13 935		
Autres	<u>405</u>		
Total du programme 1	<u>39 521</u>	<u>169</u>	
Programme 3 - Organismes relevant du ministre			
Autres	<u>251</u>		
Total des crédits et dépenses	<u>39 772</u>	<u>169</u>	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OSBL - Organismes sans but lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OSBL	PERS	ORG	2002	2001
	4 952		240	2 932	2 932	2 100
	2 340	50			5 361	9 065
	14 452	46			2 390	
	13 820	115			14 498	13 732
		385		20	13 935	3 101
					405	461
	35 564	596	240	2 952	39 521	28 459
		150			150	
	35 564	746	240	2 952	39 671	28 459

TOURISME, LOISIR ET SPORT
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Droits et permis		
Autres		
Établissements touristiques	<u>59</u>	<u>1 284</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Financement de certains organismes, projets et activités du secteur du loisir et du sport	604	500
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour le financement de certains organismes, projets et activités du secteur du loisir et du sport	<u>604</u>	<u>500</u>
	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus autonomes	<u>59</u>	<u>1 284</u>
Total des revenus	<u><u>59</u></u>	<u><u>1 284</u></u>

TOURISME, LOISIR ET SPORT

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire: page 1-16					
PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DU TOURISME					
1. Tourisme Québec	71 129			71 126	
Permanents (1)	10			10	
2. Société du Centre des congrès de Québec	15 300			15 300	
TOTAL	86 439			86 436	
(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
PROGRAMME 2					
Sommaire: page 1-12					
DÉVELOPPEMENT DU LOISIR ET DU SPORT					
1. Promotion du loisir et de l'action bénévole	43 997			43 997	
2. Promotion du sport et de la sécurité	18 327			18 327	
3. Administration du loisir et du sport	10 878	1	45	10 781	3 241
Ne nécessitant pas de crédits				30	
TOTAL	73 202	1	45	73 135	3 241
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	159 631	1	45	159 531	3 241
Permanents	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				30	
TOTAL	159 641	1	45	159 571	3 241

(1) Incluant 258 à l'égard de 3 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre touristique et en assurant la promotion du Québec et de ses expériences touristiques.

			71 126 10	
		15 300		
		15 300	71 136	

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes de milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

		43 997		
		18 327		
2 015 30		5 525		
2 045		67 849		

2 015 30		83 149	71 126 10	
2 045		83 149	71 136	

TOURISME, LOISIR ET SPORT

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DU TOURISME					
2. Société du Centre des congrès de Québec	3 422	3 344	5 059	3 475		15 300
TOTAL	3 422	3 344	5 059	3 475		15 300
PROGRAMME 2	DÉVELOPPEMENT DU LOISIR ET DU SPORT					
1. Promotion du loisir et de l'action bénévole			2 604		41 393	43 997
2. Promotion du sport et de la sécurité					18 327	18 327
3. Administration du loisir et du sport					5 525	5 525
TOTAL			2 604		65 245	67 849
TOTAL DU PORTEFEUILLE	3 422	3 344	7 663	3 475	65 245	83 149

TOURISME, LOISIR ET SPORT

DÉTAIL DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DU TOURISME					
1. Tourisme Québec Permanents	18 303	29 160 10	834		22 829	71 126 10
TOTAL	18 303	29 170	834		22 829	71 136
TOTAL DU PORTEFEUILLE	18 303	29 170	834		22 829	71 136

TOURISME, LOISIR ET SPORT
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Société du Centre des congrès de Québec	15 300		
Programme 2 - Développement du loisir et du sport			
Kino-Québec	1 716		
Promotion du loisir	16 149		
Promotion du sport	16 611		
Soutien aux équipements de loisir	1 661		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	26 187		
Autres	5 525		
Total du programme 2	67 849		
Total des crédits et dépenses	83 149		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
				15 300	15 300	14 254
			1 716		1 716	1 344
6	641	15 366	136		16 149	12 513
272	288	16 051			16 611	14 374
	1 661				1 661	1 611
		26 187			26 187	22 437
158	3	5 363	1		5 525	6 512
436	2 593	62 967	1 853		67 849	58 791
436	2 593	62 967	1 853	15 300	83 149	73 045

TRANSPORTS**Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories****Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

	2002	2001
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation - droits	579 404	564 176
Conducteurs et chauffeurs	77 223	76 068
Transport commercial public	743	593
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A1	2 486	2 728
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A2	1 741	1 659
Frais d'inscription et de renouvellement - intermédiaires en services de transport	123	131
	661 720	645 355
Autres		
Signalisation touristique commerciale	292	439
Transfert de permis	64	74
	356	513
	662 076	645 868
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	42	85
Location de machinerie et d'équipement	64	199
Gestion de halte routière	331	631
Terrains et bâtisses	3 575	5 140
Location de terrains et bâtisses	2 608	2 818
Aide technique et soutien	158	96
Conservation des chaussées	53	3
Frais de publication - demandes de permis	106	131
Analyse en laboratoire	67	85
Frais d'atterrissage	56	49
Frais de débarcadère	392	367
Gains sur disposition de réseau complexe	539	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 534	
Divers	65	73
	9 590	9 677
Moins: Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 534	
	8 056	9 677
Intérêts		
Divers	20	(21)
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	54	73
Divers	3	5
	57	78
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	864	2 334
Subventions d'années antérieures	1 081	517
Dépenses sous forme d'indemnités	2 687	3 510
	4 632	6 361
	12 765	16 095
Total des revenus autonomes	674 841	661 963

TRANSPORTS
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Caisse des passages à niveau	(263)	
Entretien de chemins fédéraux	117	114
Financement des terminaux portuaires	(1)	36 300
Programme d'infrastructures	1 100	
Troisième Sommet des Amériques	175	
Financement de travaux d'amélioration du réseau routier de juridiction municipale de la région québécoise de l'Outaouais	4 612	(2 105)
Programme stratégique Canada-Québec d'amélioration routière	<u>57</u>	<u>21</u>
	5 798	34 330
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le financement des terminaux portuaires	(1)	36 300
Compte relatif au programme d'infrastructures	1 100	
Compte relatif au Troisième Sommet des Amériques	175	
Compte pour le financement de travaux d'amélioration du réseau routier de juridiction municipale de la région québécoise de l'Outaouais	4 612	(2 105)
Compte pour le Programme stratégique Canada-Québec d'amélioration routière	<u>57</u>	<u>21</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>(146)</u>	<u>114</u>
Total des revenus	<u><u>674 695</u></u>	<u><u>662 077</u></u>

- (1) La diminution est attribuable au versement non récurrent, effectué par le gouvernement du Canada, pour la rétrocession des terminaux de traversiers et leur prise en charge par le gouvernement du Québec.

TRANSPORTS**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES****Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire: page 1-16					
INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT					
1. Construction des infrastructures de transport Ne nécessitant pas de crédits	316 097		9 521	306 576 102 265	
2. Entretien des infrastructures de transport	442 197	8	13 500	422 621	112 328
3. Aide financière au réseau routier local	139 543			139 542	
TOTAL	897 837	8	23 021	971 004	112 328
PROGRAMME 2					
Sommaire: page 1-16					
SYSTÈMES DE TRANSPORT					
1. Transport terrestre	292 327		175	292 145	5 513
2. Transport maritime	47 672			47 672	607
3. Transport aérien	3 651			3 651	646
4. Commission des transports du Québec Ne nécessitant pas de crédits	12 102	2	590	11 486 466	7 798
TOTAL	355 752	2	765	355 420	14 564

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection, de même que l'entretien des infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien.				
2 757			303 819	
102 265				
301 169		4 809	4 315	
326		139 216		
406 517		144 025	308 134	

Ce programme vise à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

1 614	285 018		
4 098	42 967		
1 120	1 885		
3 688			
466			
10 986	329 870		

TRANSPORTS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire: page 1-16					
ADMINISTRATION ET SERVICES CORPORATIFS					
1. Direction	6 480		84	6 106	4 942
Permanents (1)	19			19	
2. Services administratifs	59 266	4	1 218	53 568	41 586
Permanents (2)				(6)	
Ne nécessitant pas de crédits				8 987	
3. Planification, recherche et développement	18 426		484	17 106	11 900
TOTAL	84 191	4	1 786	85 780	58 428
(1) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
(2) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 337 761	14	25 572	1 300 473	185 320
Permanents	19			13	
Ne nécessitant pas de crédits				111 718	
TOTAL	1 337 780	14	25 572	1 412 204	185 320 (1)

(1) Incluant 8 432 à l'égard de 90 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à fournir les divers services de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

725 19		439		
11 982	(6)			
8 987				
4 005		1 201		
25 718	(6)	1 640		

331 484 19	(6)	475 535	308 134	
111 718				
443 221	(6)	475 535	308 134	

TRANSPORTS

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT					
2. Entretien des infrastructures de transport					4 809	4 809
3. Aide financière au réseau routier local			36 663		102 553	139 216
TOTAL			36 663		107 362	144 025
PROGRAMME 2	SYSTÈMES DE TRANSPORT					
1. Transport terrestre			100 754	67 900	116 364	285 018
2. Transport maritime	36 702		256		6 009	42 967
3. Transport aérien					1 885	1 885
TOTAL	36 702		101 010	67 900	124 258	329 870
PROGRAMME 3	ADMINISTRATION ET SERVICES CORPORATIFS					
1. Direction					439	439
3. Planification, recherche et développement					1 201	1 201
TOTAL					1 640	1 640
TOTAL DU PORTEFEUILLE	36 702		137 673	67 900	233 260	475 535

TRANSPORTS**DÉTAIL DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES****Année financière terminée le 31 mars 2002**

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT					
1. Construction des infrastructures de transport	58 616	59 391	89 588	96 224		303 819
2. Entretien des infrastructures de transport		4 315				4 315
TOTAL	<u>58 616</u>	<u>63 706</u>	<u>89 588</u>	<u>96 224</u>		<u>308 134</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>58 616</u>	<u>63 706</u>	<u>89 588</u>	<u>96 224</u>		<u>308 134</u>

TRANSPORTS
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Infrastructures de transport			
Aide financière au réseau routier local	142 200	156	
Transport terrestre	<u>1 825</u>	<u>1 825</u>	
Total du programme 1	<u>144 025</u>	<u>1 981</u>	
Programme 2 - Systèmes de transport			
Société des Traversiers du Québec	36 702		
Transport aérien	1 885	540	
Transport en commun			
Fonctionnement	17 980		
Immobilisations et service de la dette	162 792		
Transport adapté aux personnes handicapées	75 526		
Transport maritime	6 265	5 710	
Transport terrestre	27 348	6 494	8
Autres	<u>1 372</u>	<u>342</u>	
Total du programme 2	<u>329 870</u>	<u>13 086</u>	<u>8</u>
Programme 3 - Administration et services corporatifs			
Autres	<u>1 701</u>	<u>26</u>	
Total des crédits et dépenses	<u>475 596</u>	<u>15 093</u>	<u>8</u>

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
	142 044				142 200 1 825	115 547 1 825
	142 044				144 025	117 372
	794	213	338	36 702	36 702 1 885	33 217 2 193
	17 980				17 980	16 505
	153 726			9 066	162 792	176 250
	75 526				75 526	44 411
	160	395			6 265	9 693
38	10 339	2 298	10	8 161	27 348	16 884
	140	570	320		1 372	29
38	258 665	3 476	668	53 929	329 870	299 182
261	17	1 324		12	1 640	1 547
299	400 726	4 800	668	53 941	475 535	418 101

TRAVAIL**Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories**
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	2002	2001
Droits et permis		
Autres		
Ventes de gaz de pétrole liquéfié	275	329
Enregistrement - exploitation de gaz de pétrole liquéfié	186	189
Installation de gaz	181	229
Appareil à gaz	118	144
Droits d'inspection - distribution du gaz	1 908	2 123
Installations électriques	16 934	17 924
Installations de machines fixes	2 998	2 751
Électriciens	395	341
Entrepreneur en tuyauterie	3 138	2 466
Entrepreneur de construction	15 188	14 439
Jeux et remontées mécaniques	195	188
Appareils de levage	1 193	1 338
	<u>42 709</u>	<u>42 461</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	91	93
Financement du bureau d'évaluation médicale	1 681	1 700
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	8	
Financement du bureau du commissaire général du travail	3 325	3 440
Divers	2	
	<u>5 107</u>	<u>5 233</u>
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le financement du bureau d'évaluation médicale	1 681	1 700
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	8	
Compte pour le financement du bureau du commissaire général du travail	3 325	3 440
	<u>93</u>	<u>93</u>
Intérêts		
Divers	<u>13</u>	<u>10</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>50</u>	<u>9</u>
	<u>156</u>	<u>112</u>
Total des revenus autonomes	<u>42 865</u>	<u>42 573</u>
Total des revenus	<u><u>42 865</u></u>	<u><u>42 573</u></u>

TRAVAIL**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1		TRAVAIL			
Sommaire: page 1-26					
1. Relations du travail	31 805	1	672	31 080	15 507
Permanents (1)	1				
Permanents (3)	2			2	
Ne nécessitant pas de crédits				601	
2. Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	501		1	493	337
Ne nécessitant pas de crédits				11	
3. Commission de l'équité salariale	5 389		70	5 093	2 861
Permanents (1)	5			5	
Ne nécessitant pas de crédits				93	
4. Conseil des services essentiels					
Permanents (1)	1				
Permanents (2)	2 364		38	2 304	1 639
Ne nécessitant pas de crédits				53	
5. Régie du bâtiment du Québec	32 754	2	2 126	30 595	22 310
Permanents (1)	106			106	
Ne nécessitant pas de crédits				1 280	
6. Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail	16 000			16 000	
TOTAL	88 928	3	2 907	87 716	42 654
(1) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
(2) Code du travail, (L.R.Q., c. C-27).					
(3) Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	86 449	3	2 869	83 261	41 015
Permanents	2 479		38	2 417	1 639
Ne nécessitant pas de crédits				2 038	
TOTAL	88 928	3	2 907	87 716	42 654 (1)

(1) Incluant 4 477 à l'égard de 48 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE
----------------	--	-----------	-----------------------------------	------------------------

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail, d'équité salariale, de santé, de sécurité et d'intégrité physique des travailleurs, de qualité des bâtiments, de sécurité des usagers d'édifices publics et d'installations techniques. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques, financières et informationnelles nécessaires à la gestion du ministère du Travail.

5 406		10 167		
2				
601				
156				
11				
2 232	5			
93				
665				
53				
8 075		210		
	106			
1 280				
		16 000		
18 574	111	26 377		

15 869		26 377		
667	111			
2 038				
18 574	111	26 377		

TRAVAIL

DÉTAIL DES DÉPENSES DE TRANSFERT
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2002
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	TRANSFERT					
	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	Total
PROGRAMME 1	TRAVAIL					
1. Relations du travail					10 167	10 167
5. Régie du bâtiment du Québec					210	210
6. Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail					16 000	16 000
TOTAL					26 377	26 377
TOTAL DU PORTEFEUILLE					26 377	26 377

TRAVAIL
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Travail			
Lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction	9 982		
Commission de la santé et de la sécurité du travail - financement des activités d'inspection	16 000		
Autres	396		
Total du programme 1	26 378		
Total des crédits et dépenses	26 378		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2002	2001
				9 982	9 982	7 400
				16 000	16 000	15 000
3	210	82		100	395	336
3	210	82		26 082	26 377	22 736
3	210	82		26 082	26 377	22 736

SECTION 3**INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX**

TABLE DES MATIÈRES**PAGE**

Sommaire des états financiers des fonds spéciaux

3-2

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX
Année financière terminée le 31 mars 2002

(en milliers de dollars)

	2002
	Revenus
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	19 837
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	3 461
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	15 997
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec	20 857
	20 545
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	22 135
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	19 803
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	308 502
Fonds de développement du marché du travail	1 009 267
Fonds de développement régional	16 234
Fonds de financement	13 300
Fonds de gestion de l'équipement roulant	57 724
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	10 725
Fonds de l'assurance médicaments	446 421
Fonds de l'état civil	15 123
Fonds de l'industrie des courses de chevaux	14 409
Fonds de l'information gouvernementale	54 796
Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail	44 894
Fonds de partenariat touristique	112 588
Fonds de perception	68 187
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	60 998
Fonds des pensions alimentaires (excluant la partie fiduciaire)	41 621
Fonds des registres du ministère de la Justice	25 341
Fonds des services de police	241 355
Fonds des services de santé	6 440 441
Fonds des services gouvernementaux	308 017
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor	1 408
Fonds des technologies de l'information du ministère de la Solidarité sociale	46 572
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	31 070
Fonds d'information foncière	77 193
Fonds d'information géographique	2 356
Fonds du Centre financier de Montréal	2 042
Fonds forestier	158 724
Fonds Jeunesse Québec	40 700
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports	5 008
Fonds relatif à la tempête de verglas	34 459
Fonds spécial olympique	88 302

2002				2001	
Dépenses	Excédent des revenus sur les dépenses	Actif	Passif	Solde du fonds	Solde du fonds
19 464	373	20 674	19 726	948	575
2 514	947	1 595	68	1 527	580
2 668	13 329	225 359	2 652	222 707	202 661
16	20 841	308 826	(470)	309 296	334 673
2 676	17 869	280 988	2 660	278 328	279 806
6 298	15 837	248 386	7 241	241 145	271 489
19 803		48 516	48 516		
308 502		2 679 531	2 679 531		
1 026 439	(17 172)	108 008	89 943	18 065	35 237
16 234		22 546	22 546		
1 494	11 806	9 662 589	9 629 028	33 561	21 755
57 380	344	115 239	114 895	344	
10 630	95	11 070	10 777	293	198
418 033	28 388	482 070	514 180	(32 110)	(60 498)
13 127	1 996	8 294	6 273	2 021	25
14 409		1 039	1 039		
54 730	66	19 544	19 468	76	10
65 681	(20 787)	99 628	5 174	94 454	115 241
110 390	2 198	32 180	32 205	(25)	(2 227)
69 148	(961)	13 845	7 726	6 119	7 080
60 998		14 470	14 470		
41 621		22 415	22 415		
22 167	3 174	19 398	16 881	2 517	(657)
241 355		64 539	64 539		
6 440 441		288 871	288 871		
296 142	11 875	470 903	406 439	64 464	52 589
1 408		2 535	2 535		
46 572		94 149	94 149		
31 070		90 832	90 832		
51 691	25 502	262 230	42 959	219 271	193 530
2 331	25	4 125	2 990	1 135	1 110
1 500	542	1 058		1 058	516
162 449	(3 725)	64 094	58 862	5 232	8 957
40 700		3 392	3 392		
4 897	111	3 673	3 562	111	
34 459		8 286	8 286		
74 086	14 216	17 951	2 524	15 427	1 211

